



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

43^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Débats de la Chambre des communes

Compte rendu officiel
(Hansard)

VOLUME 149 NUMÉRO 002

Le vendredi 6 décembre 2019

Présidence de l'honorable Anthony Rota

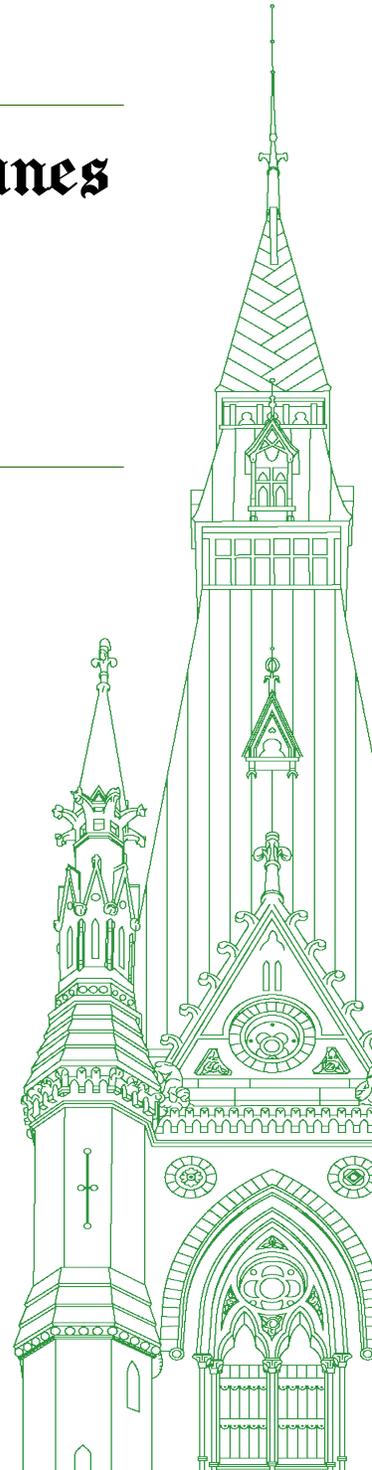


TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve à la fin du présent numéro.)

CHAMBRE DES COMMUNES

Le vendredi 6 décembre 2019

La séance est ouverte à 9 h 30.

Prière

• (0935)

[Français]

L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MONTRÉAL

Le Président: Conformément à l'ordre adopté le jeudi 5 décembre, la Chambre procédera maintenant à des déclarations à l'occasion du 30^e anniversaire de l'événement tragique survenu à l'École polytechnique de Montréal.

Je donne maintenant la parole au très honorable premier ministre.

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, il y a 30 ans aujourd'hui, à l'École polytechnique de Montréal, 14 femmes ont été assassinées lors d'un attentat antiféministe; 30 ans depuis que Geneviève Bergeron, Hélène Colgan, Nathalie Croteau et Barbara Daigneault ont été tuées de sang-froid; 30 ans depuis que les vies d'Anne-Marie Edward, de Maud Havernick, de Maryse Laganière, de Maryse Leclair et d'Anne-Marie Lemay se sont terminées dans les circonstances les plus tragiques; 30 ans depuis qu'on a perdu Sonia Pelletier, Michèle Richard, Annie St-Arneault, Annie Turcotte et Barbara Klucznik-Widajewicz.

Nous nous rassemblons aujourd'hui pour pleurer la perte de ces femmes, de ces filles, de ces sœurs, de ces amies et de ces collègues.

[Traduction]

Chaque année, en décembre, lorsque nous rendons hommage à ces 14 femmes, aux survivants et à leur famille, nous nous engageons à faire mieux, mais la réalité, c'est que, depuis 30 ans, la situation ne s'est pas suffisamment améliorée. Encore aujourd'hui, les femmes, les filles et les personnes de tous les genres subissent une violence inacceptable qu'on pourrait empêcher, une violence qui détruit des vies, des familles et des collectivités entières. Il est grand temps de redresser la situation.

Il est grand temps de mettre fin à la violence fondée sur le sexe — je pense notamment à la tragédie nationale des femmes et des filles autochtones assassinées ou portées disparues —, car il faut maintenant bâtir un pays où tous se sentent en sécurité et où les droits de chacun sont reconnus et respectés.

Autour de nous, les gens nous montrent la voie à suivre. Partout au pays, ils disent d'une seule voix que la situation a assez duré. Des étudiants, des parents, des femmes et des hommes disent qu'il faut mettre fin à la misogynie, au sexisme, à la haine et à la discrimination.

Le courage des survivants, des personnes qui défendent ces causes et de tous les Canadiens qui s'impliquent est inspirant. Nous serons toujours derrière eux.

[Français]

Nos gestes en disent plus long que nos mots. C'est pourquoi nous nous appuyerons sur les progrès réalisés grâce à la Stratégie du Canada pour prévenir et contrer la violence fondée sur le sexe pour élaborer un plan d'action national. C'est également pour cette raison que nous investissons dans des organisations menées par des femmes au Canada et ailleurs dans le monde. Nous ne pouvons pas nous arrêter ici, cependant. Nous devons en faire plus parce que, encore aujourd'hui, des gens dans nos communautés pleurent la perte de leurs proches en raison de la violence armée.

[Traduction]

Cet automne, j'ai annoncé que nous allions resserrer le contrôle des armes à feu et que nous interdirions le type d'armes qui ont servi à l'École polytechnique. Ces armes, conçues pour tuer le plus grand nombre de personnes le plus rapidement possible, n'ont pas leur place dans les rues et les collectivités canadiennes. Elles ont déjà fait trop de victimes, et ce ne sont pas les pensées et les prières qui empêcheront qu'une autre tragédie ne survienne. Il est temps de prendre des mesures concrètes pour enrayer la violence liée aux armes à feu au Canada.

• (0940)

[Français]

Le 6 décembre 1989, j'étais au cégep, à quelques coins de rue de l'École polytechnique. Je me souviendrai toujours de cette soirée meurtrière.

Aujourd'hui, alors que nous nous souvenons tous de cet événement terrible d'il y a 30 ans, nous devons agir pour faire en sorte que cela ne se reproduise jamais; pour nos sœurs, pour nos filles, pour nous tous.

L'hon. Andrew Scheer (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, elles étaient 14 — 14 jeunes femmes intelligentes et pleines d'ambition. Elles avaient un avenir prometteur. Elles avaient la vie devant elles. Personne ne sait quand viendra son heure, et ces jeunes femmes-là n'auraient jamais pu deviner que la cruauté d'un homme s'apprêtait à leur voler ce qu'elles avaient de plus précieux: la vie.

Hommage

Il y a exactement 30 ans, elles se rendaient à l'université. Pour plusieurs d'entre elles, c'était la dernière journée de cours. C'est normalement un jour heureux. En se levant ce matin-là, à quoi pensaient-elles? Peut-être qu'elles souriaient en passant au temps des Fêtes qui approchait; dans quelques jours, elles reverraient leurs familles et leurs proches. Peut-être même qu'une chanson de Noël leur venait en tête. Elles étaient sûrement un peu nerveuses en pensant aux examens qu'elles allaient devoir passer bientôt. Peut-être qu'elles rêvaient aux projets qu'elles espéraient entreprendre.

Tous ces espoirs et ces rêves furent brutalement détruits en après-midi, lorsqu'un homme commit un crime violent et horrible. À la Polytechnique, le 6 décembre 1989, il sépara les femmes et les hommes et tira sur les femmes. Il en assassina 14 et fit plusieurs autres blessés.

Geneviève Bergeron, Hélène Colgan, Nathalie Croteau, Barbara Daigneault, Anne-Marie Edward, Maud Haviernick, Barbara Klucznik-Widajewicz, Maryse Laganière, Maryse Leclair, Anne-Marie Lemay, Sonia Pelletier, Michèle Richard, Annie St-Arneault et Annie Turcotte ont perdu la vie. Ces 14 noms méritent d'être lus et honorés.

Les victimes de la Polytechnique ont été assassinées ou blessées par un homme qui les ciblait parce qu'elles étaient des femmes. Trente ans plus tard, en ce jour du 6 décembre, nous prenons le temps de souligner la Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes.

En tant que père de trois filles merveilleuses, en tant que frère de deux sœurs brillantes et en tant que mari d'une femme sans pareil, cela me fait mal de penser que ces femmes que j'aime tant, ainsi que toutes les femmes aujourd'hui, doivent encore se préoccuper de leur sécurité parce que ce sont des femmes.

Il est tout à fait inacceptable que la violence faite aux femmes soit d'actualité. C'est pourquoi je me propose et je propose à tous les Canadiens de ne pas se contenter d'être respectueux envers les femmes. Soyons également proactifs et prouvons, par des gestes concrets, à quel point nous avons à cœur la sécurité et la dignité de chaque vie, de chaque femme.

Trente ans plus tard, honorons la mémoire de ces victimes innocentes.

● (0945)

[Traduction]

Songeons aux messages que nos discours et nos actions véhiculent à l'égard de la valeur et de la dignité des femmes. Songeons à l'exemple que nous montrons à nos fils et à nos enfants. Prenons tous la décision individuelle de contribuer à faire du Canada un lieu plus sûr. Honorons ainsi, 30 ans plus tard, la mémoire des victimes de l'École polytechnique.

[Français]

Mme Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, sur le mur de l'École polytechnique, il y a une plaque. Quatorze noms y sont gravés: Geneviève Bergeron, Hélène Colgan, Nathalie Croteau, Barbara Daigneault, Anne-Marie Edward, Maud Haviernick, Barbara Klucznik-Widajewicz, Maryse Laganière, Maryse Leclair, Anne-Marie Lemay, Sonia Pelletier, Michèle Richard, Annie St-Arneault, Annie Turcotte. Ce sont 14 vies volées, 14 femmes assassinées parce qu'elles étaient des femmes. Ce sont 14 filles, conjointes, sœurs et amies arrachées à ceux et celles qu'elles aimaient, à ceux et celles qui les aimaient.

L'attentat antiféministe de Polytechnique n'a pas fait que 14 victimes, il en a fait beaucoup plus, des milliers, des millions. Le Québec tout entier, 30 ans plus tard, vit encore avec ce fardeau, ce sentiment désagréable de s'être sali. C'est arrivé chez nous, un geste commis par l'un de nous. On a tous perdu quelque chose le 6 décembre 1989. Un homme est entré dans une classe, dans un lieu de savoir et de connaissance, a séparé les hommes et les femmes, a laissé partir les hommes, a aligné neuf femmes et a fait feu.

Une des étudiantes, Nathalie Provost, a fait face à cet homme armé et a essayé de le calmer: « Écoutez, nous sommes juste des femmes étudiant l'ingénierie, pas forcément des féministes prêtes à marcher dans les rues, criant que nous sommes contre les hommes, juste des étudiantes cherchant à mener une vie normale. » Six sont mortes, trois ont été blessées, juste des étudiantes cherchant à mener une vie normale. Puis, il quitte la classe et sème la terreur pendant 20 minutes dans l'école.

Une école, c'est ce que nous souhaitons tous pour nos enfants. Nous leur disons d'aller à l'école, d'apprendre, de trouver le métier qui leur convient, de contribuer à la société et de faire de leur mieux. Dans une école, une université, c'est là que la lâcheté, la haine, la misogynie et la violence ont sévi le 6 décembre 1989.

Il ne suffit pas de commémorer les événements de Polytechnique; il ne suffit pas de nous rappeler où nous étions et avec qui nous étions. Cela ne suffit pas. Non, 30 ans plus tard, il faut continuer le combat pour qu'il n'y ait plus jamais d'attentat antiféministe comme celui du 6 décembre 1989.

Dans nos livres d'histoire, 14 noms sont gravés: Geneviève Bergeron, Hélène Colgan, Nathalie Croteau, Barbara Daigneault, Anne-Marie Edward, Maud Haviernick, Barbara Klucznik-Widajewicz, Maryse Laganière, Maryse Leclair, Anne-Marie Lemay, Sonia Pelletier, Michèle Richard, Annie St-Arneault, Annie Turcotte.

● (0950)

Pour vous, nous devons agir. Vous êtes à tout jamais les porte-étendards de la lutte contre la violence à l'égard des femmes, une part de notre conscience, et un élan qui nous inspire à faire mieux et à être une meilleure société.

Trente ans plus tard, trente ans après ce jour infâme, engageons-nous solennellement à lutter contre la misogynie, à lutter contre la haine et à combattre la violence envers les femmes.

Cet engagement doit dépasser les mots et nous avons, à la Chambre, la capacité de poser des gestes concrets pour que l'attentat antiféministe de l'École polytechnique de Montréal ne se reproduise pas.

Nous pouvons resserrer le contrôle des armes à feu, plus particulièrement des armes d'assaut ou de poing, resserrer le contrôle des armes aux frontières et nous assurer que les acquéreurs d'armes à feu ne constituent pas une menace pour la vie de qui que ce soit.

Nous devons agir aussi contre la violence quotidienne envers les femmes, ces claques sur la gueule, cette violence sale que subissent les femmes simplement parce qu'elles sont des femmes.

Hommage

Il faut bouger. Il faut agir. Nous avons un devoir de vigilance. Pour ces femmes que nous avons perdues le 6 décembre 1989, pour ces femmes que nous avons perdues depuis et pour que cela n'arrive jamais plus, agissons!

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD): Monsieur le Président, aujourd'hui, je prends la parole au nom de tous les néo-démocrates en souvenir de ce jour terrible du 6 décembre 1989, où 14 femmes ont été tuées par un homme qui les détestait pour leur sexe.

• (0955)

[Traduction]

Même après 30 ans, il n'en est toujours pas moins horrible de penser au décès de ces femmes si jeunes qui avaient devant elles une vie tellement prometteuse. Ce qui me frappe encore aujourd'hui, c'est à quel point on banalise la violence et le message que cela envoie aux femmes. Il faut cesser de penser qu'il appartient aux femmes et aux filles d'assurer elles-mêmes leur sécurité et commencer à faire peser sur les hommes la responsabilité de respecter les femmes.

[Français]

La haine des femmes qui a alimenté le tireur ce jour-là, il y a 30 ans, n'a pas disparu. Elle est encore présente puisque, tous les deux jours et demi, une femme ou une fille est tuée dans notre pays, le plus souvent par quelqu'un qu'elle connaît.

[Traduction]

C'est ici que les femmes qui rentrent chez elles à pied le soir s'arment de leurs clés et gardent leur téléphone à portée de main pour appeler rapidement un ami dans l'espoir d'arriver saines et sauvées. C'est à Toronto qu'un jeune homme plein d'amertume et entretenant une violente haine contre les femmes a heurté 10 personnes avec une fourgonnette l'an dernier. C'est ici que, jour après jour, on déshumanise des femmes et des filles autochtones, on les enlève à leur communauté et on les tue.

[Français]

Trente ans après que les Canadiennes et les Canadiens ont dit « plus jamais » à la suite de la tragédie de l'École polytechnique, nous devons reconnaître collectivement qu'il nous reste un long chemin à parcourir pour respecter cet engagement.

Les changements systémiques commencent quand les gouvernements prennent au sérieux la violence des hommes envers les femmes, reconnaissent qu'elle est une épidémie et instaurent un plan d'action national financé pour mettre fin à la violence basée sur le genre.

[Traduction]

Cela suppose de dénoncer les propos abusifs qui blâment les femmes, déshumanisent les survivantes et excusent la brutalité des hommes dans les médias ou le système judiciaire. Cela suppose d'écouter les femmes et de croire leurs témoignages. Cela suppose, pour les hommes, de s'efforcer tous les jours de devenir de meilleurs alliés féministes et de dénoncer le sexisme et la misogynie des autres hommes pour qu'ils en répondent. Cela suppose de voir à ce que les femmes, les filles et les personnes transgenres à la recherche de counseling ou d'un refuge n'aient pas à attendre pour y avoir accès, quel que soit l'endroit où elles vivent.

Cela suppose, pour les groupes qui offrent ces services sur le terrain, de disposer d'un financement stable de sorte qu'au lieu de grat-

ter les fonds de tiroir pour survivre jusqu'au début du prochain cycle de financement, ils puissent se consacrer à aider les femmes à échapper à la violence et à reconstruire leur vie. Cela suppose aussi, pour nous tous à la Chambre, d'appeler cette épidémie par son nom: il s'agit de violences perpétrées par des hommes contre des femmes.

[Français]

Aujourd'hui, 30 ans après cet horrible 6 décembre, nous nous souvenons des 14 jeunes femmes qui ont été tuées parce qu'un homme détestait les féministes, et nous les pleurons. J'espère que dans 30 ans, nous considérerons ce moment comme celui où, en tant que pays, nous avons dit: « c'est assez! »

[Traduction]

Un acte isolé de violence contre les femmes, cela n'existe pas. Il n'y a que les choix que nous faisons en tant que Canadiens. Aujourd'hui, nous disons qu'une seule mort, c'est déjà une mort de trop et que la masculinité toxique nous fait du mal à tous.

[Français]

Toutes les femmes et les filles ont droit à un traitement humain, à la sécurité, au bonheur et à la liberté, et elles ont le droit d'avoir de l'ambition. Nous appuierons ce choix au moyen de gestes posés à la mémoire des milliers de femmes et de filles tuées par la violence des hommes. En ce jour, nous ne leur devons rien de moins.

• (1000)

[Traduction]

Mme Jenica Atwin (Fredericton, PV): Monsieur le Président, je tiens à souligner que nous nous trouvons dans le territoire non cédé de la nation algonquine anishinabe.

[Français]

Aujourd'hui, c'est la Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes. Nous nous souvenons des victimes de l'attentat de l'École polytechnique, survenu le 6 décembre 1989, un acte immonde et explicitement antiféministe. Il ne s'agissait pas d'un acte isolé; c'était plutôt la conséquence directe de la misogynie rampante de notre société. La violence qui cible spécifiquement les femmes n'a toujours pas été éradiquée de nos communautés.

[Traduction]

La misogynie continue de sévir aujourd'hui et elle a même connu une recrudescence ces derniers temps. Comme dans le cas du racisme ou de l'homophobie, nous devons nommer ce problème pour pouvoir l'éradiquer. Il n'y a pas de place pour la haine fondée sur le sexe dans notre société.

Aujourd'hui, nous commémorons l'histoire vivante de la violence que continuent de subir des femmes, des filles et des membres de la communauté LGBTQIA2+, en particulier ceux et celles qui font aussi face à d'autres formes de discrimination en raison de leur race, de leur religion ou de leur situation économique. Qu'il s'agisse des bruits causés par une querelle dans l'appartement du dessus, des commentaires haineux affichés dans Facebook ou Twitter ou encore de l'arrière des dossiers touchant des femmes et des filles portées disparues ou assassinées, il ne faut pas oublier que, au pays, des femmes doivent encore composer avec les énormes problèmes que représentent la violence et la marginalisation.

L'Adresse

Nous devons travailler en vue de sensibiliser la société à la question du consentement et à la responsabilité qui nous incombe à tous de dénoncer la violence dont nous sommes témoins, d'intervenir dans ces situations et d'aider à prévenir la maltraitance. Nous devons également soutenir les femmes qui cherchent à mettre fin à la violence dont elles sont victimes. Nous devons les croire.

[Français]

Hier, Radio-Canada dévoilait que le Nouveau-Brunswick était la province canadienne où survenaient le plus de meurtres intrafamiliaux suivis de suicides. Soixante-dix pour cent des homicides sont commis dans nos communautés rurales. Ces décès tragiques prouvent qu'il y a un manque criant de services essentiels permettant de soutenir les femmes qui font face à toutes formes de violence.

[Traduction]

En même temps, nous devons soutenir les femmes qui continuent de repousser les frontières et les aider à briser le plafond de verre dans leur milieu, et ce, malgré les difficultés, voire les dangers, que cette lutte peut entraîner.

Aujourd'hui, je me souviens des 14 femmes qui ont perdu la vie lors du massacre survenu à l'École polytechnique. Aujourd'hui, je tiens aussi à assurer aux femmes partout au Canada et ailleurs dans le monde que je les crois et que je les soutiens. La misogynie n'a pas sa place au Canada.

Je me souviens.

[Français]

Je me souviens.

[La députée s'exprime en wolastoqiyiket et fournit le texte suivant:]

Nwewitahatom.

[La députée fournit la traduction suivante:]

Je me souviens.

[Français]

Le Président: J'invite les députés à se lever et à observer une minute de silence en mémoire des victimes de l'événement tragique survenu il y a 30 ans à l'École polytechnique de Montréal.

[La Chambre observe un moment de silence.]

DISCOURS DU TRÔNE

[Traduction]

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 5 décembre, de la motion portant qu'une adresse soit présentée à Son Excellence la gouverneure générale en réponse au discours qu'elle a prononcé à l'ouverture de la session.

L'hon. Andrew Scheer (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, je suis touché par les applaudissements de mes collègues d'en face, mais ceux-ci vont peut-être avoir envie de les reprendre une fois qu'ils auront entendu ce que j'ai à dire. Toutefois, je les remercie.

Nous reprenons nos travaux à la Chambre au service de la population canadienne. On nous a confié à tous un privilège, celui de protéger les espoirs et les rêves de nos voisins, des collectivités canadiennes, de nos concitoyens.

Je reviens ici pour la sixième fois. Je remercie infiniment les habitants de ma circonscription, Regina—Qu'Appelle, de m'avoir de nouveau accordé leur confiance, car ce siège ne m'appartient pas; il leur appartient à eux. Aucun des sièges ici ne nous appartient, et cela comprend celui du premier ministre. Ces sièges appartiennent tous aux gens qui ont voté pour nous et qui nous ont envoyés ici pour que nous nous mettions au travail. Les Canadiens nous ont donné le mandat de veiller à ce que le pays fonctionne dans leur intérêt, que ce soit sur le plan de l'emploi, de la subsistance, du coût de la vie, de la santé, de l'environnement, de la sécurité des collectivités ou de la sécurité du pays dans le monde.

• (1005)

[Français]

Il est clair que nous avons beaucoup de travail. Peu importe notre parti, peu importe notre région, nous avons tous l'obligation d'écouter, d'apprendre, de grandir et de nous améliorer. Nous devons tous, des deux côtés de la Chambre, attendre mieux de nous et des autres.

[Traduction]

C'est d'autant plus vrai après les dernières élections, dont les résultats indiquent clairement à tous les députés que le statu quo est un échec et que l'approche des quatre dernières années ne convient tout simplement pas à la population.

Les Canadiens s'attendent à mieux et, comme nous formons l'opposition la plus forte de l'histoire canadienne, nous allons faire en sorte que les choses s'améliorent. Tout au long de la présente législature, nous allons proposer des solutions constructives aux problèmes les plus pressants du Canada. Nous sommes prêts à travailler avec les Canadiens de toutes allégeances politiques, pour mettre en oeuvre des idées qui fonctionnent véritablement.

Cela ne veut pas dire pour autant que nous sacrifierons les principes qui font de nous des conservateurs ni que nous nous déroberons de nos responsabilités en tant que loyale opposition de Sa Majesté. En effet, nous exigerons tous les jours que le gouvernement rende des comptes sur ses manquements à l'éthique, ses erreurs et sa mauvaise conduite. Les conservateurs du Canada sont toujours prêts à chercher un terrain d'entente, mais on peut être certain qu'ils feront leur travail.

Il est tout aussi important de comprendre que, au scrutin de l'autonne dernier, les Canadiens ont porté un jugement sur les quatre années précédentes, durant lesquelles les libéraux ont exercé un pouvoir pratiquement sans contrôle. Les porte-parole et les pontifes ont beau s'évertuer à présenter les résultats électoraux autrement, les faits sont clairs: le Parti libéral a perdu des votes et des sièges dans toutes les régions du pays. Il n'a pas remporté la majorité des suffrages et il forme maintenant un gouvernement minoritaire avec le mandat le moins solide de l'histoire canadienne.

[Français]

La population a envoyé un message au premier ministre qui, de son propre avis, nécessite réflexion.

• (1010)

[Traduction]

Ce n'est pas parce que le premier ministre a évité de se faire congédier qu'il doit nécessairement agir comme s'il a obtenu une promotion. Pour être juste, il avait donné l'impression qu'il était peut-être en train de changer. Il a rapidement tenu des rencontres avec moi et les autres chefs de l'opposition pour discuter de nos objectifs communs. Il a rencontré avec beaucoup de fanfare les premiers ministres et les maires de l'ensemble du pays. Or, hier, lors du discours du Trône, il a montré qu'il n'avait rien appris et qu'il n'avait pas du tout changé, et cela même si les Canadiens lui ont fait comprendre qu'ils exigent mieux qu'un gouvernement qui, pendant quatre ans, a manqué de sérieux et a agi comme si tout lui était dû et qui a fait passer les intérêts de militants et de lobbyistes avant ceux des travailleurs canadiens. Ils réclament davantage qu'un premier ministre qui fait la leçon aux autres à propos de normes qu'il refuse lui-même de respecter.

Les Canadiens exigent mieux. Ils réclament que le gouvernement adopte une approche fondamentalement différente et qu'il soit prêt à relever les défis de l'époque actuelle. La crainte est porteuse de discorde, et les Canadiens craignent pour l'avenir de leur pays. Nous devons revenir à ce qui fait notre force. Nous devons mettre fin aux politiques clivantes qui dressent les provinces et les régions les unes contre les autres.

Le Canada s'est construit sur le principe que nous sommes plus forts lorsque nous collaborons, que nous avons des rêves communs et que nous considérons les grands projets nationaux non seulement comme possibles, mais comme nécessaires. Je crois que nous pouvons aspirer encore à un tel Canada. C'est ce à quoi nous étions prêts à travailler à notre arrivée à la Chambre.

Hier, nous avons été profondément déçus. Le discours du Trône était censé décrire le premier volet concret de la nouvelle approche du premier ministre. C'est ce à quoi servent les discours du Trône. Il s'agit de déclarations d'intention qui décrivent comment le gouvernement a changé, comment il apprendra et comment il s'améliorera. Ce sont les paroles que j'attendais en écoutant la gouverneure générale, des paroles exprimant un peu d'humilité. J'attends toujours.

Si le présent gouvernement libéral en arrive à se comporter exactement comme le dernier, c'est qu'il sera passé à côté d'une occasion d'apprendre et d'évoluer et que le Parti libéral n'aura aucunement tenu compte du message que les Canadiens lui ont envoyé le 21 octobre.

L'une des fonctions les plus importantes de l'opposition officielle est d'être toujours prête à former le gouvernement, à offrir une solution de rechange au statu quo, et ce, à plus forte raison en situation de gouvernement minoritaire.

[Français]

Aujourd'hui, je veux parler des défis auxquels notre pays fait face, des possibilités qui s'offrent à lui et du leadership requis.

[Traduction]

Je vais parler du genre de mesures auxquelles tous les Canadiens devraient s'attendre de la part de tous les partis: premièrement, le soutien aux familles canadiennes qui ont du mal à composer avec l'augmentation du coût de la vie; deuxièmement, la protection des Canadiens dans un monde de plus en plus instable; troisièmement, la création et le maintien de bons emplois au Canada en période

L'Adresse

d'incertitude économique; quatrièmement, la protection de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques au Canada et partout dans le monde; et cinquièmement, la préservation de l'unité nationale et l'élimination des divisions entre les provinces, les régions et tous les Canadiens.

Commençons par la mesure qui devrait être la principale priorité de nous tous: le soutien aux familles canadiennes qui ont du mal à composer avec l'augmentation du coût de la vie. Trop de jeux politiques auxquels s'adonnent les politiciens sont déconnectés des réelles difficultés éprouvées par les gens ordinaires.

[Français]

Plus de la moitié des Canadiens ont 200 \$ ou moins dans leur compte bancaire à la fin du mois. Ils sont à deux doigts de difficultés financières. Ils sont vulnérables à une hausse des taux d'intérêt et ils sont presque au bord de la faillite.

[Traduction]

C'est en septembre 2019 qu'il y a eu le plus grand nombre de faillites personnelles depuis la grande récession, et la classe moyenne éprouve des difficultés. Depuis trois ans, le nombre de travailleurs qui ont recours aux banques d'alimentation a augmenté de 27 %. De plus en plus de vaillants travailleurs ne parviennent pas à joindre les deux bouts. Les gens peinent à payer l'hypothèque, le loyer ou leurs factures.

[Français]

Un plus grand nombre de familles canadiennes luttent pour mettre à manger sur la table ou faire le plein d'essence.

[Traduction]

Le fardeau fiscal s'alourdit. Des études ont montré que 44,7 % du revenu combiné d'une famille canadienne moyenne gagnant 117 000 \$, soit 52 000 \$, servent à payer des impôts, et que 53 % de ce montant servent à payer des impôts fédéraux. Il n'empêche que, ces dernières semaines, de nombreuses voix se sont élevées chez les élites de la haute société canadienne pour exiger que notre parti adhère à la taxe sur le carbone. Soyons clairs: nous nous opposons toujours à la taxe sur le carbone parce que nous savons ce qu'elle coûte réellement aux Canadiens.

La taxe sur le carbone vise essentiellement à faire grimper le prix des produits de première nécessité; il est donc plus difficile d'acheter du carburant. Cette taxe vise à punir la mère qui prend sa voiture pour conduire ses enfants à l'école, le père qui amène sa fille à son entraînement de soccer en voiture, ainsi que l'ainé qui monte le thermostat lors d'une froide journée d'hiver. Nous n'appuierons pas la taxe sur le carbone des libéraux, d'autant plus qu'ils ont accordé d'énormes exemptions aux plus grands émetteurs du pays. Il existe de meilleures façons de lutter contre les changements climatiques.

[Français]

Il est temps d'agir pour réduire le coût de la vie et mettre plus d'argent dans les poches des Canadiens et des Canadiennes qui travaillent fort.

[Traduction]

Les Canadiens s'attendent aussi à ce que le gouvernement fasse preuve de leadership pour assurer leur sécurité dans un monde de plus en plus instable.

L'Adresse

Disons les vraies choses. Le monde est devenu beaucoup plus dangereux. Les visées expansionnistes du gouvernement chinois menacent la vitalité de la démocratie et la sécurité de la population à Hong Kong.

Les Canadiens attachent aussi une grande importance au sort de leurs deux concitoyens innocents détenus en otages par la même dictature chinoise, en représailles à l'arrestation et à l'extradition de Meng Wanzhou, une cadre de Huawei, par le Canada, qui ne fait que s'acquitter de son obligation légale. Je comprends qu'il s'agit d'un dossier très délicat pour le gouvernement sur le plan diplomatique, et je n'ai aucun doute que, dans les coulisses, beaucoup d'efforts sont déployés pour assurer le retour en toute sécurité des deux Canadiens. Toutefois, ce que la population canadienne ne comprend pas, c'est que, malgré cette violation flagrante, la ministre de la Petite Entreprise est quand même allée en Chine et elle a pris part à des séances de photos pour promouvoir la Chine auprès des investisseurs canadiens.

Les Canadiens se demandent pourquoi le gouvernement compte encore donner 256 millions de dollars à la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures pour que la Chine puisse mettre en place des infrastructures ailleurs dans le monde. D'ailleurs, on apprenait il n'y a pas si longtemps que cette même banque, qui est financée par les contribuables canadiens — à un moment où les sociétés énergétiques de l'Ouest canadien peinent à acheminer leurs produits vers les marchés — a financé non pas un, mais bien deux projets de pipeline à l'international. Les Canadiens veulent savoir pourquoi le premier ministre reste muet face à leur profonde indignation. Il pourrait au moins revenir sur les propos de son ministre des Affaires étrangères, qui a dit que la Chine était un exemple de stabilité, de prévisibilité, de régime fondé sur des règles de société très inclusive.

Tant qu'à y être, le premier ministre pourrait nous dire comment le gouvernement compte lutter contre l'expansionnisme russe qui menace, entre autres, l'Ukraine et les États baltes tout en finançant le cybersabotage à l'étranger, qui menace nos alliances et nos institutions démocratiques.

Tant qu'à y être, il pourrait aussi nous expliquer quel calcul le gouvernement a fait en abandonnant l'État d'Israël et les juifs de partout dans le monde pour gagner la faveur des groupes antisémites afin d'obtenir un siège au Conseil de sécurité de l'ONU.

Par-dessus tout, nous aimerions que le premier ministre parle de la détérioration des relations entre le Canada et les États-Unis, détérioration qu'il a lui-même exacerbée par son attitude au Sommet de l'OTAN de cette semaine. Nous savons tous que le président Trump n'est pas un négociateur facile, mais les Américains n'en demeurent pas moins nos partenaires, et aucun dossier international n'a autant d'incidence sur les emplois et le gagne-pain des Canadiens que la ratification du nouvel ALENA.

• (1015)

[Français]

Le fait est que 80 % de notre PIB dépend du commerce. Nous devons avoir une politique étrangère efficace, pour nous assurer que nos alliés et nos partenaires commerciaux continuent à nous faire confiance et à échanger avec nous.

[Traduction]

Qu'il soit question d'acier en Ontario, d'aluminium au Québec, de foresterie en Colombie-Britannique, d'agriculture, d'agroalimentaire,

de gestion de l'offre, d'automobile, d'aérospatiale ou du secteur de l'énergie et des centaines de milliers d'emplois qui s'y rapportent, nous avons besoin d'un gouvernement qui défend coûte que coûte les intérêts du pays. L'économie, les travailleurs et les emplois en dépendent au Canada.

C'est ce qui m'amène à un autre sujet qui devrait figurer tout en haut dans la liste des priorités du gouvernement, c'est-à-dire la création d'emplois au Canada et leur maintien en période d'incertitude économique.

J'aimerais que la Chambre fasse preuve de lucidité morale un instant et dise les choses telles qu'elles sont: à l'heure où on se parle, un réseau de groupes d'activistes financés par des intérêts étrangers tente d'étouffer définitivement le secteur canadien de l'énergie et de pousser les centaines de milliers de Canadiens au chômage. Ces groupes ont déjà causé des dommages irréparables à l'économie des provinces de l'Ouest et à des milliers de familles qui comptent sur l'exploitation des ressources pétrolières et gazières pour subvenir à leurs besoins et payer les factures. Tous les députés, quels qu'ils soient, doivent se tenir debout et prendre position: sont-ils du côté des activistes ou des travailleurs canadiens?

Ces groupes sont financés par l'étranger et s'ingèrent dans les discussions sur l'énergie et les pipelines au Canada. Je n'ai jamais compris pourquoi certains intervenants au pays même — dont bon nombre du côté ministériel — réclament haut et fort l'interdiction et l'arrêt des exportations des ressources énergétiques canadiennes vers les marchés étrangers. Pourtant, ils n'interviennent pas quand des pétroliers transportent du pétrole étranger vers les marchés canadiens.

Lorsque les Canadiens doivent prendre des décisions qui les concernent directement, il ne devrait y avoir aucune ingérence extérieure. Voilà pourquoi l'un des principaux engagements des conservateurs consiste à interdire que des groupes de militants financés par l'étranger participent au processus d'approbation de grands projets énergétiques.

J'affirme avec assurance et certitude au nom du caucus conservateur que tous nos députés défendront les travailleurs canadiens chaque fois qu'il le faudra. Par conséquent, nous allons lutter pour les pipelines, pour des baisses d'impôt et pour l'allègement de la réglementation afin que le Canada soit le meilleur endroit au monde où investir, démarrer une entreprise et créer des emplois. Nous réclamerons entre autres le retrait du projet de loi C-69 et de l'interdiction de circulation des pétroliers qui indiquent que le Canada n'est pas ouvert aux investissements.

• (1020)

[Français]

Nous allons chercher à diversifier nos partenaires commerciaux pour réduire notre dépendance envers les États-Unis. Quand nous, les conservateurs, étions au pouvoir, nous avons négocié des accords de libre-échange et d'investissements avec 53 pays, tout en protégeant nos intérêts commerciaux. Nous allons consacrer la même énergie à abolir les obstacles commerciaux au Canada qu'à défendre le libre-échange au-delà de nos frontières.

L'Adresse

[Traduction]

Des entrepreneurs m'ont dit, ainsi qu'à nos collègues des provinces, qu'il est temps d'instaurer sur le territoire canadien un véritable marché unique capable d'être concurrentiel avec les autres blocs commerciaux et marchés uniques de la planète. Nous pouvons faire tout cela tout en nous acquittant de nos responsabilités en matière de défis environnementaux — les changements climatiques par exemple — à l'égard des générations futures.

Pour lutter contre les changements climatiques, il faudra faire preuve d'honnêteté et de coopération. L'honnêteté d'abord: le Canada produit moins de 2 % des émissions mondiales, tandis qu'à elle seule, la Chine en produit plus de 27 %. Rien qu'au premier semestre de 2019, on y a observé une hausse de 4 % des émissions de CO₂.

Voilà pourquoi le plan des conservateurs met l'accent sur l'exportation de technologies vertes canadiennes et le remplacement du charbon chinois par du gaz naturel et des technologies propres provenant du Canada. C'est parce que nous savons que le Canada peut réellement changer la donne dans la lutte mondiale contre les changements climatiques. Ce n'est pas en imposant une taxe sur le carbone aux aînés que nous y parviendrons. Même s'il était possible de ramener les émissions canadiennes à zéro, cela n'aurait aucune incidence sur notre empreinte mondiale.

Par ailleurs, si les libéraux prennent vraiment les changements climatiques au sérieux, pourquoi fondent-ils tant d'espoir sur une taxe sur des choses essentielles qu'on sait être insensibles aux hausses de prix? Il est temps d'arrêter de cibler les navetteurs et les aînés du pays et de mettre l'accent sur des politiques innovatrices fondées sur le marché qui prépareront le Canada pour l'avenir et auront une incidence réelle sur les émissions mondiales. Un véritable plan doit inclure une vision globale de la lutte contre les changements climatiques.

[Français]

Nous pouvons lutter contre les changements climatiques sans imposer de taxe aux parents qui amènent leurs enfants à l'école. Nous devons investir dans les nouvelles technologies, et nous devons établir une norme plus élevée pour les gros pollueurs afin qu'ils réduisent leurs émissions à la source.

[Traduction]

Enfin, je tiens à parler du plus grand danger qui menace la prospérité canadienne, et des mesures que nous pouvons et devons prendre afin de préserver l'unité nationale en cette période de péril.

Nous traversons une période de division où le Canada est fractionné entre l'Est et l'Ouest, les anglophones et les francophones, les régions urbaines et rurales. Même les divisions entre les générations continuent de s'aggraver. Aucun Canadien ne peut se permettre de faire abstraction de cette menace — surtout pas les députés de la Chambre des communes. En tant que fier représentant de la Saskatchewan, je préviens tous les députés, de partout au Canada, de ne pas sous-estimer le profond sentiment d'aliénation et de colère que ressentent les résidents de ma province, ainsi que nos voisins albertains, à l'égard de leur place dans la Confédération.

Les dommages occasionnés au cours des quatre dernières années sont considérables. Aujourd'hui, 175 000 travailleurs du secteur énergétique de l'Alberta sont sans emploi. De fières sociétés canadiennes comme TransCanada et Encana déménagent aux États-Unis.

[Français]

Après seulement quatre ans de gouvernement libéral, le Bloc québécois est revenu en force, avec 32 députés souverainistes. Le premier ministre Legault avait des demandes précises. Aucune de ces demandes n'a été considérée par le gouvernement libéral. Les députés du Bloc ont décidé quand même de soutenir le discours du Trône. Durant la campagne, le Bloc se disait la voix du premier ministre Legault, et voilà le résultat. Seuls les députés conservateurs vont défendre les intérêts du Québec, et non le Bloc.

[Traduction]

Les fractures qui divisent le Canada sont grandes, mais il est possible de les soigner. La première règle de la médecine est de ne causer aucun tort. C'est pourquoi nous devons reléguer l'approche idéologique rigide du premier mandat des libéraux à l'histoire et non aux manchettes. Nous devons nous concentrer sur les éléments qui unissent les Canadiens.

Je crois toujours que le Canada peut être un pays de grands rêves et que l'esprit à l'origine du chemin de fer du Canadien Pacifique, de la Transcanadienne et de la Voie maritime du Saint-Laurent est encore présent aujourd'hui. Nous pouvons encore accomplir de grandes choses ensemble. Notre pays peut travailler pour l'Ouest et pour l'Est, ainsi que pour toutes les provinces qui se situent entre les deux, mais seul un gouvernement conservateur a la vision précise pour cela.

L'unité nationale n'est pas quelque chose que l'on réalise; c'est plutôt quelque chose qui se produit quand on fait bien les choses, grandes et petites. Notre rôle en tant qu'opposition officielle est de nous battre pour les Canadiens qui, par inadvertance ou non, pâtissent du programme du gouvernement. Voilà pourquoi nous seront présents tous les jours et prêts à faire notre travail.

● (1025)

[Français]

Nous allons utiliser tous les outils à notre disposition pour nous opposer aux éléments du programme du gouvernement qui risquent de causer du tort aux Canadiens et aux Canadiennes.

[Traduction]

Nous restons prêts à remplacer le gouvernement avec de meilleures politiques et un meilleur plan le jour où il sera défait.

Les Canadiens ne peuvent plus se permettre un gouvernement qui se trompe sur les grands enjeux. Nous savons que nous avons un meilleur programme pour unir le Canada, créer des emplois, aider les gens à joindre les deux bouts et permettre à un plus grand nombre de Canadiens de toute race, région, religion, orientation sexuelle et langue de réaliser leurs rêves et d'avoir ici même, chez eux, une vie meilleure.

Au nom de l'opposition officielle du Canada, je propose donc:

Que la motion soit modifiée par adjonction de ce qui suit:

« et souhaite informer Son Excellence que le Canada est menacé par:

une productivité et une compétitivité en déclin, un coût de la vie en hausse et des problèmes de société, qui exigent:

de proposer un plan d'allègement fiscal pour les Canadiens visant l'équilibre budgétaire,

de restaurer l'attrait du Canada comme un pays où il fait bon investir,

de régler les obstacles sociaux qui empêchent les Canadiens de réaliser leur potentiel,

L'Adresse

de mettre au point un véritable plan environnemental qui stimule la compétitivité des secteurs économiques et qui s'attaque aux changements climatiques planétaires;

une position affaiblie dans un monde de plus en plus incertain, qui nécessite:

de lutter contre les dangers que présentent les régimes de Moscou et de Pékin et de protéger la souveraineté du Canada dans l'Arctique,

d'élaborer une politique étrangère respectueuse des alliés de longue date comme l'OTAN, l'Ukraine et Israël,

de composer avec la montée du protectionnisme et de consolider les relations avec nos grands partenaires commerciaux;

une crise d'unité nationale, qui requiert:

de respecter les compétences provinciales et d'annuler la taxe sur le carbone,

de cesser de nuire gravement à l'économie de l'Ouest canadien,

de rétablir la confiance dans les institutions nationales par le retour des notions d'éthique et de reddition de comptes au gouvernement fédéral. »

Le Président: L'amendement est recevable.

Nous passons aux questions et observations.

• (1030)

M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement libéral et le premier ministre ont démontré clairement, au cours des dernières années, qu'ils attachent beaucoup d'importance à la classe moyenne. De nombreuses politiques progressistes présentées à la Chambre ont permis de sortir des centaines de milliers d'enfants de la pauvreté, et de tirer aussi des aînés de la pauvreté. Des sommes records ont été investies dans les infrastructures de toutes les régions du pays. Nous sommes...

Des voix: Oh, oh!

Le Président: Puis-je avoir l'attention des députés?

Je tiens à rappeler aux députés une des choses que j'ai mentionnées hier, à savoir que nos mères, nos pères, nos filles, nos familles au complet, suivent nos délibérations. Je souhaite qu'ils soient fiers de nous, et je ne crois pas que crier soit la bonne façon d'y parvenir.

Le député de Winnipeg-Nord a la parole.

M. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, nous sommes déterminés à offrir un soutien continu à la classe moyenne du Canada et à toutes les personnes qui ont besoin d'aide pour se sortir de la pauvreté. Le discours du Trône met de l'avant de nombreuses mesures progressistes, comme l'engagement soutenu du gouvernement à accorder des allègements fiscaux aux Canadiens de la classe moyenne. Je suis certain que le chef de l'opposition officielle se souviendra que le Parti conservateur a voté contre bon nombre de ces mesures progressistes, incluant cet allègement fiscal.

Le chef de l'opposition officielle a affirmé qu'il compte soutenir les Canadiens d'un océan à l'autre. Va-t-il joindre le geste à la parole et appuyer l'initiative du gouvernement, qui vise à sortir d'autres Canadiens de la pauvreté et à offrir des allègements fiscaux pour la classe moyenne?

L'hon. Andrew Scheer: Monsieur le Président, les conservateurs sont toujours favorables aux baisses d'impôt. Ce que nous avons rejeté, ce sont les hausses fiscales que le gouvernement a incluses dans son budget, l'annulation du crédit d'impôt pour la condition physique des enfants et du crédit d'impôt pour le transport en commun, ainsi que les dizaines de milliards de dollars que le gouvernement libéral a ajoutés au fardeau de la dette que les futures générations de contribuables canadiens devront assumer.

Le député veut parler de l'argent investi dans les infrastructures. Pourtant, le directeur parlementaire du budget a dit que le plan des

libéraux n'existait pas. Il veut parler des emplois. Cependant, nous avons connu en novembre la plus forte baisse de l'emploi des dernières années au Canada. Il veut parler des gens de la classe moyenne. Or, leur fardeau fiscal s'est alourdi sous le gouvernement libéral. Près de 45 % de leur revenu serviront uniquement à s'acquitter de ce fardeau.

Si le député veut voir des propositions concrètes, il les trouvera dans notre plan qui vise à rendre le coût de la vie plus abordable pour les Canadiens en baissant les impôts de tous les Canadiens, en rétablissant les crédits d'impôt populaires qui rendaient le coût de la vie plus abordable et en mettant en œuvre un plan responsable pour rétablir l'équilibre budgétaire de manière à ce qu'on dépense moins d'argent des contribuables canadiens uniquement pour payer l'intérêt sur la dette. J'invite le député à appuyer ce plan.

M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NPD): Monsieur le Président, je souhaite un bon retour au chef de l'opposition qui reprend son rôle.

J'ai écouté très attentivement son discours et j'ai constaté le même décalage observé tout au long de la campagne électorale. Il est vrai que la corruption des libéraux a fait jaser, mais nous avons beaucoup entendu parler de la fonte du pergélisol. Chose certaine, le sol se dérobe sous les pieds du chef de l'opposition parce qu'il n'a présenté aucun plan cohérent en matière de changements climatiques.

Je représente des travailleurs industriels, des cols bleus. Ils s'inquiètent des effets catastrophiques des changements climatiques. Année après année, les émissions augmentent. On prévoit une hausse de 60 % des émissions produites par les champs pétrolifères dans les 20 prochaines années. Comment le député réagit-il? Il parle d'une théorie du complot: des groupes radicaux étrangers s'efforceraient d'ébranler l'industrie canadienne. Personne n'y croit.

À titre de plan cohérent, nous ne disposons que de la taxe sur le carbone. Or, ce que je trouve profondément choquant, c'est que le chef de l'opposition affirme à la Chambre que Jason Kenney doit avoir le champ libre pour décupler l'exploitation des champs pétrolifères, sans quoi les conservateurs remettront en question l'avenir du pays.

Il est inacceptable qu'un député conservateur prenne la parole — sans l'ombre d'un plan crédible en réponse à la plus grande crise planétaire — pour menacer l'unité du pays si les habitants du reste du Canada n'adhèrent pas à ses théories du complot. Il le fait sans aucune crédibilité dans le dossier des changements climatiques.

J'invite le député à renoncer à un tel discours parce qu'il ne fait aucun doute que le sol se dérobe très rapidement sous ses pieds.

• (1035)

L'hon. Andrew Scheer: Monsieur le Président, je félicite le député de sa réélection. Il occupe maintenant une nouvelle banquette à la Chambre des communes, car son parti y est devenu quatrième en termes de représentation. J'espère qu'il appréciera la nouvelle perspective qu'il aura de sa nouvelle place.

L'Adresse

Je comprends pourquoi le député ne croit pas que des groupes radicaux étrangers essaient de nuire à notre économie et de faire perdre des emplois. Au NPD, les députés s'intéressent uniquement à ce qui se passe sur la scène nationale. Voilà le problème de ce parti. Le NPD ne comprend pas que le plan conservateur permettrait d'atteindre un équilibre et de réduire les émissions de CO₂ d'une part en s'attaquant aux changements climatiques sur la scène mondiale et, d'autre part, en reconnaissant que les industries canadiennes doivent bénéficier de crédits d'impôt novateurs pour les investissements et la technologie verte visant à réduire les émissions.

J'invite le député à venir en Alberta et en Saskatchewan pour voir les diverses avancées permettant d'extraire les ressources naturelles tout en produisant moins d'émissions de gaz à effet de serre. Voilà l'avantage du plan conservateur. Nous devons remplacer le gouvernement libéral pour mettre en oeuvre ces politiques et remettre au travail des centaines de milliers de travailleurs qui ont perdu leur emploi.

Il est méprisables et honteux que le député estime que je lance des paroles en l'air en parlant des difficultés et de l'aliénation de la Saskatchewan et de l'Alberta. Je n'ai pas de leçon à recevoir de lui lorsqu'il s'agit de défendre le Canada et de défendre...

M. Charlie Angus: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. J'ai conscience qu'il s'agit de votre premier jour à la présidence, et je n'ai aucun doute que vous serez incroyables dans ce rôle, mais que le chef de l'opposition se permette d'accuser un député qui représente ses...

Le Président: Je suis désolé, nous n'arrivons pas à nous entendre les uns les autres; cela ne fonctionne pas. Il y a trop de bruit, alors je ne peux pas déterminer s'il s'agit d'un débat. À l'ordre, s'il vous plaît. J'aimerais pouvoir entendre le député de Timmins—Baie James.

Le député de Timmins—Baie James a la parole.

M. Charlie Angus: Monsieur le Président, il est tout à fait non parlementaire de la part d'un chef de parti d'accuser un député de se comporter de manière méprisables simplement pour avoir soulevé une question. C'est l'antithèse de la démocratie...

Le Président: Je suis désolé. Si je peux me permettre d'interrompre le député de nouveau, la Chambre éprouve un vrai problème technique. Je ne suis pas capable d'entendre ce qui se dit.

Le député de Timmins—Baie James a la parole.

M. Charlie Angus: Monsieur le Président, nous vous respectons grandement, mais si nous souhaitons donner un ton approprié aux débats à la Chambre, il faudrait établir qu'il est non parlementaire de qualifier de méprisables une personne qui pose une question relativement aux enjeux de l'heure. Si c'est le ton que le député veut donner à la Chambre, les prochaines années s'annoncent très difficiles.

Monsieur le Président, je vous demande d'exiger que le député retire cette attaque personnelle.

Le Président: J'ai écouté ce qui a été dit de part et d'autre et je dirais que chacun a ses torts.

Je demande à tous les députés de faire attention à ce qu'ils se disent entre eux. Je souligne qu'il ne faut pas employer le nom des députés ni s'acharner sur un collègue pour l'enfoncer. Nous sommes ici pour débattre d'idées, faisons-le.

Le député de Nanaimo—Ladysmith a la parole.

• (1040)

M. Paul Manly (Nanaimo—Ladysmith, PV): Monsieur le Président, puisque c'est la première fois que je prends la parole à la Chambre des communes, je tiens à remercier les bonnes gens de Nanaimo—Ladysmith de m'avoir élu non pas une, mais deux fois au cours des six derniers mois. Cependant, je ne suis pas emballé à l'idée de retourner en élection. Je sais que certains députés le sont.

Je dois m'occuper de bien des choses dans ma circonscription. Il y a quatre Premières Nations qui ont hâte à la mise en oeuvre de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones. Ma circonscription a le taux d'itinérance par habitant le plus élevé au Canada. Nous vivons une crise du logement abordable. Nous vivons une crise en santé mentale. Nous vivons une crise des opioïdes. L'hôpital régional est vétuste et sert une population dont la moyenne d'âge est la plus élevée au pays. Le district régional de Nanaimo—Ladysmith compte plus d'habitants de plus de 75 ans que partout ailleurs au Canada.

Je souhaite que nous transcendions les lignes de parti dans de nombreux dossiers afin de faire avancer les choses avec le gouvernement dans la présente législature, notamment sur le plan des changements climatiques.

Je sais que mon collègue de Cowichan—Malahat—Langforda transporté des poissons en amont de la rivière dans des camions à cause des sécheresses. En raison des changements climatiques, l'industrie forestière traverse une période difficile. Nous voyons les forêts mourir. Les gens veulent que le gouvernement agisse. Cette situation nuit à notre économie.

Si les députés veulent bien m'accorder un instant. Ma mère est née en Alberta, et mon père, à Saskatoon. J'y ai beaucoup de parenté. Ces gens sont le sel de la terre: travailleurs, novateurs et assidus. Ils n'abandonnent jamais.

Est-ce que le député de Regina—Qu'Appelle pense que l'Alberta et la Saskatchewan ont un avenir — en dehors de l'exploitation de ressources brutes expédiées à l'extérieur de ces provinces — pour peu que le sens de l'innovation et le dur labeur de leurs habitants soient mis à contribution de manière à changer l'avenir pour nos enfants et nos petits-enfants, et pour que nous ayons un avenir?

L'hon. Andrew Scheer: Monsieur le Président, la dernière partie de la question du député constitue une attaque regrettable contre deux provinces et le secteur de l'énergie, qui procure des emplois à des milliers de familles. C'est le genre de discours qu'on entend de groupes et de personnes qui essaient de freiner le développement du Canada pendant que d'autres pays élargissent leurs marchés à l'étranger.

Je suis d'accord avec le député sur bien des choses qu'il a dites relativement au fait que de nombreux enjeux importants ne sont pas mentionnés dans le discours du Trône. Toutefois, nous avons une idée fort intéressante pour aider les personnes qui ont développé une dépendance aux opioïdes. Il s'agit d'un plan de rétablissement qui mise sur les gens. Plutôt que de maintenir les dépendances, nous aiderons les gens à cesser de consommer des drogues dangereuses. C'est le genre de mesures que nous proposerons, entre autres, au cours de la présente législature.

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureux de prendre la parole à la Chambre aujourd'hui pour réagir au discours du chef de l'opposition.

L'Adresse

L'une des choses dont les Canadiens nous ont fait part au cours de la campagne électorale des derniers mois et subséquemment, c'est que nous devons travailler en collaboration à la Chambre. Pour ce faire, il faudra notamment écouter ce que chacun a à dire à la Chambre.

[Français]

Bien que mon équipe m'ait donné un excellent discours en réponse à celui du chef de l'opposition, ce matin, je choisis de ne pas le lire, parce qu'il a été écrit hier. Je veux prendre le temps de vraiment écouter le chef de l'opposition, qui nous a fait part de sa vision quant au présent mandat parlementaire et à la façon d'aider les Canadiens d'un bout à l'autre du pays.

Il y a une réflexion qui porte sur la nouvelle approche que nous devrions adopter. Au lieu de simplement lire un discours qui rappellerait tout ce que nous avons fait et tout ce que nous voulons faire, un discours qui rassemblerait les éléments contenus dans l'excellent discours du Trône qui a été livré hier, je préférerais répliquer au discours du chef de l'opposition en traitant chaque élément séparément.

[Traduction]

Malheureusement, à mesure que je parlerai des points que le chef de l'opposition a soulevés dans son discours, je devrai m'en éloigner un peu. Certaines questions cruciales revêtent une importance énorme pour le pays et les Canadiens, mais il n'en a pas parlé, il ne les a pas abordées et il ne les a pas commentées. Tout d'abord, il y a la question de la réconciliation avec les Autochtones.

Nous sommes réunis ici aujourd'hui, et chaque jour, sur le territoire non cédé du peuple algonquin anishinabe. Pour que le pays aille de l'avant, il faut inclure tous les Canadiens et veiller à ce qu'ils aient une chance réelle et équitable de réussir. Depuis trop longtemps, les deux Chambres du Parlement s'engagent mal sur la voie de la réconciliation, qui est sans contredit une voie tortueuse. Nous essaierons des revers et surmonterons des obstacles en la parcourant, mais nous pourrions faire de réels progrès, non seulement pour les Autochtones, mais aussi pour tous les Canadiens, comme ces derniers nous l'ont demandé à maintes reprises lors de la dernière campagne électorale. De ce côté-ci de la Chambre, nous continuerons à œuvrer à la réconciliation avec les Autochtones. Je suis certain qu'il ne s'agissait de d'un simple oubli de la part du chef de l'opposition. Je sais que beaucoup de députés d'en face veulent vraiment que nous travaillions avec les Autochtones du Canada dans un esprit de partenariat et de respect.

Il n'a également pas abordé les défis que nous devons relever et les possibilités qui s'offrent à nous en matière de santé, ni les dossiers importants sur lesquels nous allons travailler au nom des Canadiens, que ce soit pour l'accès universel à l'assurance-médicaments et à un médecin de famille ou pour que les résultats et les attentes relatifs aux services de santé mentale soient clairs partout au pays. Nous comptons faire avancer ces dossiers, sans oublier celui des soins à domicile et des soins palliatifs.

Nous savons que ce sont des dossiers de compétence provinciale et que nous devons donc collaborer avec les provinces avec respect et dans un esprit de partenariat. C'est pourquoi je suis heureux d'avoir déjà amorcé le dialogue avec elles et de pouvoir compter sur les personnes remarquables que sont la ministre de la Santé, son équipe et la vice-première ministre. Elles vont travailler directement avec les premiers ministres des provinces et des territoires pour que les Canadiens puissent mieux rester en santé.

• (1045)

[Français]

Je comprends que mon défi est maintenant de répondre au discours du chef de l'opposition. Je vais donc reprendre sa liste des priorités qu'il voit pour les Canadiens.

Je pense qu'aucun Canadien, où qu'il soit au pays, ne sera surpris de m'entendre dire que nous sommes assez d'accord, malgré ces quelques omissions, avec ce qu'il a présenté comment étant les grandes préoccupations des Canadiens: le coût de la vie, l'abordabilité, la sécurité des Canadiens à l'étranger, l'assurance de bons emplois pour les Canadiens, la lutte contre les changements climatiques et, enfin, l'unité du pays.

Je pense qu'il vaudrait la peine de passer en revue chacun de ces éléments ainsi que quelques-uns de ses arguments et des perspectives qu'il entrevoit, pour démontrer non seulement que nous savons écouter, mais aussi que nous voulons collaborer avec tous les partis à la Chambre des communes.

[Traduction]

Commençons par l'enjeu du coût élevé de la vie.

Le chef de l'opposition a souligné que de nombreux Canadiens sont inquiets au sujet de leurs finances personnelles et de la voie à suivre pour garantir qu'ils toucheront une retraite et que leurs enfants auront de bons emplois. L'augmentation du coût de la vie les inquiète, notamment les dépenses quotidiennes et le coût du logement. Ils ont bien raison. C'est pourquoi le Parti libéral a décidé, il y a quatre ans, de se concentrer sur la classe moyenne et les gens qui travaillent fort pour en faire partie. Ce que nous avons proposé dans le présent discours du Trône pour notre mandat qui s'amorce, c'est de répondre à leurs inquiétudes de façon concrète et tangible.

Certaines des initiatives que nous avons prises au cours de notre premier mandat commencent à porter fruit, mais nous savons qu'il y a encore beaucoup à faire. Le tout premier geste que nous avons posé au cours de la dernière législature a été de réduire l'impôt de la classe moyenne et d'augmenter celui du 1 % le plus riche. Nous savions que la réduction des impôts changerait les choses dans la vie des Canadiens et démontrerait que nous comprenons leur angoisse. C'est la toute première chose que nous avons faite. La toute première chose que nous proposons de faire au cours de cette 43^e législature, c'est encore une fois de réduire les impôts des Canadiens.

Nous allons très bientôt proposer de porter à 15 000 \$ le montant personnel de base sur lequel les gens ne paient pas d'impôt. C'est donc dire que des milliers de Canadiens n'auront plus à payer d'impôt du tout parce qu'ils gagnent moins de 15 000 \$. Bien d'autres encore verront leur fardeau fiscal diminuer de manière considérable. Puisque nous cherchons des terrains d'entente à la Chambre des communes, je souligne que cette proposition se rapproche beaucoup de celle présentée par le chef de l'opposition officielle pour atténuer le fardeau fiscal des personnes qui ont les revenus les plus modestes.

Le chef de l'opposition a présenté une proposition qui permettrait d'aider les Canadiens. Cette proposition nous pose un seul petit problème, problème qui est réglé par ce que nous proposons. Je ne pense pas que le chef de l'opposition et son équipe puissent s'y opposer. Je pense qu'ils peuvent appuyer notre proposition, car le changement que nous avons apporté vise à faire en sorte que la baisse d'impôt destinée aux Canadiens à faible revenu et à la classe moyenne ne renferme pas un avantage pour les plus riches. Le petit problème que posait la proposition du chef de l'opposition est qu'elle profitait davantage à une personne qui gagne 400 000 \$ par année qu'à une autre qui en gagne 40 000 \$. Nous veillons à ce que l'aide que nous apportons aux Canadiens sous forme de baisses d'impôt profite vraiment à ceux qui en ont le plus besoin. Voilà qui va contribuer à faire baisser le coût de la vie.

• (1050)

[Français]

La deuxième grande chose que nous avons faite en tant que gouvernement, il y a quatre ans, a été de mettre sur pied l'Allocation canadienne pour enfants. Nous avons arrêté d'envoyer des chèques aux familles millionnaires, comme la mienne et celle de mon collègue, et nous avons plutôt commencé à donner plus d'argent à celles qui en ont vraiment besoin: les familles à faible revenu et celles de la classe moyenne. Cette mesure a permis de sortir plus de 300 000 enfants de la pauvreté au Canada.

Toutefois, nous reconnaissons qu'il y a encore du travail à faire, et je ne veux pas prendre tout mon discours pour parler de ce que nous avons fait au cours des quatre dernières années. Je préfère parler de ce que nous allons faire à partir de maintenant. Nous proposons d'augmenter l'Allocation canadienne pour enfants pour les familles ayant des enfants de moins de 1 an. Je pense qu'il s'agit d'une proposition que les gens ici peuvent accepter. Nous savons que les coûts associés aux nouveau-nés sont plus élevés que ceux liés aux enfants de 3 ans ou de 13 ans. Cette mesure va réellement aider les familles, et nous savons que cela va aider à rassurer les gens quant à leur avenir et à celui de leurs enfants. De plus, cela va diminuer le niveau d'anxiété, que nous reconnaissons, de bien des Canadiens.

Nous reconnaissons aussi que le logement est une préoccupation pour énormément de Canadiens. C'est pourquoi, au cours des dernières années, nous avons élaboré une stratégie nationale sur le logement qui vise à améliorer l'abordabilité et à assurer un logement aux Canadiens. Cependant, nous reconnaissons évidemment qu'il nous reste encore beaucoup à faire.

[Traduction]

Nous travaillons avec les municipalités et les provinces pour régler le problème très concret que représente la pénurie de logements. Conscients qu'il reste encore beaucoup à faire, nous continuons d'investir dans les infrastructures. Nous avons bien hâte de mettre en place l'Allocation canadienne pour le logement. Il s'agit d'une allocation transférable, qui est destinée aux familles, plutôt qu'à un appartement ou à un lieu précis. Les familles disposeront ainsi d'un plus large éventail de choix pour trouver le logement abordable dont elles ont besoin pour se bâtir un avenir meilleur.

Nous sommes aussi conscients du fait que beaucoup trop de jeunes Canadiens ont de plus en plus de mal à acheter leur première maison à cause de l'augmentation incessante des prix de l'immobilier au pays. Malgré la croissance économique et la création d'emplois, nous savons que les gens sont anxieux et que plus les milléniaux et d'autres membres de la société tardent à acheter leur pre-

L'Adresse

mière maison, plus ils ratent des occasions qui leur permettraient de se constituer un capital tout au long de leur vie pour pouvoir jouir d'une retraite confortable. C'est pourquoi, il y a quelques années, nous avons instauré l'Incitatif à l'achat d'une première propriété. Cette initiative réduit les mensualités hypothécaires, rendant ainsi l'achat d'une première habitation plus abordable. Il s'agit cependant d'une mesure que nous avons déjà prise.

La prochaine étape que nous proposons, à propos du logement abordable, c'est de voir à ce qu'on prévoie des sommes plus élevées pour les résidents des régions où l'immobilier est très cher, comme Vancouver, la vallée du bas Fraser, Victoria et le Grand Toronto. Ainsi, un plus grand nombre de gens seront en mesure d'acheter une première maison, et ce, même dans les régions où le coût de l'immobilier est nettement plus élevé qu'ailleurs. Nous avons toujours à cœur, dans tout ce que nous faisons, de favoriser l'abordabilité et de soutenir les gens de la classe moyenne et ceux qui travaillent fort pour en faire partie.

Il est intéressant de noter que, lorsqu'il a parlé de la taxe sur le carbone, le chef de l'opposition a dit qu'elle entraînait des coûts notables pour les Canadiens. S'il tient réellement à rassurer les Canadiens à propos de l'avenir et à leur donner l'assurance qu'ils sauront relever de nouveaux défis et subvenir aux besoins de leur famille, il serait bon de rétablir les faits au sujet des retombées qu'aura notre programme de tarification de la pollution pour les Canadiens de partout au pays.

Tout d'abord, pour éviter qu'on puisse polluer gratuitement au Canada, nous avons voulu collaborer avec les provinces afin qu'elles puissent fixer un prix pour la pollution en fonction de leurs intérêts et de leurs réalités propres. C'était le point de départ. Nous préférons ne pas avoir à mettre en place de filet de sécurité fédéral, où que ce soit au pays, car nous savons que les provinces ont des perspectives et des besoins variés et qu'elles devraient être en mesure de définir leur propre manière de lutter contre les changements climatiques et de tarifier la pollution pour qu'on ne puisse pas polluer gratuitement au Canada. Cependant, nous devons aussi garantir que toutes les provinces canadiennes collaborent pour éviter que la pollution ne soit gratuite, où que ce soit au pays, et pour que les règles de jeu soient équitables. Voilà pourquoi, avec raison, dans le Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques, nous prévoyons la mise en œuvre de mesures équivalentes et aussi rigoureuses partout au pays.

Certaines provinces ne croient pas qu'il soit important de lutter contre les changements climatiques ou de fixer un prix pour la pollution. En conséquence, nous devons mettre en place un filet de sécurité.

Déclarations de députés

• (1055)

Soulignons toutefois que chaque dollar perçu avec la tarification de la pollution sera remis à la province où il a été recueilli. Surtout, dans une province donnée, les coûts moyens qu'entraînera notre plan de tarification de la pollution seront inférieurs au montant de l'Incitatif à agir pour le climat qui sera remis à la famille moyenne au moment de la déclaration de revenus, avant la fin de l'année. En termes clairs, cela veut dire que, dans les provinces où s'appliquera le filet de sécurité fédéral, c'est-à-dire au Nouveau-Brunswick, en Ontario, en Saskatchewan et, bientôt, en Alberta et au Manitoba, le contribuable moyen s'en trouvera mieux avec ce plan de tarification sur la pollution que s'il n'y avait aucune tarification de la pollution. En effet, en Saskatchewan, la province du chef de l'opposition, je peux affirmer que les familles auront chaque année des centaines de dollars de plus dans leurs poches grâce à ce plan de tarification de la pollution. Si l'on souhaite vraiment faire diminuer la température et l'anxiété dans l'Ouest, il serait utile de signaler ce fait.

Nous sommes aussi conscients de ce que, pour rendre le coût de la vie plus abordable pour les Canadiens, nous devons nous attaquer aux problèmes de pauvreté qui continuent de frapper de trop nombreux Canadiens. C'est ainsi que des initiatives comme l'Allocation canadienne pour enfants et les efforts que nous avons faits pour éradiquer la pauvreté ont contribué à faire sortir plus de 900 000 Canadiens de la pauvreté au cours des dernières années. C'est un domaine où il y a encore beaucoup à faire, nous le savons. Pour chaque famille tirée de la pauvreté, il y en a plein d'autres qui ont besoin de notre aide. C'est ce sur quoi nous allons concentrer nos efforts dans les années à venir.

• (1100)

Le Président: Je voulais juste proposer de nous arrêter pour passer à la période des questions. Je ne sais pas si le premier ministre a l'intention de poursuivre son discours par la suite. Je veux juste clarifier la situation.

Le très hon. Justin Trudeau: Monsieur le Président, j'ai encore quatre points à soulever, en réponse à ce que le chef de l'opposition a dit. Je poursuivrai donc après la période des questions.

Le Président: Je remercie le premier ministre. C'est ce que je voulais savoir.

Le député de Durham a la parole.

L'hon. Erin O'Toole: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. J'ai préféré attendre que le premier ministre ait terminé la majeure partie de son intervention avant de le faire.

Si j'invoque le Règlement, c'est au sujet de la pratique habituelle voulant que le gouvernement présente un projet de la loi à la Chambre avant de commencer à parler des dispositions qu'il contiendra. Dans son intervention, le premier ministre a fait explicitement référence à une mesure fiscale et au montant exact qui sera engagé concernant l'exemption personnelle de base dans un projet de loi qui n'a pas encore été présenté à la Chambre.

On parle de collaboration. Je voudrais que le premier ministre présente le projet de loi contenant les mesures dont il a parlé afin que le Parlement puisse les étudier comme c'est normalement le cas à la Chambre.

Le très hon. Justin Trudeau: Monsieur le Président, les initiatives proposées sont décrites dans notre plateforme et tous les Canadiens peuvent aller la consulter.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Français]

LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES

Mme Rachel Bendayan (Outremont, Lib.): Monsieur le Président, il est de notre devoir de commémorer une des plus grandes tragédies de notre pays, une tragédie qui a eu lieu chez nous, à Outremont, à la Polytechnique il y a 30 ans aujourd'hui.

Ce jour-là, 14 femmes furent tuées par un fusil semi-automatique. Pourquoi? Parce qu'elles étaient des femmes.

[Traduction]

Nous savons ce que nous avons à faire. Nous devons modifier les lois pour resserrer le contrôle des armes à feu, notamment le type d'arme à feu qui a été utilisé pour tuer ces 14 jeunes femmes.

Aujourd'hui, à 17 h 10, 14 faisceaux illumineront le ciel au-dessus du mont Royal à Montréal. Le premier ministre et moi-même, ainsi que des centaines d'autres personnes, y honorerons la mémoire de ces victimes. Quand je songe aux femmes ici présentes et aux femmes de ma collectivité, je constate que ce geste lâche a échoué complètement à faire taire les femmes.

* * *

LA COOPÉRATION POLITIQUE

M. Scott Aitchison (Parry Sound—Muskoka, PCC): Monsieur le Président, c'est un honneur et un privilège de pouvoir prendre la parole à la Chambre des communes en ce premier jour de la 43^e législature.

J'ai un message simple à l'intention des citoyens de Parry Sound—Muskoka et de l'ensemble des Canadiens. Il est temps pour nous tous de commencer à travailler ensemble. Nous sortons tout juste d'une campagne amère et notre pays est divisé. Les électeurs réclament un leadership positif.

J'espère que, au cours de cette législature où le gouvernement est minoritaire, nous modérerons nos paroles, demeurerons positifs et retrousserons nos manches pour unir le pays, notamment en trouvant des compromis pour réduire le fossé qui sépare les milieux urbains et ruraux, en traitant avec sérieux les dossiers de l'infrastructure et du logement dans toutes les collectivités, tant les petits villages que les grandes villes, et en trouvant des solutions raisonnables au véritable défi que représente le changement climatique.

Voilà le genre de changement positif pour lequel j'ai posé ma candidature aux élections. Quelles que soient les difficultés, nous devons amener les trois ordres de gouvernement et le secteur privé à travailler ensemble.

Notre travail, aujourd'hui et demain, consiste à assurer collectivement l'atteinte de ces objectifs.

* * *

[Français]

LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES

M. Steven MacKinnon (Gatineau, Lib.): Monsieur le Président, en cette Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes, je reconnais le travail fait en Outaouais par des organismes fantastiques et dévoués.

À titre d'exemple, soulignons celui de la Maison Unies-vers-femmes de Gatineau et les services essentiels que prodigue le personnel auprès des femmes victimes de violence conjugale et leurs enfants, depuis 1979. Dans le cadre de la campagne Ouvrez vos yeux aux violences faites aux femmes de l'organisme, on nous rappelle que, selon une étude de 2014 de Statistique Canada, la ville de Gatineau a le deuxième taux le plus élevé au pays en matière de violence conjugale. Il est de notre responsabilité à tous de dénoncer la violence faite aux femmes. Nous ne pouvons pas nous fermer les yeux.

J'invite les Gatinois et les Gatinoises à visionner la série de capsules vidéo mise en ligne par l'organisme et à participer à cette importante sensibilisation.

* * *

• (1105)

LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES

Mme Louise Chabot (Thérèse-De Blainville, BQ): Monsieur le Président, nous n'oublions pas.

Aujourd'hui, le 6 décembre, nous commémorons les 30 ans de Polytechnique qui nous rappellent ce drame douloureux où 14 jeunes femmes ont été assassinées dans leur salle de classe parce qu'elles étaient des femmes. Encore aujourd'hui, de tristes événements de violence envers les femmes sont trop souvent d'actualité. Pour elles, pour nos filles, pour nos mères et nos soeurs, cette violence doit cesser.

« Ne pas oublier » signifie qu'il nous faut continuer de marcher, continuer de dénoncer, continuer de mettre en place des mesures tangibles et poser des gestes concrets pour enrayer la violence sexuelle sous toutes ses formes. C'est un travail collectif qui nous concerne, un travail qui nous engage, un devoir de paroles et d'actions — surtout d'actions — qui doit engager toute la société.

* * *

[Traduction]

GEORGE SPRINGATE

M. Francis Scarpaleggia (Lac-Saint-Louis, Lib.): Monsieur le Président, nous avons perdu un grand Canadien, un homme aux talents et aux réalisations extraordinaires.

George Springate avait un grand cœur et un amour sans bornes pour le Canada. En tant que juge de la citoyenneté, l'un des nombreux rôles qu'il a occupés au cours de sa vie, George a inspiré d'innombrables néo-Canadiens par son discours passionné sur les droits et les responsabilités inhérents à la citoyenneté canadienne.

[Français]

Policier, avocat, joueur de football, député de l'Assemblée nationale, professeur, juge, commentateur de sports à la télévision, George Springate incarnait toutes les possibilités qu'offre le Canada à ses citoyennes et à ses citoyens.

[Traduction]

George était plus grand que nature. Il était l'ami de tout le monde. Il a touché nos cœurs par son amitié et son travail philanthropique dont tant de causes et d'organismes merveilleux ont pu profiter.

Au nom de tous les députés, j'offre à celle qui a été son épouse pendant 35 ans, Mme Judy Gill, nos plus sincères condoléances

Déclarations de députés

pour cette énorme perte personnelle qui est ressentie par tant de personnes.

* * *

HARRY MCWATTERS

M. Dan Albas (Central Okanagan—Similkameen—Nicola, PCC): Monsieur le Président, lorsqu'on a pour la première fois parlé d'accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, il y a plus de 30 ans, de nombreux viticulteurs de la Colombie-Britannique ont craint que cela entraîne la disparition de la totalité des cultures et des vignobles de la vallée de l'Okanagan, car la province serait incapable de concurrencer la toute puissante industrie vinicole de la Californie.

Un visionnaire du nom d'Harry McWatters, toutefois, était persuadé qu'en Colombie-Britannique il était possible de produire les meilleurs vins au monde. On le surnomme le grand-père de l'industrie vinicole de la province.

Les réalisations d'Harry sont beaucoup trop nombreuses pour que je puisse les énumérer. Je dirai simplement que c'était un visionnaire aux idées audacieuses qui partageait avec joie sa passion et son enthousiasme à l'égard de l'excellence avec ses collègues du secteur. Plus important encore, c'était un mari, un père et un grand-père aimant.

Il est malheureusement décédé l'été dernier dans sa demeure de Summerland, en Colombie-Britannique. J'aimerais que mes collègues se joignent à moi afin de saluer un Canadien d'exception, un homme dont les initiatives ont permis de démontrer que les Canadiens peuvent réussir et compétitionner dans un marché improbable.

Que Dieu bénisse Harry McWatters. Qu'il repose en paix.

* * *

LONDON-CENTRE-NORD

M. Peter Fragiskatos (London-Centre-Nord, Lib.): Monsieur le Président, je profite de ma première intervention en cette 43^e législature pour exprimer ma sincère gratitude aux résidents de London-Centre-Nord qui m'ont encore une fois témoigné leur confiance en me chargeant de les représenter au Parlement. Je suis honoré et touché de leur appui soutenu. Je continuerai à travailler fort pour faire valoir les priorités qui améliorent la vie des gens de ma circonscription et je veillerai à ce qu'ils soient bien représentés.

Je continuerai entre autres à miser sur des mesures prises lors de la dernière législature: investissements sans précédent dans le transport en commun et les infrastructures, soutien au logement abordable et à la recherche, création d'emplois, réductions d'impôt pour nos concitoyens qui en ont le plus besoin, et bien plus encore.

Enfin, aucun d'entre nous ne serait ici si ce n'était de l'appui de réseaux de soutien. Je remercie chaleureusement les bénévoles qui ont participé à ma campagne et qui m'ont aidé à être réélu. Je tiens également à dire aux membres de ma famille et à mes amis que leur appui est grandement apprécié. J'assume à mon épouse Katy que son amour et son dévouement indéfectible sont des plus précieux pour moi. Je la remercie d'être toujours à mes côtés.

Déclarations de députés

● (1110)

JEAN LEAHY

L'hon. Wayne Easter (Malpeque, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais aujourd'hui saluer la mémoire de Jean Leahy et célébrer sa vie, qui a pris fin en août dernier. Jean, qui habitait à Fort St. John, était une ardente défenseuse des femmes, des agriculteurs, des aînés et de l'environnement.

Dans le domaine agricole, Jean a été présidente des femmes de la National Farmers Union, où elle a directement contribué à rendre les règles de propriété agricole plus équitables pour les femmes mariées. On lui doit aussi en bonne partie la mesure législative grâce à laquelle les agricultrices peuvent désormais cotiser au Régime de pensions du Canada.

Jean était une membre convaincue de l'association environnementale de la vallée de la rivière de la Paix, qui a pour mission de protéger les terres agricoles de la vallée. Nommée citoyenne de l'année de Fort St. John, Jean était un véritable pilier de sa collectivité. Elle a aussi été présidente du comité pour le logement abordable de l'organisme Save Our Northern Seniors, et j'en passe.

Si elle était là, Jean dirait qu'elle voulait simplement que ses petits-enfants grandissent dans un monde meilleur. Chose certaine, le monde se porte mieux grâce à elle. Salut Jean.

* * *

EDMONTON MANNING

M. Ziad Aboultaif (Edmonton Manning, PCC): Monsieur le Président, je profite d'abord de l'occasion pour remercier les habitants d'Edmonton Manning de m'avoir accordé leur confiance une fois de plus pour les représenter au Parlement. C'est un honneur et un privilège de défendre leurs intérêts au sein de la 43^e législature.

Cet été, je suis allé frapper à toutes les portes de ma circonscription, et ce que j'ai constaté, c'est que les Albertains ont du mal à joindre les deux bouts et que le gouvernement libéral ne leur facilite pas la tâche. Des ingénieurs qui travaillaient dans le secteur pétrolier et gazier m'ont raconté qu'ils avaient perdu leur emploi et qu'ils continuaient de vivre dans la précarité.

Je ne cesserai jamais de me battre pour que les habitants d'Edmonton Manning puissent continuer à gagner leur vie et subvenir aux besoins de leur famille. Je serai leur porte-parole à Ottawa, et non le porte-parole d'Ottawa dans Edmonton Manning.

* * *

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Mme Ruby Sahota (Brampton-Nord, Lib.): Monsieur le Président, permettez-moi d'abord de remercier les gens de Brampton-Nord de m'avoir réélue pour un autre mandat. Je leur suis reconnaissante de leur confiance en ma capacité de donner suite aux principales priorités de notre circonscription.

J'entame ce travail aujourd'hui en parlant d'une question qui revêt une grande importance pour mes concitoyens et beaucoup de Canadiens: la hausse des crimes familiaux violents.

Dans les 10 dernières années, 22 femmes et enfants ont été tués à Brampton lors d'un acte de violence familiale, dont Lucy Wojtalski, Maria Gorospe, Christian Gorospe, Laura Grant, Riya Rajkumar et bien d'autres. Il arrive trop souvent que leur assassin soit un proche, comme un conjoint ou un parent.

Personne ne devrait craindre pour sa vie à la maison. Pour prévenir ces crimes horribles, les habitants de notre ville et tous les ordres de gouvernement doivent continuer de travailler ensemble. Nous devons continuer ce que nous avons commencé en 2015. Nous devons en faire plus.

* * *

[Français]

LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES

Mme Leona Alleslev (Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill, PCC): Monsieur le Président, le 6 décembre 1989, l'horreur a frappé le pays tout entier: 14 jeunes femmes avec devant elles un avenir brillant ont été froidement abattues. L'unique raison, c'est qu'elles étaient des femmes.

Trente ans plus tard, après les larmes et la colère, la tristesse et l'incompréhension sont toujours aussi présentes.

Comment pouvons-nous tolérer, comme société, que le seul fait d'être une femme vaille le plus cruel des destins? La douleur de leur perte ne disparaîtra jamais.

Nous ne devons jamais oublier cette tragédie et chacun d'entre nous a la responsabilité de continuer à bâtir une société dans laquelle toutes les femmes se sentent respectées, libres de suivre leur passion, et ne sont pas limitées parce qu'elles sont des femmes.

Nous le devons à ces 14 femmes, mais nous le devons aussi à nos filles, à nos sœurs, à nos mères et à ce que nous sommes en tant que Canadiens.

* * *

[Traduction]

LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES

Mme Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton, PCC): Monsieur le Président, je remercie les électeurs de Sarnia—Lambton, qui m'ont choisie de nouveau pour les représenter en cette 43^e législature.

Aujourd'hui, je prends la parole pour honorer la mémoire des victimes du massacre qui a eu lieu à l'École polytechnique, il y a 30 ans. En tant que première femme ingénieure à la Chambre des communes, je tiens à rendre hommage à ces femmes. Elles étaient mes sœurs. Je prends le temps de nommer ces femmes pour honorer leur force de caractère: Geneviève Bergeron, Hélène Colgan, Nathalie Croteau, Barbara Daigneault, Anne-Marie Edward, Maud Haviernick, Maryse Laganière, Maryse Leclair, Anne-Marie Lemay, Sonia Pelletier, Michèle Richard, Annie St-Arneault, Annie Turcotte et Barbara Klucznik-Widajewicz.

Nous devons tous en faire plus pour prévenir de tels actes de violence dans notre pays, plus particulièrement ceux qui ciblent les femmes. Que ces femmes ne sombrent jamais dans l'oubli.

• (1115)

LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Mme Laurel Collins (Victoria, NPD): Monsieur le Président, les jeunes descendent dans la rue afin de réclamer des mesures concrètes pour lutter contre les changements climatiques. Ils s'inquiètent pour notre avenir. Ils ne souhaitent plus entendre de belles paroles. Ils ont besoin que nous agissions immédiatement. Ils veulent que des cibles ambitieuses soient fixées, qu'un nouveau pacte vert soit adopté et que le gouvernement se réveille. Or, au lieu de cela, les libéraux préfèrent continuer de dormir, repoussant la date d'atteinte des cibles de 2030 à 2050.

Les Canadiens en ont assez des paroles creuses du gouvernement libéral, qui déclare une urgence climatique un jour puis, le lendemain, approuve un pipeline. Le gouvernement a promis de mettre fin aux subventions pour les combustibles fossiles, mais continue de donner des milliards de dollars aux grandes sociétés pétrolières et gazières.

La COP25 est l'occasion d'annoncer la prise de mesures d'investissement concrètes dans les logements, les transports en commun, l'énergie et les emplois verts, d'éliminer toutes les subventions aux combustibles fossiles, et d'inscrire dans la loi des cibles de réduction des émissions plus rigoureuses.

Les Canadiens comptent sur nous.

* * *

[Français]

CLAUDE BÉLAND

M. Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, j'aimerais aujourd'hui saluer la mémoire d'un grand Québécois, M. Claude Béland qui nous a quittés le 24 novembre dernier à l'âge de 87 ans.

Président du Mouvement Desjardins de 1987 à 2000, il aura incarné ce que le Québec a de plus noble et de plus beau.

Coopérateur convaincu, on lui doit en partie le fait que le Québec est l'un des endroits sur la planète où le mouvement coopératif est le plus solidement implanté.

C'était un humaniste, un vrai, qui estimait que l'économie doit servir les gens et non l'inverse. Il était loin de ces banquiers froids que l'on croise trop souvent dans le monde financier. Amoureux du Québec, il était de cette génération de géants, artisans de la Révolution tranquille du Québec envers qui nous aurons toujours une dette immense. Il était la plus noble incarnation de ce que nous pouvons avoir de plus beau.

Merci, monsieur Béland. Vous nous inspirez encore et vous nous inspirerez encore longtemps.

* * *

[Traduction]

LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES

Mme Karen Vecchio (Elgin—Middlesex—London, PCC): Monsieur le Président, nous soulignons aujourd'hui la Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes. Cette journée a été choisie pour commémorer la fusillade la plus meurtrière de l'histoire du Canada, soit la tuerie de l'École polytechnique de Montréal, où 14 femmes ont été assassinées. Nous soulignons aujourd'hui le 30^e anniversaire de cette tragédie.

Déclarations de députés

C'est pour nous l'occasion d'honorer la mémoire des filles, des sœurs et des amies qui ont perdu la vie. Toutes ces victimes étaient des femmes qui avaient un brillant avenir devant elles, et leurs familles n'auront jamais eu la chance de les voir s'épanouir.

Partout au Canada, des collectivités et des organisations commémorent ensemble cette journée et poursuivent leur lutte pour un monde exempt de violence envers les femmes.

J'aimerais conclure en citant un extrait d'un poème de Wadia Samadi qui s'intitule *Trouver sa liberté*:

Mon maquillage ne peut dissimuler les bleus qui couvrent mon visage
 Mon sourire ne peut cacher mes traits tirés
 Pourtant, personne ne vient m'aider
 Ils me disent que ça ira mieux
 Ils me disent de ne pas en parler
 Ils me disent que c'était mon destin
 Ils me disent qu'une femme doit accepter son sort
 Qu'elle ne doit pas laver son linge sale en public
 Quand tout cela cessera-t-il?

* * *

• (1120)

[Français]

LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES

Mme Julie Dabrusin (Toronto—Danforth, Lib.): Monsieur le Président, il y a 30 ans, j'étais étudiante à Montréal et je me souviens encore à quel point j'ai été bouleversée quand j'ai entendu ce qui se passait à la Polytechnique et qu'il était question de violence contre les femmes.

[Traduction]

Nous soulignons aujourd'hui la Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes. C'est une journée de commémoration, mais aussi une journée d'action.

[Français]

Agissons pour mettre fin à la violence envers les femmes.

[Traduction]

Trouvons des groupes de femmes au sein de nos collectivités et donnons-leur de notre temps et de l'argent pour les soutenir.

[Français]

Agissons pour instaurer un meilleur contrôle des armes à feu.

[Traduction]

Nous devons resserrer les mesures de contrôle et interdire les armes de poing et les armes d'assaut, comme nous l'ont demandé les survivants de la Polytechnique et les familles des victimes de cette tragédie par l'entremise du groupe qui les représente, PolySe-Souvient.

Alors que nous nous souvenons des femmes de la Polytechnique, n'oublions pas ce que nous devons faire. Nous devons unir nos forces pour mettre fin à la violence faite aux femmes. Il faut renforcer le contrôle des armes à feu. Faisons-le! C'est le moins que nous puissions faire pour leur rendre hommage.

*Questions orales***QUESTIONS ORALES***[Français]***L'ÉCONOMIE**

L'hon. Andrew Scheer (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, nous avons appris ce matin que 71 000 emplois avaient été perdus au Canada le mois dernier. L'Alberta et la Colombie-Britannique en ont perdu 18 000, tandis que le Québec en a perdu 45 000. Il s'agit d'une crise économique sérieuse, partout au pays.

Pourquoi le gouvernement n'en a-t-il pas fait mention dans le discours du Trône?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, au contraire, nous prenons très au sérieux les pertes d'emploi, et nous allons toujours travailler pour renforcer la classe moyenne et pour aider les Canadiens à prospérer dans un monde incertain. C'est exactement ce que nous allons continuer de faire.

Le plan que nous avons proposé hier parle de renforcer la classe moyenne et de lutter contre les changements climatiques, tout en créant de nouvelles possibilités et de nouveaux emplois pour les Canadiens, en protégeant les Canadiens et en les gardant en santé d'un bout à l'autre du pays.

C'est exactement ce que nous allons continuer de faire. Nous allons nous occuper de tous ces Canadiens qui sont inquiets, y compris de ceux qui ont perdu leur emploi.

[Traduction]

L'hon. Andrew Scheer (chef de l'opposition, PCC): C'est tout le contraire, monsieur le Président: le statu quo ne mènera à rien. Le plan du premier ministre fera fuir les emplois. Pour tout dire, nous assistons à un véritable exode des investisseurs étrangers depuis que le premier ministre est au pouvoir: les investissements directs étrangers ont chuté de 56 %, et les pertes d'emplois annoncées aujourd'hui sont les pires depuis la crise financière de 2008.

Je répète ma question: tous les signes font craindre un ralentissement économique, alors pourquoi le premier ministre n'en a-t-il rien dit dans le discours du Trône?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, le discours du Trône prenait acte des difficultés que connaissent les travailleurs du secteur des ressources naturelles. Depuis que le prix des matières premières a chuté sur les marchés internationaux, les temps sont très durs pour les travailleurs, surtout ceux des Prairies. Voilà pourquoi, après des années de tentatives infructueuses de la part des gouvernements précédents, nous procéderons à l'expansion du pipeline Trans Mountain. Les travaux sont déjà commencés. Des milliers de Canadiens ont été embauchés dernièrement afin que le Canada puisse acheminer ses ressources de manière responsable et durable vers de nouveaux marchés.

L'hon. Andrew Scheer (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre va passer les prochaines semaines et les prochains mois à essayer de blâmer tout un chacun, sauf lui-même, pour expliquer les problèmes qui frappent l'économie canadienne. D'autres pays augmentent leurs investissements dans l'exploitation des ressources naturelles. Les États-Unis, par exemple, sont passés de pays importateur net à pays exportateur net d'énergie. Il est donc évident que d'autres pays parviennent à bien faire les choses. Ce n'est pas le cas du premier ministre.

Selon l'Institut économique de Montréal, les gens ne voient plus le Canada comme un endroit sûr où investir dans les ressources naturelles. Ils considèrent qu'il constitue maintenant un environnement hostile.

Pourquoi le premier ministre poursuit-il cette approche malavisée?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, l'approche malavisée consiste à en faire moins au chapitre de la lutte contre les changements climatiques, de l'aide aux communautés autochtones et des projets en collaboration avec les collectivités. Cette approche qui consiste à blâmer les militants étrangers n'a pas permis de construire un seul pipeline pendant la période où les conservateurs ont été au pouvoir.

Nous, par contre, travaillons à acheminer nos ressources jusqu'à de nouveaux marchés. Les travaux sont en cours en ce moment même. Nous avons également attiré le plus important investissement du secteur privé de l'histoire du pays. Cet investissement de 40 milliards de dollars de LNG Canada va en effet permettre de créer de bons emplois pour les Canadiens partout au pays.

* * *

● (1125)

LES RESSOURCES NATURELLES

L'hon. Andrew Scheer (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, la Confédération s'effrite et le premier ministre a divisé le pays comme jamais il n'a été divisé auparavant. Cela dit, il a réussi à unir les premiers ministres des provinces sur un point: l'échec que représente son projet de loi C-69, auquel ils s'opposent tous. Le premier ministre va-t-il tenir compte de l'avis des premiers ministres des différentes régions du pays et s'engager à revoir son approche quant au projet de loi C-69?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, en ce qui concerne le projet de loi C-69, nous avons adopté de nombreuses propositions présentées par l'industrie et diverses autres parties afin de l'améliorer. Nous allons travailler avec tous les intéressés pour veiller à ce que cette mesure législative soit mise en application de manière appropriée et apporter des améliorations au besoin.

Nous savons que l'approche actuelle, celle de la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale de 2012, ne fonctionne pas. Si on prend, par exemple, les projets du réservoir de Springbank, à Calgary, et de la décharge du lac Winnipeg, qui sont retardés par le processus antérieur, le projet de loi C-69 va contribuer à faire avancer les choses.

* * *

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

L'hon. Andrew Scheer (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement libéral a voté récemment en faveur d'une résolution contre Israël aux Nations unies. L'ambassadeur que le premier ministre a choisi pour représenter le Canada à l'ONU est même allé jusqu'à affirmer que, par ce vote, le Canada avait prouvé qu'il avait trouvé sa voix en s'opposant à la seule démocratie au Moyen-Orient.

Le premier ministre pourrait-il expliquer à la Chambre ce qu'il a voulu dire son ambassadeur en tenant de tels propos?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, les Canadiens savent que leur pays est un fidèle ami d'Israël.

Nous continuons de nous opposer au fait que l'on s'en prenne injustement à Israël aux Nations unies et nous avons voté contre la vaste majorité des résolutions liées à ce pays.

Le Canada est résolu à favoriser l'atteinte d'une paix globale, juste et durable au Moyen-Orient, ce qui passe par la création d'un État palestinien vivant côte à côte, dans la paix et la sécurité, avec Israël.

Conformément à la position de longue date du Canada, il est important à ce moment-ci de réaffirmer notre volonté de favoriser une solution à deux États, ainsi que le respect des droits à l'égalité et à l'autodétermination des peuples.

* * *

[Français]

LES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

M. Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, lundi, le premier ministre du Québec et les premiers ministres des provinces canadiennes se sont réunis au Conseil de la fédération. Ils ont unanimement demandé une augmentation des transferts en santé à hauteur de 5,2 %.

Ils ont d'ailleurs rappelé que ce n'est pas le gouvernement canadien qui engage des médecins, des infirmières ou des préposés aux bénéficiaires. C'est bien le gouvernement du Québec qui fait cela. Pourtant, à peine quelques jours plus tard, dans le discours du Trône, on retrouve encore cette espèce de tendance bien implantée d'ingérence dans les compétences du Québec par le gouvernement fédéral.

Est-ce que le premier ministre a entendu la volonté unanime des premiers ministres et l'écouterait-il?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, il y a plusieurs années, nous avons été très contents de renégocier les accords relatifs aux transferts en santé avec les provinces. Nous avons signé un accord avec les provinces, y compris le Québec, afin d'assurer un bon avenir pour le système de santé au Canada.

Lors de la dernière élection, nous avons proposé un investissement supplémentaire de 6 milliards de dollars dans les priorités en santé, des priorités que le gouvernement du Québec partage avec nous. Nous travaillerons avec les provinces pour nous assurer que tous les Canadiens ont accès à un médecin de famille, pour assurer une assurance-médicaments partout au pays et pour assurer aussi de l'aide en santé mentale.

M. Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, est-ce que travailler avec elles ne devrait pas d'abord être de respecter leurs compétences et leurs juridictions?

De la même manière, en matière environnementale, tous les premiers ministres, celui du Québec et ceux des provinces, ont demandé que les juridictions en évaluation environnementale des provinces et du Québec aient préséance sur celles d'Ottawa afin d'avoir des mesures cohérentes de protection de l'environnement et de mettre en place des mesures visant à ce que les projets déployés respectent les priorités et les enjeux environnementaux du Québec et des provinces.

Questions orales

Est-ce que le premier ministre va aussi faire la sourde oreille dans ce cas-ci?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, au contraire, nous avons souvent entendu cette préoccupation, à savoir que le dédoublement des évaluations environnementales retarde les projets. C'est pour cela que nous avons mis en place le projet de loi C-69. Ce projet de loi aide justement à mieux travailler ensemble afin d'assurer plus de clarté aux investisseurs et plus de réussites des grands projets. Il assure également un meilleur partenariat en ce qui a trait à l'environnement et à la compréhension des préoccupations des communautés, y compris les communautés autochtones.

* * *

● (1130)

[Traduction]

L'ASSURANCE-MÉDICAMENTS

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD): Monsieur le Président, partout au Canada, des gens doivent prendre des décisions difficiles au quotidien. Certains coupent leurs comprimés en deux, d'autres doivent se résoudre à ne pas acheter un médicament vital.

[Français]

Les gens méritent des leaders qui ont le courage de tenir tête aux grandes compagnies pharmaceutiques et de lutter pour un régime d'assurance qui améliorera la vie des gens.

[Traduction]

Qu'attend le premier ministre pour respecter sa promesse de mettre sur pied une assurance-médicaments qui couvre l'ensemble des Canadiens?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, aucun Canadien ne devrait avoir à choisir entre acheter de la nourriture ou payer des médicaments essentiels.

Voilà pourquoi nous avons déployé davantage d'efforts que n'importe quel autre gouvernement dans l'histoire pour faire baisser le prix des médicaments pour les Canadiens. Nous sommes conscients qu'il est maintenant temps d'en faire davantage, et que nous devons nous tourner vers un régime universel d'assurance-médicaments.

Toutefois, nous comprenons, comme l'a souligné le chef du Bloc québécois, qu'il existe un enjeu par rapport aux compétences des provinces. C'est pourquoi nous allons discuter et collaborer avec les provinces pour trouver un moyen de garantir que les Canadiens auront accès aux médicaments dont ils ont besoin. Voilà l'avenir des soins de santé, et c'est sur cette voie que nous nous engagerons.

* * *

LES AFFAIRES AUTOCHTONES

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD): Monsieur le Président, il y a une différence entre dire les bonnes choses et les mettre en pratique.

[Français]

Le Tribunal des droits de la personne a déclaré que le gouvernement fait preuve de discrimination délibérée et insouciance à l'égard des enfants autochtones.

Questions orales

[Traduction]

Vous continuez à traîner ces enfants devant les tribunaux. Quel genre de premier ministre agit ainsi?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, nous convenons qu'il faut indemniser les enfants autochtones qui ont souffert en raison de politiques gouvernementales antérieures, et c'est exactement ce que nous allons faire. Tout comme nous l'avons fait pour la rafle des années 1960, les cas de tuberculose et les réinstallations, nous indemniserons ces enfants, qui sont maintenant des adultes, pour les préjudices qu'ils ont subis.

Nous allons collaborer avec toutes les parties et tous les partenaires afin d'indemniser de façon juste et adéquate les personnes concernées, comme nous l'avons fait dans des situations antérieures.

Le Président: Je rappelle aux députés qu'ils doivent poser leurs questions par l'entremise de la présidence. Je sais que certains députés ont siégé dans des assemblées législatives provinciales où ils avaient le droit de s'adresser directement à leurs collègues d'en face. Je rappelle toutefois à tous les députés qu'ils doivent s'adresser à la présidence lorsqu'ils veulent poser des questions ou faire des observations.

Le député de Durham a la parole.

* * *

LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

L'hon. Erin O'Toole (Durham, PCC): Monsieur le Président, par votre entremise, je tiens à poser une question au premier ministre, et j'aimerais qu'il réponde au nom de son gouvernement.

La semaine prochaine, un an se sera écoulé depuis que la Chine a emprisonné les citoyens canadiens Michael Kovrig et Michael Spavor en représailles à l'arrestation légale d'une citoyenne chinoise: douze mois, deux ministres, deux ambassadeurs, zéro progrès.

Quel est le plan du premier ministre pour rapatrier nos citoyens?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, notre priorité absolue est le bien-être et la sécurité des Canadiens détenus en Chine. Le premier ministre a discuté de ces dossiers avec les présidents Xi et Trump lors du G20, et, plus récemment, lors du Sommet de l'OTAN. Le 23 novembre, au troisième jour de mon mandat comme ministre des Affaires étrangères du Canada, j'ai discuté de ces dossiers directement avec mon homologue chinois.

Nous avons rallié à notre cause un nombre sans précédent de partenaires dans le monde qui appuient la position du Canada et nous continuerons à discuter de ces dossiers à chaque occasion. Nous défendrons toujours les Canadiens partout dans le monde.

[Français]

M. Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Monsieur le Président, il y a une autre chose que le ministre des Affaires étrangères a soulevée lorsqu'il a fait son voyage en Chine. À un média chinois, il a dit que, et je cite, dans un monde d'incertitudes, la Chine est un exemple de stabilité, de prévisibilité, de régime fondé sur des règles de société très inclusive.

Nous savons que le régime communiste chinois détient actuellement deux Canadiens. En plus, l'ambassadeur chinois ose suggérer que nos travaux parlementaires pourraient être une violation des affaires intérieures chinoises.

Le ministre peut-il nous dire si le régime communiste chinois est toujours une source d'inspiration pour lui?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question.

Les Canadiens savent bien que le pays, dans le monde, qui inspire la stabilité, la prévisibilité et la primauté du droit et qui est une société inclusive, c'est le Canada. C'est cela que les gens reconnaissent, dans le monde.

Si mon collègue a mal compris les commentaires que j'ai faits lors d'une entrevue, il y a plusieurs années, je lui rappelle aujourd'hui que tous les Canadiens connaissent la réponse à cette question.

C'est le Canada qui inspire le monde sur la scène internationale.

• (1135)

[Traduction]

M. Marty Morantz (Charleswood—St. James—Assiniboia—Headingley, PCC): Monsieur le Président, depuis 2006, le Canada se prononce par principe contre le dénigrement d'Israël chaque année aux Nations unies. Cette année, les libéraux ont appuyé une résolution haineuse de la Corée du Nord, de l'Organisation de libération de la Palestine et d'autres membres. Pire encore, l'ambassadeur s'est vanté que le Canada avait « trouvé sa voix ». Que voulait-il dire exactement?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, les Canadiens savent que nous sommes des amis fidèles d'Israël. Nous n'avons cessé de nous opposer aux attaques injustes dont il est victime aux Nations unies, et nous avons voté contre la grande majorité des résolutions le concernant.

Le Canada est résolu à favoriser l'atteinte d'une paix globale, juste et durable au Moyen-Orient, ce qui doit nécessairement passer par la création d'un État palestinien vivant côte à côte, dans la paix et la sécurité, avec Israël.

Conformément à la position de longue date du Canada qui a été exprimée par le gouvernement, il est important à ce moment-ci de réaffirmer que le Canada privilégie la solution à deux États. Nous défendrons toujours Israël.

L'hon. Peter Kent (Thornhill, PCC): Monsieur le Président, ce qui s'est passé n'est pas simplement un fiasco de plus des libéraux en matière de politique étrangère que l'on peut ignorer. Le Canada a trahi la confiance de la seule démocratie au Moyen-Orient. Il a encouragé des tyrans et des semeurs de haine, et il a trahi la communauté juive canadienne après avoir promis d'en être solidaire durant la campagne électorale, comme lorsque le député de Mont-Royal a dit en toute sincérité que le bilan libéral était éloquent. Effectivement, c'est un bilan éloquent.

Ce manque de loyauté dans la politique étrangère canadienne des libéraux serait-il une manoeuvre irresponsable visant uniquement à obtenir les votes de pays infréquentables et un siège au Conseil de sécurité?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, il est vrai que notre bilan est éloquent. Les Canadiens de la communauté juive qui nous regardent en ce moment savent que nous sommes des amis d'Israël et que nous défendons Israël. Nous maintenons...

Des voix: Oh, oh!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît. Je rappelle aux députés qu'ils doivent poser leurs questions par l'intermédiaire du Président et non directement à leurs collègues quand ils n'ont pas la parole. J'ai de la difficulté à entendre la réponse. Je suis certain que nous voulons tous entendre la réponse du ministre des Affaires étrangères.

Je le laisse continuer maintenant.

L'hon. François-Philippe Champagne: Monsieur le Président, ces députés ne font malheureusement que se répéter au lieu d'écouter et de comprendre ce que nous disons.

Nous maintenons notre opposition à l'idée qu'il faille s'en prendre injustement à Israël aux Nations unies. Comme ces députés le savent bien et comme le monde entier le sait, nous avons voté contre la vaste majorité des résolutions visant Israël. Nous défendons Israël, et les Canadiens le savent.

Le Président: Je rappelle aux députés des deux côtés de la Chambre que le respect doit être réciproque. Il n'est pas très habile de reprocher à l'autre les fautes que l'on commet soi-même.

La députée d'Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill a la parole.

[Français]

Mme Leona Alleslev (Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill, PCC): Monsieur le Président, de plus en plus, les Canadiens ne croient plus le premier ministre quand il dit que le Canada est de retour.

Chacun de ses voyages à l'étranger tourne au désastre, et les exemples sont nombreux. Nous n'avons qu'à penser à son voyage en Inde, qui a été un véritable fiasco. Son plus récent passage au sommet de l'OTAN est une autre preuve de son comportement non diplomatique.

Le premier ministre va-t-il enfin comprendre le message et cesser d'embarrasser le Canada à l'étranger?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Affaires intergouvernementales, Lib.): Monsieur le Président, je veux assurer à mes honorables collègues et à tous les Canadiens que le premier ministre est un excellent représentant de notre pays à l'étranger, surtout en ce qui concerne nos relations essentielles avec les États-Unis.

Je veux rassurer tous les Canadiens: nous avons en ce moment une relation très constructive avec les États-Unis. Le premier ministre a participé à une réunion bilatérale très constructive avec le président des États-Unis. Ce matin, j'ai parlé avec l'ambassadeur Lighthizer concernant l'ALENA, et je vais lui parler après la fin de la période des questions orales.

• (1140)

[Traduction]

Mme Leona Alleslev (Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill, PCC): Monsieur le Président, les Canadiens ne sont pas rassurés. Ils continuent de perdre confiance dans la capacité du premier ministre à défendre leurs intérêts à l'étranger, car ses fiascos diplomatiques continuent de s'accumuler.

Son voyage en Inde s'est soldé en un échec. Il a contrarié nos partenaires de l'Asie-Pacifique. Nous sommes en froid avec l'Arabie saoudite et nos relations avec la Chine n'ont jamais été aussi mauvaises. Son comportement lors de la réunion de l'OTAN de cette semaine est une preuve de plus de son manque de diplomatie.

Questions orales

Quand le premier ministre cessera-t-il de mettre le Canada dans l'embarras? Quand va-t-il tout simplement rester au pays?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Affaires intergouvernementales, Lib.): Monsieur le Président, je profite de l'occasion pour assurer aux députés et, en particulier, aux Canadiens que le premier ministre est un excellent représentant, mais, surtout — car il s'agit d'une question dont les Canadiens se soucient parce qu'elle touche leur quotidien —, que nous entretenons d'excellentes relations avec les États-Unis, grâce à la grande qualité des relations de travail entre le premier ministre et le président Trump.

* * *

[Français]

LA SANTÉ

M. Stéphane Bergeron (Montarville, BQ): Monsieur le Président, dès l'ouverture du discours du Trône, le gouvernement a lancé « un appel à l'unité dans la poursuite [...] d'objectifs communs ».

C'est exactement ce que le Québec et les provinces ont fait la semaine dernière au Conseil de la fédération. Tous les premiers ministres, sans exception, ont réclamé une hausse des transferts en santé de 5,2 %. Le financement des soins pour nos proches, c'est la priorité de l'ensemble des concitoyennes et des concitoyens de chacune de nos circonscriptions.

Le premier ministre va-t-il respecter l'unité du Québec et des provinces et hausser les transferts pour les soins de santé?

[Traduction]

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, c'est un honneur de prendre la parole à la Chambre et de répondre à la question du député. Avant toute chose, je tiens à remercier les résidents de Thunder Bay—Supérieur-Nord de m'avoir confié la tâche fantastique de les représenter ici.

Comme l'a dit le premier ministre, nous avons prévu une somme additionnelle de 6 milliards de dollars. Nous avons pris cet engagement pour que tous les Canadiens puissent avoir accès, dans leur province ou leur territoire, à des soins de santé qui répondent aux besoins croissants et changeants de notre pays. Nous collaborerons évidemment de près avec nos partenaires provinciaux et territoriaux pour nous assurer que les services répondent aux besoins des résidents des diverses régions.

[Français]

M. Luc Thériault (Montcalm, BQ): Monsieur le Président, tout le monde s'entend: il faut augmenter les transferts en santé. Le gouvernement dit vouloir que tout le monde ait un médecin de famille. Alors, qu'il transfère l'argent au Québec. Il veut de meilleurs soins en santé mentale. Alors, qu'il nous donne les moyens de le faire. Nous avons l'expertise.

Le gouvernement va-t-il satisfaire la demande unanime du Québec et des provinces et augmenter les transferts en santé?

Questions orales

[Traduction]

L'hon. Patty Hajdu (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, les Canadiens ont raison d'être fiers de leur système de santé public. Comme on le sait, c'est le point qui leur inspire le plus de fierté lorsqu'ils voyagent à l'étranger ou que des gens de l'étranger viennent au Canada. Nous travaillerons extrêmement fort avec les provinces et les territoires afin de protéger cette institution et de la faire croître pour qu'elle réponde aux besoins changeants des Canadiens de partout au pays. Nous verrons à faire les choses correctement grâce à une étroite collaboration avec les provinces et les territoires. C'est ce que les Canadiens attendent de nous.

* * *

[Français]

L'AGENCE DU REVENU DU CANADA

M. Alain Rayes (Richmond—Arthabaska, PCC): Monsieur le Président, les libéraux n'ont pas fait grand-chose au cours de leur dernier mandat quant aux demandes spécifiques du Québec concernant, par exemple, la déclaration de revenus unique, le dossier du troisième lien et les enjeux liés à l'immigration illégale à la frontière au Québec, pour ne nommer que celles-là.

J'ai une question très simple pour le premier ministre aujourd'hui: est-ce qu'il peut dire clairement si le Québec pourra, comme partout ailleurs au Canada, avoir une seule déclaration de revenus, oui ou non?

L'hon. Diane Lebouthillier (ministre du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, Revenu Canada emploie plus de 6 000 personnes partout au Québec et constitue un moteur économique important dans des villes telles que Shawinigan et Jonquière. Contrairement aux conservateurs et au Bloc québécois, nous ne mettrons pas ces emplois en péril.

Cela dit, nous sommes toujours disposés à travailler avec Revenu Québec pour faciliter la déclaration de revenus des Québécois. Les conservateurs et le Bloc québécois devraient avoir honte, même si je n'en suis pas surprise, de proposer des politiques qui mettent en péril le gagne-pain des gens qui vivent en région.

* * *

● (1145)

L'INFRASTRUCTURE

M. Alain Rayes (Richmond—Arthabaska, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais rappeler à mon honorable collègue que la demande concernant la déclaration de revenus a été faite par l'Assemblée nationale et par tous les partis politiques, sans exception.

Encore une fois, on se rend compte que les libéraux ne veulent pas répondre aux demandes spécifiques du Québec. Encore hier, dans le discours du Trône, il n'y avait absolument rien sur l'ensemble des demandes. Je vais poser une autre question.

Est-ce que le premier ministre peut nous dire clairement s'il s'engage à appuyer le dossier du troisième lien dans la grande région du Québec, oui ou non?

L'hon. Catherine McKenna (ministre de l'Infrastructure et des Collectivités, Lib.): Monsieur le Président, aujourd'hui, alors que nous soulignons l'anniversaire de la mort de 14 femmes, j'implore tout le monde à la Chambre d'aller plus loin que les belles paroles et de poser des gestes concrets.

Les questions de mobilité sont très importantes pour la région de Québec. C'est notamment pourquoi nous investirons 5,2 milliards de dollars dans les infrastructures de transport en commun au Québec au cours des 10 prochaines années. Nous savons que le projet d'un troisième lien est très important pour les gens de Québec et de la Rive-Sud et pour leurs représentants. Nous allons continuer de suivre l'évolution du dossier de près. Nous attendons toujours une proposition.

* * *

[Traduction]

L'INDUSTRIE FORESTIÈRE

Mme Cathy McLeod (Kamloops—Thompson—Cariboo, PCC): Monsieur le Président, l'industrie forestière de la Colombie-Britannique est en crise. Des milliers de personnes ont été mises à pied et on s'attend à d'autres pertes d'emploi avant les vacances.

Dans le discours du Trône, les libéraux ne veulent même pas reconnaître qu'on est en crise. Le gouvernement n'a pas réussi à négocier un accord sur le bois d'œuvre et les piteries du premier ministre à l'OTAN ont peut-être réduit à néant toute possibilité d'accord.

Quel est le plan proposé par les libéraux pour que les ouvriers du secteur forestier de la Colombie-Britannique retrouvent du travail?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Affaires intergouvernementales, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais remercier la députée d'en face d'avoir posé cette question très importante. L'industrie forestière est une industrie absolument essentielle pour le Canada et elle nous préoccupe tous gravement.

Nous avons travaillé fort avec l'industrie forestière et avec nos collègues provinciaux afin d'appuyer celle-ci. En ce qui a trait aux droits de douane sur le bois d'œuvre, nous intentons des poursuites aux termes de l'ALENA et devant l'OMC.

Nous avons conservé le chapitre 19 de l'ALENA qui nous permet de nous battre pour l'industrie canadienne et nous sommes prêts à parler aux Américains lorsqu'ils seront prêts à négocier.

* * *

LES RESSOURCES NATURELLES

Mme Shannon Stubbs (Lakeland, PCC): En effet, monsieur le Président, cela fonctionne bien.

Le premier ministre a affirmé qu'il avait entendu l'Ouest du Canada et qu'il comptait travailler fort pour rassembler le pays. Toutefois, le Canada est plus divisé que jamais, et ce, par sa faute. Il refuse toujours de réviser son projet de loi C-69, qui est contre le secteur de l'énergie et contre les entreprises et qui a provoqué cette crise de l'unité. Pas plus tard que lundi, tous les premiers ministres des provinces et des territoires ont réclamé des modifications majeures au projet de loi C-69.

Si les libéraux souhaitent sincèrement juguler la crise qu'ils ont déclenchée, pourquoi ne cessent-ils pas de s'en prendre aux travailleurs canadiens du secteur des ressources et aux provinces?

Questions orales

L'hon. Jonathan Wilkinson (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, avec la Loi édictant la Loi sur l'évaluation d'impact, nous avons rempli une promesse importante que nous avons faite en 2015 afin de rectifier le processus d'évaluation environnementale, lequel était défaillant, car le gouvernement Harper l'avait vidé de sa substance en 2012.

Le nouveau processus prévoit de meilleures règles qui permettront de régler les problèmes plus tôt dans le processus, de sorte que de bons projets iront de l'avant et seront réalisés au pays. Il s'agit d'un énorme pas en avant, à la fois pour l'environnement et l'économie.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

Mme Mumilaq Qaqqaq (Nunavut, NPD): Monsieur le Président, j'aimerais d'abord vous féliciter, vous ainsi que tous les autres députés, pour la confiance que les Canadiens ont placée en vous, ici, à la Chambre. C'est un honneur pour moi de représenter mon territoire, le Nunavut.

Nous savons que les changements climatiques constituent une crise. Ils mettent en péril la vie des chasseurs et menacent leur capacité à subvenir aux besoins de leur famille et de leur communauté. Nous devons gérer la situation en fonction de ce qu'elle est: une crise. Au Nunavut, nous continuons à nous battre pour que nos droits fondamentaux soient reconnus, à savoir avoir un endroit sûr où vivre, avoir les moyens de nous nourrir et avoir accès à l'eau potable.

Le premier ministre fait cadeau de milliards de dollars aux entreprises pétrolières et gazières et il a fait prendre 20 ans de retard aux actions contre les changements climatiques. L'objectif visé maintenant est 2050. Le gouvernement fait passer ces entreprises avant la population, nos concitoyens, les Canadiens. Quand le gouvernement travaillera-t-il pour les gens?

● (1150)

L'hon. Jonathan Wilkinson (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, les changements climatiques constituent bel et bien une crise. De toute évidence, les élections ont été l'occasion pour les Canadiens de nous faire passer un message: ils veulent que les gouvernements et tous les députés s'attaquent aux changements climatiques vite fait. Le Nord est la région du Canada la plus touchée par les changements climatiques. Nous devons agir, et nous devons agir maintenant.

Nous avons dit que nous nous efforcerions — et nous invitons les autres partis à travailler avec nous — de dépasser l'objectif de 2030 que nous avons fixé et que nous aspirions à une économie carboneutre en 2050. Je suis impatient de travailler avec mes collègues pour ce faire.

[Français]

Mme Niki Ashton (Churchill—Keewatinook Aski, NPD): Monsieur le Président, la planète se réchauffe. Le verdict est clair. On n'a presque plus de marge de manœuvre. Au Nord, on vit déjà les conséquences des changements climatiques; la saison des glaces s'accourcit et nos infrastructures sont en danger.

Le discours du Trône n'en fait même pas mention. Mettre fin aux subventions pétrolières aurait été un début, et on ne parle même pas

d'arrêter d'acheter des pipelines. En fait, je me demande ce que le député de Laurier—Sainte-Marie en pense. Sans doute découvre-t-il enfin ce qu'est le patrimoine du Parti libéral.

Pourquoi les libéraux refusent-ils d'agir?

L'hon. Jonathan Wilkinson (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, deux Canadiens sur trois ont voté pour une action sérieuse contre le changement climatique. Cela signifie que nous devons coopérer afin de faire émerger les meilleures idées pour lutter contre le changement climatique.

Nous avons déjà un plan crédible et abordable comprenant plus de 50 mesures développées par les Canadiens, pour les Canadiens. Nous savons que nous devons en faire plus. Nous voulons travailler ensemble, avec nos collègues de la Chambre, pour en faire davantage afin de combattre le changement climatique.

* * *

LES FEMMES ET L'ÉGALITÉ DES GENRES

Mme Alexandra Mendès (Brossard—Saint-Lambert, Lib.): Monsieur le Président, il y a 30 ans aujourd'hui, un acte de violence extrême contre les femmes — le plus horrible de notre histoire — a été commis. Quatorze jeunes femmes ont été assassinées lors de la fusillade de l'École polytechnique de Montréal simplement parce qu'elles étaient des femmes.

[Traduction]

La ministre des Femmes et de l'Égalité des genres pourrait-elle dire à la Chambre ce que fait le gouvernement pour assurer un avenir plus sûr aux femmes et aux filles du pays?

[Français]

L'hon. Maryam Monsef (ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et du Développement économique rural, Lib.): Monsieur le Président, je remercie ma collègue de Brossard—Saint-Lambert de sa question.

[Traduction]

Aujourd'hui, les noms de 14 femmes résonneront dans cette chambre et partout au pays. Ce soir, 14 faisceaux de lumière violets, un pour chacune de ces vies fauchées indûment il y a 30 ans, illumineront la Colline du Parlement.

Le gouvernement s'emploiera tous les jours à poursuivre sa lutte contre la violence fondée sur le sexe. Nous allons répondre aux appels à la justice lancés dans le cadre de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. Nous allons travailler à interdire les armes d'assaut comme celle qui a été utilisée par le tireur de l'École polytechnique. Nous allons promouvoir l'équité salariale pour les femmes et lutter contre la misogynie afin que nos filles puissent réaliser pleinement leur potentiel.

*Questions orales***L'ÉCONOMIE**

L'hon. Pierre Poilievre (Carleton, PCC): Monsieur le Président, le mois dernier, 71 000 Canadiens sont rentrés à la maison et ont dû annoncer à leur famille: « J'ai perdu mon emploi. » La moitié des Canadiens sont à 200 \$ de l'insolvabilité, et le taux d'insolvabilité a augmenté de 13 % en une année seulement, un sommet en 10 ans. Le fardeau fiscal et les règlements imposés par le gouvernement ont fait fuir les investissements, ils ont entraîné des pertes d'emplois et ils ont provoqué une hausse du coût de la vie.

Quand les libéraux feront-ils marche arrière et quand arrêteront-ils de s'en prendre aux entreprises et aux travailleurs canadiens? Quand cesseront-ils d'empêcher la relance de notre économie?

L'hon. Bill Morneau (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, en fait, nous conserverons la même approche: investir dans les Canadiens. Nous savons que les mesures que nous avons prises au cours des quatre dernières années ont eu des effets importants sur la création d'emploi. Il faut également se rendre à l'évidence: l'économie est en transformation, alors nous devons continuer à faire ce genre d'investissements.

La première mesure du gouvernement visera une partie des difficultés auxquelles les Canadiens se heurtent en réduisant les impôts de la classe moyenne et en faisant en sorte que les gens disposent de plus d'argent. J'espère que le député de Carleton votera pour cette mesure parce qu'il reconnaît que les Canadiens ont besoin de plus d'argent et que des baisses d'impôt sont de mise.

[Français]

L'hon. Pierre Poilievre (Carleton, PCC): Monsieur le Président, le ministre s'est autofélicité. Il aurait dû parler directement aux gens qui ont perdu leur emploi. Il y a 71 000 Canadiens qui ont perdu leur emploi. Le taux d'insolvabilité est le plus haut en une décennie. Il y a eu une augmentation de 13 %.

Quand le ministre des Finances va-t-il arrêter de vivre dans un rêve et faire face à la réalité?

L'hon. Bill Morneau (ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, la réalité, c'est que nous devons considérer comment améliorer la situation de notre économie ainsi que celle des Canadiens et des Canadiennes. C'est cela, notre approche.

Nous investissons dans l'avenir et dans les familles. C'est très important de poursuivre notre approche. Nous avons eu des succès dans les dernières années, mais c'est vrai qu'il y a encore des défis à surmonter. C'est pour cela que nous allons considérer comment réduire les impôts pour avantager les familles dans l'avenir.

* * *

• (1155)

[Traduction]

L'ÉTHIQUE

M. Michael Barrett (Leeds-Grenville-Thousand Islands et Rideau Lakes, PCC): Monsieur le Président, le commissaire à l'éthique a jugé le premier ministre coupable d'ingérence politique dans la poursuite criminelle contre ses amis amis de SNC-Lavalin. Le premier ministre a empêché le comité de la justice et le comité de l'éthique d'enquêter sur sa corruption, et voilà qu'il continue de faire obstruction en refusant de coopérer avec la GRC dans le cadre de son enquête.

Le premier ministre fera-t-il ce qui s'impose en mettant fin à cette opération de camouflage?

L'hon. Pablo Rodriguez (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, tout premier ministre a la responsabilité de défendre les emplois au pays tout en respectant la primauté du droit. Nous acceptons les conclusions du rapport du commissaire à l'éthique et nous assumons l'entière responsabilité de nos actions. Nous avons déjà amorcé la mise en œuvre des recommandations de l'ancienne procureure générale Anne McLellan.

Des voix: Oh, oh!

Le Président: Pardon. C'est peut-être l'âge qui me rend dur d'oreille, mais j'ai du mal à entendre le leader du gouvernement à la Chambre. J'aimerais qu'il poursuive son intervention de manière à ce que je puisse l'entendre.

L'hon. Pablo Rodriguez: Monsieur le Président, nous voulons éviter que ce genre de situation se reproduise, quel que soit le gouvernement.

[Français]

M. Jacques Gourde (Lévis—Lotbinière, PCC): Monsieur le Président, je suis de retour devant le gouvernement minoritaire sous haute surveillance.

Il n'y a pas seulement ce côté-ci de la Chambre qui surveille le premier ministre; la GRC aussi.

Le premier ministre empêche la GRC d'obtenir des documents sur l'histoire d'ingérence politique de celui-ci dans l'affaire SNC-Lavalin.

Quand le gouvernement va-t-il enfin collaborer et permettre à la GRC d'avoir accès aux documents?

Les Canadiens veulent savoir la vérité.

L'hon. Pablo Rodriguez (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, effectivement, il y a des choses qui ne changent pas. Mon collègue disait que le gouvernement est sous surveillance. Tous les parlementaires sont sous la surveillance des Canadiens. Les Canadiens nous ont envoyé un message très clair le 21 octobre: ils veulent qu'on collabore, ils veulent qu'on essaie d'avancer ensemble sur des choses communes. À ce sujet, c'est la responsabilité de tout premier ministre de défendre les emplois partout au pays, tout en respectant la primauté du droit. On a accepté le rapport du commissaire à l'éthique et on a pris la responsabilité. On a déjà commencé à mettre en œuvre les recommandations de l'ex-procureure générale Anne McLellan.

* * *

LES ÂÎNÉS

Mme Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, dans le discours du Trône d'hier, le gouvernement réitérait son engagement à augmenter les pensions de vieillesse. C'est une bonne chose, et nous l'avons réclamé tout au long de la dernière campagne électorale. Toutefois, il y a une nuance et je veux donner l'occasion au gouvernement de clarifier les choses tout de suite.

Le gouvernement veut-il augmenter les pensions de vieillesse à partir de 65 ans, ou veut-il créer deux classes d'âinés?

Questions orales

[Traduction]

L'hon. Deb Schulte (ministre des Aînés, Lib.): Monsieur le Président, puisque c'est la première fois que j'ai l'occasion de prendre la parole au cours de la 43^e législature, je souhaite remercier les habitants de King—Vaughan de m'avoir élue de nouveau pour les représenter à la Chambre. Je veux également remercier le premier ministre de m'avoir nommée ministre des Aînés, me permettant ainsi de servir un groupe démographique très important au Canada.

Je tiens à donner à la députée l'assurance que le gouvernement libéral défend les intérêts des aînés depuis le premier jour où il a été élu. Comme les députés ont pu le lire dans notre plateforme, nous déterminerons comment augmenter le montant des prestations de la Sécurité de la vieillesse. Dans notre plateforme, nous nous sommes engagés à augmenter ce montant de 10 % dès l'âge de 75 ans, et nous respecterons cette promesse.

[Français]

Mme Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, le discours du Trône parle de beaucoup d'aînés, mais pas de tous les aînés. L'engagement des libéraux se limite aux aînés de 75 ans et plus, pas tous les aînés. La spirale de la pauvreté n'attend pas 75 ans, elle commence trop souvent dès le début de la retraite.

Le gouvernement s'engage-t-il à hausser les pensions de vieillesse pour tous les aînés dès 65 ans, ou veut-il créer deux classes d'aînés?

[Traduction]

L'hon. Deb Schulte (ministre des Aînés, Lib.): Monsieur le Président, j'ai entendu la question et j'y ai répondu.

Je veux insister sur le travail que nous avons fait pour les aînés. Au début de notre mandat, nous mettions l'accent sur les aînés les plus vulnérables. Nous avons ramené à 65 ans l'âge d'admissibilité aux prestations de la Sécurité de la vieillesse et au Supplément de revenu garanti, ce qui a évité à 100 000 aînés de tomber dans la pauvreté.

Plus récemment, nous avons donné un coup de pouce aux travailleurs âgés à faible revenu en relevant le seuil d'exemption du Supplément de revenu garanti pour le faire passer de 3 500 \$ à 5 000 \$. Nous avons haussé le Supplément de revenu garanti pour les aînés vivant seuls, ce qui a aidé 900 000...

• (1200)

Le Président: Le député de Foothills a la parole.

* * *

LE COMMERCE INTERNATIONAL

M. John Barlow (Foothills, PCC): Monsieur le Président, il n'a pas du tout été question de l'agriculture dans le discours du Trône, mais personne n'est vraiment surpris. C'est à cause du premier ministre que les agriculteurs canadiens ont perdu leur plus important débouché pour le canola.

L'incompétence des libéraux a mis à genoux les familles agricoles du pays et la situation continue de s'aggraver. Trois millions d'acres de canola gisent sous la neige et, à cause de la taxe sur le carbone des libéraux, le coût du séchage du grain ne cesse d'augmenter de façon faramineuse.

Quand le premier ministre prendra-t-il la défense des agriculteurs et fera-t-il face à la Chine pour que le canola canadien puisse de nouveau être écoulé dans ce marché?

L'hon. Marie-Claude Bibeau (ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lib.): Monsieur le Président, tel que promis, nous soutenons les producteurs de bétail et les agriculteurs canadiens. C'est très important. Nous collaborons avec eux au sein d'un comité de travail, ainsi qu'avec les provinces et l'industrie. Nous avons pris différentes mesures pour les soutenir et pour regagner l'accès au marché chinois.

Nous avons entamé des pourparlers par l'entremise de l'OMC et nous discutons des éléments techniques avec les fonctionnaires chinois. Notre ambassadeur en Chine, M. Barton, travaille sans relâche sur le terrain et nous continuons aussi de collaborer avec les industries au Canada.

* * *

L'AGRICULTURE ET L'AGROALIMENTAIRE

Mme Lianne Rood (Lambton—Kent—Middlesex, PCC): Monsieur le Président, les éleveurs de bœufs de l'Ontario souffrent. On les laisse dans l'ignorance au sujet de la situation des usines de transformation de la province, qui ferment les unes après les autres et les plongent dans une crise.

Quelles mesures immédiates le ministre va-t-il prendre pour aider les éleveurs touchés par ces fermetures?

L'hon. Marie-Claude Bibeau (ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lib.): Monsieur le Président, nous comprenons la perte de capacité de transformation que la fermeture de l'usine de Ryding-Regency a entraînée pour le secteur du bœuf et le manque à gagner qui en est résulté pour les agriculteurs. Je peux assurer à la députée que nous travaillons avec l'industrie pour trouver d'autres moyens de l'appuyer. La salubrité des aliments est évidemment une priorité absolue pour le gouvernement et pour l'Agence canadienne d'inspection des aliments. Nous avons différents programmes en cours et nous appuyons l'industrie.

[Français]

M. Richard Lehoux (Beauce, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement libéral a complètement abandonné les agriculteurs.

Partout au pays, ils sont inquiets, et les raisons sont nombreuses: les producteurs de lait, d'œufs et de volaille, qui n'ont toujours pas reçu leur pleine compensation; l'inaction face à la Chine, qui interdit toujours l'importation de canola de l'Ouest; la précarité du transport de combustible, qui a entraîné une pénurie de propane et failli causer une catastrophe en Ontario et au Québec.

Que compte faire ce gouvernement pour enfin se tenir debout pour nos agriculteurs?

L'hon. Marie-Claude Bibeau (ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lib.): Monsieur le Président, le secteur agricole est extrêmement important pour notre gouvernement. Nous travaillons avec tous les secteurs.

Je vais prendre l'exemple de la gestion de l'offre. Je rappelle que nous nous sommes engagés à verser 1,75 milliard de dollars à nos producteurs de lait. Les premiers chèques ont déjà été reçus par nos producteurs. Le processus est en cours. J'invite tous les producteurs qui n'auraient pas encore complété leurs démarches à le faire dans les meilleurs délais pour recevoir leur argent.

Questions orales

Par ailleurs, nous continuons les discussions avec la Chine concernant le canola.

* * *

[Traduction]

LES RESSOURCES NATURELLES

M. Churence Rogers (Bonavista—Burin—Trinity, Lib.): Monsieur le Président, en premier lieu, je tiens à exprimer ma gratitude aux résidants de Bonavista—Burin—Trinity qui m'ont accordé un nouveau mandat pour les représenter au Parlement.

L'industrie extracôtière offre aux Terre-Neuviens et aux Labradoriens de nombreuses possibilités de rester dans leur province et d'y trouver de bons emplois bien rémunérés. Cette industrie permet de bâtir des collectivités et, grâce à elle, notre province est devenue une plaque tournante pour la création de nouvelles technologies et l'innovation.

Compte tenu des récentes nouvelles annonçant une reprise des activités d'exploration, notamment des investissements de plusieurs milliards de dollars, le ministre des Ressources naturelles pourrait-il informer la Chambre de ses priorités en ce qui concerne l'industrie extracôtière de Terre-Neuve-et-Labrador?

• (1205)

L'hon. Seamus O'Regan (ministre des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, l'industrie extracôtière canadienne entraîne des retombées économiques pour les familles et les collectivités d'un bout à l'autre du pays tout en étant gérée de façon durable et responsable. Cette réussite est attribuable à de solides investissements, à la stabilité réglementaire et à de bonnes relations avec les intervenants. Le gouvernement veille à ce que l'industrie extracôtière de Terre-Neuve-et-Labrador demeure un secteur d'investissement intéressant et créateur de bons emplois.

* * *

LES TÉLÉCOMMUNICATIONS

L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, aujourd'hui, les Canadiens paient le même prix pour 5 gigaoctets de données que paient les Américains pour 12 gigaoctets. L'écart est encore plus frappant par rapport à ce que paient les Européens. C'est injuste envers les Canadiens qui peinent à joindre les deux bouts. De plus, cela rend le Canada non concurrentiel.

Durant quatre ans, les libéraux ont toujours fait passer les intérêts des grandes entreprises de télécommunications sans fil en premier, au lieu de réduire les coûts pour les Canadiens en favorisant la conception de licences de spectre novatrices ou d'autres moyens de fournir un accès aux services sans fil à faible coût. Pourquoi?

L'hon. Navdeep Bains (ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, il s'agit d'une question mûrement réfléchie au sujet d'un enjeu dont nous avons parlé pendant la campagne électorale. Nous avons indiqué très clairement que nous allions réduire de 25 % les factures de téléphone cellulaire, en plus des mesures que nous avons prises pour aider les consommateurs. Nous avons présenté une directive de politique qui fait comprendre très clairement au CRTC que l'abordabilité doit être la priorité. Nous avons également traité de questions concernant les consommateurs par rapport aux techniques de vente agressives, ce qui a mené à la création d'un code sur les services sans fil et d'un code sur les services internet.

Nous allons rester fidèles à notre engagement d'utiliser stratégiquement les licences de spectre afin d'aider les consommateurs.

* * *

LA VIE PRIVÉE

M. John Williamson (Nouveau-Brunswick-Sud-Ouest, PCC): Monsieur le Président, les agents américains des douanes et de la protection de la frontière continuent d'ouvrir et de vérifier le courrier à destination de l'île Campobello livré par Postes Canada. Cette île est située en territoire canadien, mais, pour y avoir accès à longueur d'année, il faut faire une heure de route dans le Maine. Cette vérification du courrier par les agents américains porte atteinte à notre droit à la vie privée. Elle va aussi à l'encontre de la souveraineté du Canada. La situation est inacceptable.

Que fait le gouvernement du Canada pour protéger le droit à la vie privée des Canadiens qui habitent sur l'île Campobello?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre des Affaires étrangères, Lib.): Monsieur le Président, le député a porté cette question à mon attention hier. Nous allons examiner la situation et revenir sur le sujet plus tard.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

M. James Bezan (Selkirk—Interlake—Eastman, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement libéral a secrètement sabré le financement des soins de santé destinés aux militaires, les rendant ainsi vulnérables au moment même où ils ont le plus besoin d'aide. En raison des compressions imposées par les libéraux, en Ontario seulement, les hôpitaux font face à un manque à gagner de plus de 10 millions de dollars et pourraient être obligés de refuser des militaires qui souhaitent être soignés.

Le ministre de la Défense nationale doit fournir une réponse simple et franche à nos courageux militaires. Va-t-il rétablir totalement le financement des soins de santé destinés aux militaires partout au pays et annuler ces compressions cruelles, oui ou non?

L'hon. Harjit S. Sajjan (ministre de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à assurer au député et à toute la Chambre que la santé et le bien-être des membres des Forces armées canadiennes représentent une priorité absolue pour le gouvernement.

Tous les militaires qui ont besoin de services médicaux bénéficieront de la priorité absolue et de tout le soutien nécessaire. Nous discutons présentement avec la province pour déterminer la façon dont les frais sont imposés aux militaires. Nous allons collaborer avec la province. Nous allons nous assurer que la priorité absolue est accordée à chacun des militaires qui ont besoin de soins de santé.

* * *

L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE

M. Tim Louis (Kitchener—Conestoga, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais prendre un instant pour remercier les habitants de Kitchener—Conestoga de m'avoir accordé le privilège de les servir ici, à Ottawa.

De nombreux étudiants de Kitchener—Conestoga sont ravis de savoir que les études postsecondaires seront plus abordables. Ils nous ont réélus pour que nous continuions à tout faire afin que davantage de Canadiens puissent poursuivre des études postsecondaires.

La ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes handicapées pourrait-elle expliquer à la Chambre les progrès que nous avons réalisés?

L'hon. Carla Qualtrough (ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes handicapées, Lib.): Monsieur le Président, nous savons que l'éducation est essentielle pour réussir sur le marché du travail. Nous investissons dans les Canadiens afin qu'ils puissent atteindre leur plein potentiel. Nous avons commencé par mieux soutenir les étudiants par l'entremise des bourses canadiennes d'études. Nous avons aussi élargi les critères d'admissibilité aux prêts et bourses d'études. Nous avons instauré une période de grâce de six mois pendant laquelle les intérêts ne courent pas et les étudiants n'ont pas à faire de paiements. Nous avons également abaissé les taux d'intérêt des prêts d'études.

Ce n'est pas tout. Dans notre plateforme, nous nous sommes engagés à bonifier les bourses canadiennes d'études de 1 200 \$ et à faire passer la période de grâce à deux ans. Voilà ce que nous faisons pour que tous les Canadiens aient la chance de réussir dans la vie.

Mme Lindsay Mathyssen (London—Fanshawe, NDP): Monsieur le Président, le gouvernement dit vouloir veiller à ce que tous aient un accès égal à l'enseignement universitaire et collégial, mais ce ne sont que des paroles. Des mesures s'imposent pour faire en sorte que l'accès à l'éducation dépende de la volonté d'apprendre d'une personne, et non pas de ses capacités financières.

Les provinces sont en train d'augmenter les frais de scolarité, alors que le gouvernement fédéral se permet joyeusement de réduire la dette de grandes compagnies à coup de milliards de dollars. Pourquoi le gouvernement continue-t-il d'exploiter les étudiants et d'imposer des intérêts sur ses propres prêts?

• (1210)

L'hon. Carla Qualtrough (ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes handicapées, Lib.): Monsieur le Président, je le redis, nous sommes bien conscients que les prêts étudiants constituent un fardeau pour les étudiants canadiens lorsque ceux-ci intègrent le marché du travail. Nous prenons donc les mesures nécessaires pour atténuer ce fardeau.

C'est pourquoi nous sommes déterminés à porter le délai de grâce à deux ans et à augmenter le montant minimum d'argent qu'un étudiant doit gagner avant de pouvoir commencer à rembourser ses prêts. La somme minimale de 25 000 \$, qui représente elle-même une augmentation mise en place au cours de notre dernier mandat, va ainsi passer à 35 000 \$ cette année.

AFFAIRES COURANTES

[Traduction]

LE DIRECTEUR PARLEMENTAIRE DU BUDGET

Le Président: Conformément à l'article 79.2(2) de la Loi sur le Parlement du Canada, il est de mon devoir de présenter à la

Affaires courantes

Chambre un rapport du directeur parlementaire du budget intitulé « Perspectives économiques et financières — novembre 2019 ».

* * *

PÉTITIONS

LE TRAFIC D'ORGANES HUMAINS

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, je vous félicite d'avoir assumé le rôle du Président et je remercie mes concitoyens de m'avoir élu pour les représenter de nouveau à la Chambre.

La pétition touche au projet de loi C-350 et au projet de loi S-240 de la dernière législature. Les deux projets de loi portaient sur le fléau du prélèvement forcé et du trafic d'organes. La pétition appuie toute mesure législative qui érigerait en infraction criminelle le fait pour un Canadien de se rendre à l'étranger pour recevoir un organe prélevé sans le consentement du donneur et elle traite aussi de l'admissibilité au Canada des étrangers qui ont participé à cet odieux commerce.

Il ne fait aucun doute que les pétitionnaires espèrent que la Chambre se penchera sur cette question au cours de la 43^e législature et que nous parviendrons enfin à faire adopter une loi qui remédiera à cette situation terrible.

LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES

Mme Jenica Atwin (Fredericton, PV): Monsieur le Président, la pétition demande que la Chambre des communes reconnaisse que la violence à l'endroit des femmes demeure un problème criant au Canada qui affecte de façon disproportionnée les femmes autochtones, comme le montre le drame des femmes autochtones assassinées ou portées disparues; que l'atteinte de la parité salariale et la participation des femmes dans des rôles de premier plan doivent être des priorités politiques pour l'ensemble des députés; que le changement de mentalité envers les femmes et les minorités de genre dans la société canadienne nécessite des changements structurels en matière d'éducation et de socialisation.

L'ITINÉRANCE

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NDP): Monsieur le Président, j'en profite moi aussi pour vous féliciter pour votre élection à la présidence et pour remercier les gens de Courtenay—Alberni de m'avoir de nouveau accordé leur confiance.

Je présente une pétition au nom des habitants de Port Alberni, de Courtenay et de l'île de Vancouver. Les pétitionnaires mentionnent qu'il y aurait 235 000 personnes itinérantes au Canada. Ils demandent au gouvernement de mettre en œuvre sa promesse de réduire le nombre d'itinérants.

Selon eux, le plan du gouvernement visant à réduire de 50 % le nombre d'itinérants d'ici 10 ans ne va pas assez loin. Cela voudrait dire qu'il y aurait encore 117 500 itinérants au pays, ce qui est inacceptable. Les pétitionnaires demandent au gouvernement de reconnaître officiellement que le logement est un droit de la personne et de concevoir un plan permettant de prévenir l'itinérance au Canada et d'y mettre fin pour de bon.

• (1215)

LES ANCIENS COMBATTANTS

M. Pat Kelly (Calgary Rocky Ridge, PCC): Monsieur le Président, comme c'est la première fois que je prends la parole à la Chambre, j'en profite moi aussi pour remercier mes concitoyens et tous les bénévoles de ma campagne électorale.

L'Adresse

Je prends la parole pour présenter une pétition qui a été signée par un certain nombre d'habitants de ma circonscription ainsi que de nombreuses régions du Canada. Ils sont préoccupés par l'accès des anciens combattants à des traitements médicaux pour le trouble de stress post-traumatique et par une modification au formulaire médical qui fait en sorte qu'il est désormais plus difficile pour les anciens combattants d'obtenir ce type de traitements. Ils demandent au gouvernement de revenir à l'ancien formulaire ou de modifier le formulaire actuel.

LA PROTECTION DE L'ENFANCE

M. Peter Julian (New Westminster—Burnaby, NPD): Monsieur le Président, en ce premier jour de séance normal au Parlement, j'aimerais remercier les habitants de New Westminster—Burnaby de m'avoir réélu pour les représenter.

Dans cette optique, j'aimerais présenter une pétition comprenant plusieurs dizaines de noms d'habitants et de représentants de villes comme Chilliwack, Surrey, Langley et Abbotsford qui se sont joints à des militants de la Société Elizabeth Fry pour demander au gouvernement de changer la manière dont il finance les services à l'enfance. Comme tout le monde le sait, les services gouvernementaux canadiens ne respectent pas actuellement les normes établies par les Nations unies et ne tiennent pas compte des obstacles dans le système de paiements directs aux familles. Par conséquent, les services financés comme ceux de la Stratégie des partenaires de lutte contre l'itinérance ne sont pas offerts à tous les enfants, notamment lorsque leur situation familiale est irrégulière parce que leurs parents sont sans abri ou en prison.

Ces habitants de ma circonscription se joignent aux milliers de Canadiens partout au pays qui ont déjà demandé au gouvernement respecter les normes afin que tous les enfants du pays puissent profiter du système de financement et de l'aide financière mise à la disposition des familles canadiennes.

LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES

M. Paul Manly (Nanaimo—Ladysmith, PV): Monsieur le Président, aujourd'hui, jour où nous pensons aux femmes qui ont été assassinées dans un acte de misogynie et de terrorisme odieux, j'aimerais présenter une pétition sur la discrimination fondée sur le sexe et la violence faite aux femmes.

Les pétitionnaires demandent à la Chambre des communes de reconnaître que la violence contre les femmes demeure un grave problème au Canada, problème qui, comme en témoigne la crise des femmes et des filles autochtones portées disparues ou assassinées, touche de manière disproportionnée les femmes autochtones. Ils demandent à tous les députés de faire une priorité de l'équité salariale et de la participation égale des femmes dans des postes de direction. Ils demandent enfin à la Chambre de reconnaître que la transformation des attitudes culturelles à l'égard des femmes et des membres des minorités de genre au sein de notre société requiert des changements culturels en matière d'éducation et de socialisation.

DISCOURS DU TRÔNE

[Traduction]

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude de la motion portant qu'une adresse soit présentée à Son Excellence la gouverneure générale en réponse

au discours qu'elle a prononcé à l'ouverture de la session, ainsi que de l'amendement.

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, comme je l'ai dit, il est extrêmement important que, à la Chambre, nous tenions des débats sérieux et approfondis. C'est pourquoi je suis heureux de réagir au discours que le chef de l'opposition a donné en réponse au discours du Trône.

J'ai structuré mon discours pour donner suite aux divers points soulevés par le chef de l'opposition, et, dans la première partie, j'ai souligné quelques oublis de sa part.

Je désire poursuivre en parlant des nombreuses mesures prises par les libéraux en vue d'améliorer l'abordabilité pour les Canadiens et du deuxième point soulevé par le chef de l'opposition, soit l'importance d'assurer la sécurité des Canadiens.

• (1220)

[Français]

Assurer la sécurité des Canadiens est évidemment l'une des priorités de tout gouvernement. C'est ce que nous faisons depuis quatre ans, et c'est ce que nous continuerons de faire.

Le chef de l'opposition a parlé de la Chine. Nous allons effectivement continuer de nous tenir debout pour protéger les intérêts des Canadiens. Assurer le retour des deux Canadiens détenus en Chine figure évidemment en tête de liste. Nous poursuivons nos efforts, diplomatiques entre autres, pour nous assurer de maintenir la pression afin de ramener ces Canadiens en sécurité.

Tout en étant là pour défendre les droits de la personne et pour exprimer nos préoccupations concernant le peuple ouïgour et les gens de Hong Kong — nous espérons voir une résolution de ces différends et une prolongation de deux systèmes dans ce pays —, nous allons aussi être là pour protéger nos fermiers et nos exportateurs, tout comme nos agriculteurs qui produisent du canola, que le député de Regina—Qu'Appelle n'a pas mentionnés.

Évidemment, nous allons continuer de défendre les intérêts de nos exportateurs, en travaillant pour nous assurer de continuer d'avoir accès au marché chinois.

En ce qui concerne la Russie, également mentionnée par le député, nous allons être là pour continuer de défendre l'Ukraine et d'assurer une protection de leur souveraineté. Nous serons aussi présents en Lettonie, pour protéger le flanc Est de l'OTAN.

[Traduction]

Ces dernières années, nous avons augmenté les dépenses de défense. En effet, l'examen de la politique de défense, intitulée « Protection, Sécurité, Engagement », vise à accroître de 70 % les investissements dans les hommes et les femmes des Forces canadiennes, parce que nous savons que le fait d'être fort à l'étranger et de participer à assurer le maintien de la paix et la sécurité dans le monde est une façon d'assurer la sécurité des Canadiens chez eux.

Lorsqu'il est question d'assurer la sécurité des Canadiens dans un monde incertain, il est aussi question de concertation avec notre plus important partenaire commercial, les États-Unis. Il est extrêmement important que nous ayons pu négocier un nouvel ALENA amélioré pour les Canadiens, car cet accord assure aussi leur sécurité.

Lorsque nous parlons d'assurer la sécurité des Canadiens, particulièrement à l'occasion du 30^e anniversaire de la tuerie de l'École polytechnique, nous devons aussi parler de ce que nous faisons ici, au pays, pour assurer la sécurité des Canadiens. Cela signifie mettre en œuvre des mesures de lutte contre la violence fondée sur le sexe, y compris des mesures énergiques dans le contexte de l'Enquête publique nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues ou assassinées, et agir dans le dossier du contrôle des armes à feu. Les Canadiens s'attendent à ce que le contrôle des armes à feu soit resserré et ils ont besoin qu'il le soit. Nous allons interdire le genre d'armes d'assaut qui a été utilisé lors de la tuerie de l'École polytechnique il y a 30 ans. Nous continuerons de renforcer les projets de loi visant le contrôle des armes à feu, notamment en donnant aux villes la possibilité de collaborer avec la province pour interdire et limiter encore plus l'utilisation des armes de poing. Nous savons que la sécurité des Canadiens dans leurs collectivités demeure une priorité pour la population. Voilà pourquoi de ce côté-ci de la Chambre, nous sommes résolument déterminés à agir dans ce dossier.

Le troisième point soulevé par le chef de l'opposition concernait les emplois.

[Français]

Nous reconnaissons à quel point un bon emploi est fondamental sur le plan de la sécurité économique, mais aussi relativement au bien-être des familles et des individus partout au pays. C'est pour cela que nous sommes fiers de dire que les Canadiens ont créé plus de 1 million d'emplois au cours des quatre dernières années. Nous reconnaissons que nous avons encore beaucoup de travail à faire, et nous allons continuer à le faire.

Que ce soit grâce au commerce international ou à nos actions, le Canada est maintenant le seul pays du G7 à avoir un accord de libre-échange avec tous les autres pays du G7. Nous continuons à créer des occasions pour nos exportateurs, pour nos travailleurs et pour nos entrepreneurs de réussir dans ce marché mondial, tout en nous assurant d'avancer en ce qui concerne le commerce intérieur au Canada.

Nous avons pris des mesures concrètes, mais nous allons continuer à travailler avec les provinces et les territoires pour permettre une meilleure harmonisation des règlements et des approches, afin d'assurer une meilleure fluidité des emplois et des biens et services partout au pays. C'est important pour les Canadiens et c'est important pour les travailleurs.

[Traduction]

Parlons de la défense des intérêts des travailleurs canadiens. Lorsque les États-Unis ont imposé des droits de douane punitifs et injustes sur l'acier et l'aluminium canadiens au nom de l'article 232, nous avons réagi en prenant des mesures compensatoires qui ont mené à l'élimination complète des droits de douane sur l'acier et l'aluminium. Voilà ce qu'on appelle défendre les intérêts des travailleurs canadiens.

C'est avec joie que je signale au chef de l'opposition que la défense des intérêts des travailleurs passe par le respect des syndicats et du mouvement syndical. Au cours des dernières années, nous avons été un partenaire solide pour les syndicats et nous le demeurerons. Exemple d'actualité, nous avons cru au processus de négociation collective et la grève du CN s'est conclue rapidement sans que nous ayons eu à prendre les mesures suggérées par les députés d'en face, dont l'adoption d'une loi de retour au travail. Nous com-

L'Adresse

prenons que la collaboration avec les syndicats fait partie intégrante de la solution.

Qui plus est, nous reconnaissons que le marché du travail change et qu'il a constamment besoin de nouvelles compétences. C'est ce qui nous a amenés à créer l'Allocation canadienne pour la formation, qui permettra aux gens de suivre des cours pour actualiser leurs compétences. Qu'ils travaillent dans une PME ou une grande entreprise, ils pourront prendre du temps — pendant lequel ils toucheront une allocation dans le cadre de l'assurance-emploi et des subventions directes — pour se perfectionner et rester concurrentiels dans un monde en constante mutation. Le but est de rassurer les gens qui craignent de ne pas pouvoir faire le même travail jusqu'à la retraite. Nous avons entendu que les gens s'inquiètent de ce qui les attend dans un monde en mutation et ce sont là des mesures concrètes pour les aider alors que de nouveaux types d'emplois seront créés et de nouvelles compétences, fonctions et capacités seront requises pour réussir.

Nous devons, par ailleurs, être conscients que les innovations et avancées technologiques dans le domaine de la protection environnementale nécessiteront l'acquisition de nouvelles compétences. Nous allons donc, en collaboration avec les secteurs des ressources énergétiques, veiller à ce que les gens puissent acquérir ces nouvelles compétences.

Nous savons que les gens veulent une économie à faibles émissions de carbone, et nous devons soutenir les travailleurs du secteur de l'énergie pour qu'ils puissent à leur tour appuyer cette transition vers un avenir meilleur. Nous savons que les solutions que les travailleurs de l'Alberta et de la Saskatchewan ont mises en œuvre au fil des ans pour améliorer l'efficacité énergétique et les technologies et pour bâtir l'avenir que nous connaissons aujourd'hui et celui auquel nous devons aspirer joueront un rôle essentiel. C'est avec plaisir que nous collaborerons avec les travailleurs de partout au pays pour bâtir un avenir meilleur, non seulement pour eux et leur famille, mais aussi pour tous les Canadiens et le monde entier.

Lorsque le chef de l'opposition a malencontreusement parlé des militants écologistes et étrangers, nous avons souligné que le Parti conservateur avait choisi d'adopter une approche qui n'avait pas permis d'acheminer les ressources jusqu'à de nouveaux marchés pendant qu'il était au pouvoir. Il est impossible de construire des pipelines sans s'acquitter de certaines responsabilités environnementales, sans reconnaître la nécessité d'établir les partenariats nécessaires avec les peuples autochtones, et sans tenir compte des inquiétudes tout à fait fondées des collectivités un peu partout au pays quant à la façon de procéder. Voilà pourquoi nous avons instauré les mesures qui nous permettront de réaliser l'expansion du pipeline Trans Mountain. Les travaux vont de l'avant en ce moment même et on embauche des milliers de travailleurs afin de mener cette expansion à bien et d'acheminer les ressources jusqu'aux nouveaux marchés.

Blâmer les militants écologistes pour cette incapacité à construire des pipelines ne sert personne. Les conservateurs nuisent aux provinces de l'Ouest en s'entêtant à tenir de tels propos au lieu de collaborer à la réalisation de projets qui nous permettront d'atteindre des marchés autres que les États-Unis. Nous continuerons de travailler de façon responsable afin que les travailleurs canadiens bénéficient de toutes les occasions nécessaires pour réussir.

L'Adresse

Cela nous amène au quatrième point soulevé par le chef de l'opposition, soit l'incidence des changements climatiques et la protection de l'environnement. En ce moment, partout au pays, on ressent les effets et les coûts des changements climatiques. Pensons aux feux de forêt, aux inondations, aux variations de température ou aux infestations qui ravagent nos forêts. Nous savons que nous allons être confrontés à davantage de phénomènes météorologiques extrêmes. Nous devons à la fois aider les Canadiens et empêcher que les changements climatiques et les phénomènes météorologiques extrêmes ne s'aggravent, et c'est en ayant un plan responsable de lutte contre les changements climatiques que nous y parviendrons.

• (1230)

[Français]

Nous avons ce plan.

Il faut être ambitieux dans la lutte contre les changements climatiques, et c'est exactement ce que 60 % des Canadiens nous ont demandé de faire. De plus, 60 % des Canadiens nous ont demandé d'acheminer nos ressources vers de nouveaux marchés de façon responsable. Nous avons été à l'écoute. Il est important que tout le monde à la Chambre écoute les Canadiens et agisse concrètement pour lutter contre les changements climatiques.

Effectivement, nous avons mis un prix sur la pollution partout au pays, et nous nous sommes assurés que les Canadiens de la classe moyenne en tirent profit et en ressortent gagnants sur les plans de l'abordabilité et du coût de la vie. Nous devons aider les familles à faire la transition vers un monde plus propre et plus vert.

Nous reconnaissons aussi que les solutions basées sur la nature sont essentielles à notre approche pour lutter contre les changements climatiques. C'est pourquoi nous nous sommes engagés à planter 2 milliards d'arbres au cours des 10 prochaines années et à protéger 25 % de nos terres et de nos océans d'ici 2025, puisque la nature a aussi un rôle important à jouer dans la lutte contre les changements climatiques.

Par ailleurs, nous savons que les investissements dans le secteur vert, dans les véhicules à zéro émission et dans les nouvelles technologies sont essentiels. C'est pourquoi nous faisons du Canada un centre mondial en matière d'innovation dans les technologies à zéro émission, notamment en proposant des réductions d'impôt pour les entreprises qui innovent dans ce domaine. Nous sommes donc très contents de pouvoir travailler avec les différents partis de la Chambre sur un plan ambitieux qui va à la fois protéger l'environnement et créer de la croissance économique.

Finalement, le chef de l'opposition a parlé de l'importance de l'unité canadienne. Évidemment, je ne pourrais être plus en accord sur cette préoccupation. C'est pourquoi nous travaillons avec les différents premiers ministres, les différents partis et tous les parlementaires à la Chambre pour répondre aux préoccupations concrètes des gens concernant leur avenir, leur situation économique, leurs enfants et leurs petits-enfants et leur communauté.

Il sera très important de réduire un peu l'intensité du débat politique qui entoure ces questions.

[Traduction]

Certains Canadiens sont en difficulté. D'autres souffrent. Dans diverses régions du pays, nos concitoyens sont préoccupés par leur avenir et celui de leur famille. Nous devons nous employer à dissi-

per ces craintes. Nous devons notamment prendre des mesures comme signaler que, à l'heure actuelle, les travaux de l'oléoduc Trans Mountain ont commencé, ce que bon nombre de personnes dans les provinces des Prairies ignorent encore. Nous devons également prendre des mesures concernant l'acheminement des ressources naturelles vers de nouveaux marchés et parler des investissements que nous faisons.

Par ailleurs, nous devons également souligner que la tarification de la pollution fera en sorte que nombre de familles en Alberta, en Saskatchewan et à l'échelle du Canada seront en meilleure posture qu'avant l'instauration de la tarification de la pollution. La famille moyenne en Saskatchewan, en Alberta, au Manitoba et en Ontario disposera de plusieurs centaines de dollars de plus par année.

Nous savons qu'il y a encore beaucoup à faire pour donner suite aux préoccupations des Canadiens et assurer à ces derniers que le Parlement travaille fort pour eux. Si on craint qu'un gouvernement minoritaire ne soit pas en mesure d'obtenir des résultats concrets pour les Canadiens, on peut se rassurer en jetant un coup d'oeil à l'histoire pour constater ce que des gouvernements minoritaires ont accompli pour les Canadiens. Le système de soins de santé universel, le bilinguisme officiel, le Régime de pensions du Canada, la légalisation du mariage entre conjoints de même sexe sont toutes des réalisations de gouvernements minoritaires. Par conséquent, rien ne justifie que le gouvernement ne soit pas extrêmement ambitieux dans son désir de servir les Canadiens.

[Français]

J'aimerais conclure mon discours là-dessus. Il est important de travailler ensemble et dans le respect. Plusieurs bonnes idées seront proposées par différents partis. Nous pourrions travailler ensemble, comme les Canadiens nous l'ont demandé aux dernières élections, pour bien les servir. C'est exactement ce que nous comptons faire, de ce côté-ci de la Chambre. Je pense que de participer aux débats, d'écouter les discours des députés de l'autre côté et de répondre directement à leurs préoccupations est un pas dans la bonne direction pour faire exactement ce que les Canadiens nous ont demandé.

J'ai bien hâte de travailler avec tous les députés à la Chambre afin d'assurer un meilleur avenir aux Canadiens, qui seront plus prospères, plus en sécurité et, surtout, plus confiants en l'avenir dans ce pays magnifique qu'est le Canada.

• (1235)

[Traduction]

L'hon. Erin O'Toole (Durham, PCC): Monsieur le Président, je remercie le premier ministre de son allocution. Je commencerai par faire une observation, après quoi j'aurai une question très importante à lui poser sur ce qu'il vient de dire.

Le premier ministre semble croire que c'est parce qu'il a décidé de répliquer en imposant lui aussi des droits de douane aux États-Unis que ceux-ci ont retiré les droits qu'ils avaient imposés sur l'acier et l'aluminium. C'est de la fiction. Je me demande toutefois pourquoi, s'il a cru bon d'exercer des représailles contre l'un des partenaires commerciaux et amis du Canada — les États-Unis pour ne pas les nommer — parce qu'ils avaient agi de manière déloyale, il n'a pas répliqué aux mesures prises par la Chine contre le canola, le porc et le bœuf. Non seulement il n'y a pas eu de représailles, mais le gouvernement a même refusé de contester ces pratiques déloyales auprès de l'Organisation mondiale du commerce. Le premier ministre semble plus enclin à durcir le ton avec nos voisins et amis du Sud qu'avec la Chine, qui envoie pourtant des citoyens canadiens en prison.

Dans les faits, les droits de douane sur l'acier et l'aluminium sont tombés lorsque les conservateurs ont décidé de se rendre à Washington pour s'adresser à un comité composé d'une centaine de membres du Congrès. En une seule réunion, nous avons réussi à avoir l'attention d'un plus grand nombre de membres du Congrès sur la position du Canada que la ministre en un an. Nous avons promis l'appui du Parlement canadien à la modernisation de l'ALENA s'ils acceptaient de supprimer les droits de douane. C'est ce qu'ils ont fait, et nous avons adopté le projet de loi que l'on sait à la dernière législature.

L'accord semble changer en ce qui concerne la main-d'œuvre, et nous entendons maintenant parler de changements concernant les produits pharmaceutiques. Si l'Accord Canada—États-Unis—Mexique a fait l'objet de changements substantiels, le premier ministre s'engagera-t-il aujourd'hui à le soumettre de nouveau à la Chambre aux fins d'un débat approfondi? L'entente a changé. Je signale que la situation pourrait elle aussi changer après le voyage du premier ministre à l'OTAN, où on a pris celui-ci à se moquer de la personne avec qui nous négocions.

Le premier ministre reconnaîtra-t-il l'erreur qu'il a commise à Londres et s'engagera-t-il aujourd'hui à présenter de nouveau l'ALENA et toute modification à cet accord au gouvernement minoritaire afin que nous puissions travailler ensemble dans l'intérêt des Canadiens?

Le très hon. Justin Trudeau: Monsieur le Président, il m'apparaît extrêmement important de souligner que les efforts déployés pour protéger les travailleurs du secteur canadien de l'acier et de l'aluminium provenaient, en effet, de tous les coins du pays. Il faut aussi souligner le leadership de gens comme la députée de University—Rosedale, qui a travaillé plus fort que tout le monde pour assurer que les mesures compensatoires que nous avons mises en place en réponse aux droits de douane sur l'acier et l'aluminium aient comme conséquence politique une élimination complète de ces droits de douane, sans conditions supplémentaires et sans sanctions pour les travailleurs canadiens. Le gouvernement est heureux d'avoir réussi à atteindre ces objectifs. Proposer une version révisionniste des faits n'est d'aucune utilité.

Je tiens aussi à rappeler que, contrairement à ce qu'a dit le député d'en face, nous avons bel et bien saisi l'OMC d'une contestation à propos des gestes de la Chine dans le dossier du canola. Nous avons fortement à cœur de défendre les travailleurs du Canada et nous continuerons de le faire. Je tiens aussi à signaler au député que nous avons réussi à faire lever les mesures que la Chine avait prises contre le bœuf et le porc canadiens, car nous savons qu'il est essentiel de défendre les intérêts des exportateurs d'ici. Ce serait vrai-

L'Adresse

ment génial que le député d'en face se renseigne correctement avant de poser une question comme celle-là.

Pour ce qui est de l'ALENA, je suis heureux des progrès importants que nous continuons à faire dans ce dossier. Les modifications que les démocrates réclament en échange de leur appui à l'égard de la ratification sont en fait très proches des positions initiales qu'avait adoptées le Canada dans la renégociation de l'accord. Le député n'est pas sans savoir que le processus de ratification comporte un vote à la Chambre des communes. Nous comptons sur l'appui des conservateurs tandis que nous allons de l'avant pour protéger les droits des travailleurs de partout dans le cadre de notre relation avec les États-Unis, notre plus important partenaire.

[Français]

M. Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, je me permets de mentionner que le député de Joliette aussi est allé à Washington. Il serait un peu candide de penser que ce sont les actions exclusivement individuelles qui peuvent obtenir des résultats. Il y a parfois des gestes qui surpassent les lignes partisanes à l'étranger. C'est malheureusement plus difficile dans le cas de maladroites et dans le cas des droits de la personne.

On en a déjà parlé, chaque fois que le premier ministre mentionne les droits de la personne, le mot « Catalogne » me vient à l'esprit. C'est un pays dont il se vantait, encore au cours des derniers jours, d'être un grand ami. Ce pays a emprisonné des gens, des élus, pour le seul crime d'avoir organisé une consultation populaire, et son président légitimement élu est contraint à l'exil. C'est un enjeu de droits de la personne.

Outre cela, je veux revenir sur le dernier thème abordé par le premier ministre, celui des changements climatiques. Il y a en effet, dans le discours du Trône, un ensemble d'énoncés d'intention qui, de toute évidence, ne peuvent être que passablement bien reçus. Il y a une volonté de poser des gestes qui pourraient avoir comme conséquence de réduire, un tant soit peu, l'empreinte environnementale des terribles émissions de gaz à effet de serre par le Canada. Je suis d'accord, aussi, sur le fait que c'est une préoccupation de tous les Québécois, de tous les Canadiens et j'ajoute aussi des Premières Nations. Le dire, toutefois, ne suffira pas. Il y a dans cela un défi à la science.

Je ne suis pas de ceux qui feront semblant de vouloir faire tomber le gouvernement en votant contre, alors que personne ne veut cela, puisque cela peut être commode pour détourner l'attention de certains enjeux internes de certains partis. Je pense que nous devrions travailler sur la base de ce qu'on a. C'est incontournable.

Dans le discours du Trône, il y a de bonnes mesures. Je me permets de souligner celle qui veut faciliter l'acquisition de véhicules à zéro émission. Là-dessus, on va se rencontrer assez facilement. Il y a des propositions. Au Québec, on retrouve les deux seules usines de fabrication d'autobus entièrement électriques, qui pourraient nous permettre de remplacer les flottes d'autobus scolaires qui s'y prêtent particulièrement bien.

L'Adresse

Malheureusement, l'effet réel de ces mesures est complètement annulé par l'augmentation, qui reste soutenue, des émissions de gaz à effet de serre du Canada, particulièrement générées par ses activités pétrolières, malheureusement. Il y a là un défi à la science. En effet, on veut atteindre zéro émission en 2050 en plantant des arbres. Or on sait très bien — et la science est très claire à cet égard — que l'ensemble des promesses de plantation d'arbres ne fait même pas contrepois à une fraction respectable des émissions de gaz à effet de serre actuelles du Canada, qui semblent vouloir augmenter.

Le premier ministre croit-il que les intentions mentionnées dans le discours du Trône sont de nature à surmonter l'ensemble de la connaissance et de la science, selon lesquelles ce qui se fait présentement dans le modèle pétrolier canadien ne peut pas être annulé par les mesures proposées?

• (1240)

Le très hon. Justin Trudeau: Monsieur le Président, je veux remercier le chef du Bloc québécois de sa question et de son approche fort raisonnable dans sa façon de poser des questions. Il réfléchit à la manière dont nous allons bien servir l'ensemble des Canadiens, ce qui est notre responsabilité.

D'abord, pour ce qui est de la Catalogne, je veux dire que cette question relève des affaires internes de l'Espagne. Nous allons toujours être là pour défendre les droits de la personne partout au monde. Nous espérons qu'une solution pourra être trouvée au moyen du dialogue, tout en respectant les principes de primauté du droit et de la constitution espagnole.

En ce qui a trait au changement climatique, nous sommes d'accord, il faut être très ambitieux pour lutter contre les changements climatiques. Nous devons nous assurer d'amener les Canadiens à faire confiance à leur avenir et à celui de leurs petits-enfants, à l'air qu'ils respirent et au monde dans lequel ils vivent. Ils doivent aussi faire confiance aux emplois que vont avoir leurs petits-enfants et à un avenir meilleur pour les générations futures.

C'est pour cela que, dans de notre plan pancanadien de lutte contre les changements climatiques, nous avons assuré une limite absolue des émissions de gaz à effet de serre des sables bitumineux. Cette limite absolue nous permet d'être convaincus de pouvoir atteindre nos cibles de 2030. D'ailleurs, nous allons dépasser ces cibles, comme nous allons l'indiquer l'an prochain, lorsque nous allons rehausser ces cibles.

Nous allons continuer de travailler ensemble à la Chambre, avec les experts, les peuples autochtones et tous les Canadiens pour assurer un meilleur avenir, où nous lutterons contre les changements climatiques avec des idées créatives venues de tous côtés. Nous voulons assurer une prospérité à tous, partout au pays.

• (1245)

M. Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, le discours du Trône est, par nature, un énoncé de principe. Il contient des idées possiblement, ou peut-être intentionnellement, vagues, floues et aux contours imprécis.

Le discours qu'a fait lire, par la voix de la monarchie britannique, le premier ministre du Canada, hier, n'en est pas moins très révélateur. En effet, un discours très détaillé, précis, émaillé d'engagements clairs, ancrés dans le temps et chiffrés, pourrait camoufler ses intentions réelles.

En revanche, un discours presque trop vague noie mal le poisson de sa propre vacuité.

En clair, il n'y a pas grand-chose là-dedans. Surtout, il n'y a pas grand-chose de clair.

Hier, lors d'une rencontre avec les médias, j'ai abordé des enjeux liés aux aînés, aux producteurs agricoles ainsi qu'aux demandes des provinces et du Québec. Aujourd'hui, je vais commencer par le trou le plus béant de ce discours.

À vrai dire — et je crois me faire la voix de beaucoup de Québécoises et de Québécois, la voix des artistes du Québec — il n'y avait pas un mot sur les arts, la culture et la crise sans précédent que traversent les médias du Québec.

Il n'y a pas si longtemps, seul le Bloc québécois prônait, comme la France d'ailleurs, l'imposition d'une redevance de 3 % sur les revenus des géants d'Internet. Puis, un à la fois, chacun des partis canadiens a adhéré à notre position. Alors qu'il y a quelques mois à peine les libéraux et les conservateurs assimilaient cette redevance à une taxe contre la classe moyenne, les libéraux, et même les conservateurs, ont exprimé une ouverture au sujet de cette redevance.

D'abord, je me permets de souligner que cela, rien que cela, est une preuve de la pertinence du Bloc québécois. Nous avons servi les artistes et les médias du Québec, certes, mais nous sommes heureux d'avoir aussi été utiles aux médias et aux artistes du Canada.

En effet, tout le monde y trouve son compte. Les redevances à imposer aux géants d'Internet, comme les Google, Amazon, Facebook et Apple de ce monde, ne sont pas des taxes. Ce sont des redevances. Une redevance est une somme qu'on doit verser lorsqu'on exploite commercialement un produit qui ne nous appartient pas. Devant la vulnérabilité des créateurs des contenus ainsi commercialisés pour en pirater les revenus publicitaires, il est du devoir de l'État de fixer les termes de ce qui devient une licence.

Le Bloc québécois a toutefois ajouté deux critères à cette démarche. D'abord, il faudrait que toutes les sommes ainsi amassées soient réservées au secteur des arts, du divertissement et des médias. Ensuite, il faudrait que 40 % de ces sommes, comme cela se fait dans le secteur de la musique, soit réservé pour le secteur francophone des médias, du divertissement et de la création artistique.

Ce sont des critères que nous n'abandonnerons pas. L'absence de la culture du discours du Trône est tristement révélatrice, tout comme l'absence de la langue. Le fait que tant de Franco-Canadiens et d'Acadiens se tournent vers le Bloc québécois pour porter leur voix, dans leur langue, au Parlement aurait pourtant dû mettre le gouvernement sur la piste. Ils ont raison de se tourner vers le Bloc. Les francophones d'Amérique sont toutes et tous des sœurs et des frères que nous soutiendrons, quoi que nous réserve l'avenir, y compris la création du pays du Québec.

En ce qui a trait à la culture, beaucoup de gens ont déploré que le député de Laurier—Sainte-Marie ne soit pas appelé à travailler à faire du Canada un territoire un peu, ne serait-ce qu'un peu, plus vert.

• (1250)

Pour ma part, ayant travaillé plus de 20 ans dans le monde des arts, du divertissement et de l'information, je ne le lui reproche pas. Je ne lui reproche pas de n'avoir pu faire figurer « Patrimoine Canada » dans le discours du Trône. Bien sûr, pour nous, il s'agirait davantage de « Patrimoine Québec » que de « Patrimoine Canada ».

Cela dit, j'invite en toute sincérité le député de Laurier—Sainte-Marie à une collaboration afin de bien porter, ensemble au besoin, les enjeux des créateurs, des artisans et des médias québécois. Il me pardonnera toutefois si, au gré des échanges, je lui rappelle l'époque où il escaladait des tours pour sensibiliser les gens aux menaces qui pèsent sur l'environnement.

Il y a un autre volet de ce discours qui mérite que l'on s'y attarde. On aura certainement remarqué que le texte fait référence aux régions du Canada. La référence n'est pas tant aux provinces, aux territoires ou au Québec, mais bien aux régions.

Mettons une première chose au clair: le Québec n'est pas une région du Canada. Le Québec est le territoire que la nation québécoise partage avec plusieurs Premières Nations. En fait, le Canada actuel est composé de provinces, de territoires et du Québec.

Les régions que le discours du Trône semble créer, ce sont d'abord des provinces, des territoires et le Québec. Chacun est bien réel et doté d'un Parlement et d'un gouvernement. C'est justement dans les compétences de ces provinces, de ces territoires et du Québec que ce discours, comme tous ceux que signe le Parti libéral du Canada, tend à s'ingérer.

Le Canada n'engage pas de médecins, d'infirmières ni de préposés aux bénéficiaires. C'est le Québec qui engage des médecins, des infirmières et des préposés aux bénéficiaires. Toutes les provinces et le Québec ont demandé lundi une hausse des transferts en santé de 5,2 %. Dans le discours, on constate bien cette tendance que le Parti libéral partage avec le NPD de vouloir soutirer des compétences aux provinces d'un Canada centralisateur. Ottawa est resté sourd à la demande unanime du Conseil de la fédération. Le Bloc fera obstacle à cette tendance et protégera les compétences du Québec. Si cela fait aussi l'affaire des provinces, tant mieux.

De même, les provinces et le Québec ont demandé d'une seule voix que les évaluations environnementales des provinces et du Québec aient préséance sur celles du fédéral. C'est intéressant, car le Bloc québécois avait justement déposé à la toute fin de la dernière législature un projet de loi qui demandait précisément cela. Or, sans surprise, ce projet de loi a été rejeté. Cette session-ci, il est clair que nous allons déposer un autre projet de loi, comme nous nous y sommes engagés. Ce faisant, le Bloc québécois porte non seulement ici la volonté de l'Assemblée nationale du Québec, mais aussi celle des provinces. Pourtant, dans ce dossier également, Ottawa demeure sourd à la demande unanime du Conseil de la fédération.

Il faut mettre une autre chose au clair: le Bloc québécois a reçu un singulier mandat.

Beaucoup de Québécois ne se reconnaissent dans aucun parti politique fédéraliste. Ils ne sont pas tous souverainistes, mais ils sont nationalistes. Ils laissent derrière nous des années où l'on a voulu les culpabiliser pour leur langue, leurs valeurs et, de façon générale, leurs différences. On a voulu minimiser, voire noyer dans un multiculturalisme tout canadien, une nation fière et légitime. Beaucoup de ces gens ont voté pour nous et nous l'ont exprimé sans équi-

L'Adresse

voque, parce que tel est le besoin urgent de la nation québécoise, parce que telle est l'actuelle configuration de l'Assemblée nationale du Québec, et parce que le Québec a besoin d'une voix qui lui soit réservée, d'une voix qui lui soit propre.

Le Bloc québécois a accepté ce mandat. Nous n'empêcherons pas le Parlement de fonctionner pour prouver qu'il ne fonctionne pas. Nous ne tenterons pas de rendre encore plus dysfonctionnel un Canada qui l'est déjà pour prouver qu'il l'est. Le Canada fonctionnerait-il parfaitement que, malgré tout, une nation serait quand même et toujours mieux représentée et servie si elle s'appropriait tous les attributs de sa souveraineté.

• (1255)

Alors, que ce soit bien clair: telle n'est pas la nature de notre mandat pour la présente législature, mais les Québécois savent que le Bloc québécois est un parti indépendantiste. Cela fait du bien de le dire en plus.

Je vais me permettre de revenir sur trois thèmes encore. Le gouvernement compte améliorer le sort des aînés; nous aussi. Nous l'avons indiqué lors de la campagne électorale. Nous avons proposé que les sommes versées aux aînés soient haussées de 110 \$ par mois. Nous croyons non seulement qu'il s'agit d'une correction nécessaire du pouvoir d'achat des bâtisseurs de la société prospère dans laquelle nous vivons, mais nous croyons aussi qu'il s'agit d'un impératif pour soutenir l'économie et la démographie des régions du Québec.

À la différence du discours du Trône, cette position est claire, ainsi que plusieurs autres positions que nous avons formulées au profit des aînés et retraités. Nous continuerons à le répéter et à l'expliquer de telle sorte que si le gouvernement ne satisfait pas cette demande légitime pour nos aînés, ce sont eux qui en prendront note et jugeront de nouveau et bientôt ce gouvernement.

La gestion de l'offre est un autre dossier qui a progressé. Le Bloc québécois ne s'en attribue pas le mérite exclusif bien sûr, mais dans ce cas-ci comme dans celui des géants du Web, sans le Bloc, il est clair que les choses n'auraient pas ainsi progressé. Cependant, ce n'est pas complet.

Le versement des compensations pour une première année est une décision correcte. Les producteurs demandent une confirmation que les conditions seront les mêmes pour toutes les huit années du versement étalé. Les producteurs veulent savoir ce que seront les compensations dans la foulée du traité de libre-échange négocié un genou au sol par ce gouvernement avec les États-Unis et le Mexique. Les transformateurs veulent aussi savoir ce qui sera fait pour eux.

Le Bloc québécois s'est aussi fait porteur d'une démarche chère aux producteurs sous gestion de l'offre. Nous voulons qu'une loi soit déposée pour que plus jamais la gestion de l'offre ne soit jetée comme monnaie d'échange pour soutenir, comme cette fois-ci, l'industrie automobile de l'Ontario et l'économie canadienne au détriment de l'économie québécoise. Nous déposerons cette loi.

Parlons maintenant du pétrole. Le mot « pétrole » ne figure pas dans le discours du Trône.

[Traduction]

Aux anglophones qui se posent la question: « I will be talking about oil. »

L'Adresse

[Français]

La science est bien têtue. L'activité humaine provoque des émissions de gaz à effet de serre encore en croissance. Le climat se réchauffe. Les coûts économiques et humains sont exorbitants. Cela ne fait que commencer.

Le Canada est un des pires joueurs au monde à cet égard. Il n'existe aucune mesure de lutte contre les changements climatiques qui fera le poids face à la volonté du Canada d'augmenter la production, l'exportation et la consommation de pétrole et de gaz à des fins purement commerciales.

La science est bien têtue. Nous ne sommes pas insensibles au sort des gens de l'Ouest canadien. Nous croyons, comme citoyens du monde, qu'il faut un plan, non pas pour réduire, mitiger ou compenser les émissions de gaz à effet de serre, mais un plan pour sortir de ce modèle économique. Il faudra le faire prudemment, progressivement, intelligemment et sans pousser quiconque vers la pauvreté, mais il faut sortir de l'économie du carbone au cours des prochaines décennies.

Nous appuierons toutes les initiatives qui permettront aux économies qui en dépendent de faire la transition vers un modèle économique compatible avec les enjeux environnementaux de la planète.

Je veux bien gérer les messages impolis ou outrés que je reçois de certaines régions canadiennes. L'exemple vient de haut, mais je profite de cette enceinte pour m'adresser aux gens de l'Ouest canadien.

[Traduction]

Je tiens à dire aux gens de l'Alberta et de la Saskatchewan en particulier que le Bloc québécois, tout comme l'ensemble du Québec d'ailleurs, est prêt à collaborer pour que s'opère une transition nécessaire vers une économie qui, en temps et lieu, ne dépendra plus du carbone, du pétrole ou du gaz.

● (1300)

Nous sommes prêts à investir dans une telle transition avec compassion, la main tendue et l'esprit ouvert. Toutefois, nous ne voulons pas contribuer davantage à l'impact climatique qu'entraîne un modèle économique dépassé.

[Français]

Le discours du Trône qu'on nous a lu est davantage marqué par ce qu'on n'y retrouve pas que par ce qui s'y trouve. On n'y parle ni de culture, ni de langue, ni de média. On n'y parle pas de lutte contre les paradis fiscaux ni d'une solution au drame lancinant des familles d'employés de l'État canadien qui attendent une paie nette qui soit juste, Phénix demeurant — au contraire de ce que suggère son nom — un échec qui se roule dans ses propres cendres.

On y parle bien sûr de droits de la personne, mais sans un mot sur la répression de la démocratie catalane. Je me permets de mentionner rapidement que, par nature, le droit à l'autodétermination ne peut pas être assujéti à une constitution rédigée par la majorité ou le conquérant pour justement abolir ce même droit. Cela est totalement incohérent. Même le Canada n'a pas fait cela.

Par contre, le premier ministre du Canada se vante de son amitié avec M. Sanchez et exalte les vertus du régime espagnol, vertus dont je me permets de douter. C'est gênant. Le premier ministre devrait au contraire s'assurer que le président catalan en exil, M. Carles Puigdemont, peut venir librement au Canada et au Qué-

bec rencontrer les citoyens, les institutions et les médias. Pour lui avoir parlé lors de conversations inspirantes, j'assure à la Chambre que l'on ne peut trouver homme plus pacifique, bienveillant et amoureux des arts, de la culture et de la diversité.

Enfin, on ne retrouve pas dans le discours du Trône le mot « pétrole », alors que le débat sur ce sujet divise profondément le territoire canadien, opposant ceux qui ne voient pas d'autre solution que le pétrole à ceux qui soulignent l'urgence de s'en affranchir. Bien sûr, la seule avenue est celle de la collaboration et des alternatives technologiques.

Je comprends que le premier ministre ait voulu plaire à un peu tout le monde. Son gouvernement étant minoritaire, je comprends qu'il l'ait fait davantage avec des intentions floues et des silences persistants.

En revanche, nous, au Bloc, avons un programme tellement clair que l'on nous a souvent demandé pourquoi nous avons été si précis alors que nous n'aspirions évidemment pas à former un gouvernement. C'est parce que les Québécois, les Canadiens et les élus de la Chambre savent ce que nous portons comme valeurs et comme idées. Il n'y aura pas de surprise. Voici qui nous sommes. Voici ce pour quoi 32 circonscriptions du Québec nous ont mandatés pour faire progresser ces idées.

Nous croyons en une conversation saine et courtoise. Nous offrons donc dès aujourd'hui la même collaboration bienveillante que celle qui marquera notre relation le jour où elle aura été profondément transformée, la même collaboration que celle qui marquera notre relation lorsque nous serons deux nations égales, amies et souveraines.

En conséquence, je propose:

Que l'amendement déposé par le Parti conservateur soit modifié par substitution, aux mots suivant les mots « unité nationale qui requiert », de ce qui suit:

« le respect des compétences provinciales notamment en n'autorisant aucun projet qui ne respecte pas les lois des provinces et du Québec relatives à la protection de l'environnement à l'aménagement du territoire;

d) le sous-financement du système de santé qui requiert une augmentation des transferts;

e) une crise sans précédent des médias et des créateurs qui doivent être soutenus grâce à l'imposition de redevances aux géants du web;

f) des brèches dans le système de la gestion de l'offre qui doit être protégé par voie législative ».

Le Président: Après le dernier discours, les questions étaient un peu longues. Cela pose problème, puisque j'aimerais que tous les partis aient la chance de poser une question. Je demande donc aux députés de poser des questions plus courtes. Idéalement, les députés ont la parole pendant une minute et demie. J'espère que je ne serai pas obligé de leur couper la parole au milieu de la question.

● (1305)

Mme Emmanuela Lambropoulos (Saint-Laurent, Lib.): Monsieur le Président, comme c'est la première fois que je prends la parole à la Chambre lors de la 43^e législature, j'aimerais remercier mes concitoyens laurentiens et laurentiennes de m'avoir offert leur confiance pour les représenter à la Chambre pour un deuxième mandat.

[Traduction]

Je remercie les habitants de la circonscription Saint-Laurent, tous les bénévoles qui ont contribué à ma campagne et tous les donateurs qui ont rendu ma présence ici possible.

[Français]

Le Canada et le Québec savent tous les deux qu'il est très important de lutter contre les changements climatiques. Les Québécois le savent mieux que tous. Cet enjeu est la priorité du gouvernement.

J'aimerais demander au chef du Bloc québécois et à son parti si nous pourrions compter sur leur soutien lorsque nous mettrons en place des politiques environnementales.

M. Yves-François Blanchet: Monsieur le Président, cela me fait plus que plaisir de répondre oui.

J'irais même plus loin. Lorsque les mesures proposées auront potentiellement un effet réel sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre afin de contrer les changements climatiques, nous serons là. Nous en avons nous-mêmes proposé plusieurs, notamment une loi audacieuse qui obligerait le Canada à respecter ses propres cibles qui sont pour l'instant l'équivalent d'un slogan.

Nous irons plus loin. Nous dirons aussi au Canada de ne pas être incohérent, c'est-à-dire d'être un État pétrolier qui émet beaucoup plus que sa part de gaz à effet de serre tout en essayant de cacher cela derrière un paravent de mesures de lutte contre les changements climatiques. Si cela ne les dérange pas, nous garderons le paravent et nous sortirons progressivement et intelligemment du pétrole.

L'hon. Pierre Poilievre (Carleton, PCC): Monsieur le Président, on m'a dit que le Bloc québécois était un parti souverainiste. C'est pourquoi, pendant 15 longues années, j'étais tellement étonné d'entendre les revendications du Bloc québécois ici. Il revendique des programmes fédéraux pour venir en aide aux médias, des programmes fédéraux en matière de culture et des programmes fédéraux de péréquation plus généreux. Maintenant, il demande aussi de plus grands programmes environnementaux, qui sont encore des programmes fédéraux. Ce sont des programmes qui donnent le pouvoir au fédéral de s'ingérer dans les décisions environnementales des provinces, même à l'extérieur du Québec.

Alors, je trouve cela très intéressant qu'on appelle ce parti le Bloc québécois. On devrait l'appeler le « Bloc centralisateur », puisque ce parti propose constamment, jour après jour, un gouvernement fédéral de plus en plus grand et de plus en plus coûteux.

Alors, est-ce que le chef du Bloc québécois va accepter le nouveau titre que je lui offre: le chef du « Bloc centralisateur »?

• (1310)

M. Yves-François Blanchet: Monsieur le Président, j'accepterais avec plaisir si le Parti conservateur acceptait qu'on parle désormais des deux partis conservateurs, des nombreux partis conservateurs et des morceaux de partis conservateurs. Cependant, comme je viens de l'expliquer, le Bloc québécois est un parti indépendantiste. Si nous sommes si tannants que cela, qu'on arrête de mentir à tout le monde et qu'on nous laisse partir. C'est fort simple.

Il y a évidemment une espèce de propagande, puisque la politique est faite ainsi, mais si nous sommes à ce point un lourd et désagréable fardeau qui a la mauvaise habitude de parler français et cette autre mauvaise habitude de ne pas vouloir que les travailleurs de l'État en position d'autorité portent des signes religieux, on peut s'entendre autrement. Le Canada peut s'asseoir d'un côté de la table, le Québec de l'autre, et en tant que deux nations souveraines, nous pourrions arriver à une entente probablement plus fructueuse que la situation actuelle.

L'Adresse

Cependant, dans l'intervalle, j'ai fait une vérification sur mon dernier talon de paie, et j'ai constaté que je payais toujours des impôts au Canada. Alors, tant que le Québec va payer des impôts au Canada, le Québec va revendiquer, exiger et occuper de plus en plus de sièges de ce côté-ci, et si cela ne dérange personne, peut-être un peu plus de l'autre côté aussi.

M. Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD): Monsieur le Président, je félicite le député de Beloeil—Chambly pour son élection, pour ses premières questions aujourd'hui, mais également pour son discours.

Pendant toute la campagne électorale, le Bloc québécois s'est présenté comme le meilleur défenseur des intérêts du Québec. Il en a fait un peu sa marque de commerce. Parfois, cela frôlait même le monopole de la défense des intérêts du Québec.

Hier, lorsque le gouvernement libéral a présenté le discours du Trône, le chef du Bloc québécois s'est précipité au microphone pour dire qu'il allait appuyer le discours du Trône du Parti libéral du Canada. Alors, il y a un mystère. Je me suis dit qu'il devait y avoir des gains extraordinaires pour le Québec. Il devait bien y avoir quelque chose là-dedans qui répondait aux intérêts des Québécois et que nous n'avions pas vu.

L'indemnisation des producteurs assujettis à la gestion de l'offre, cela avait déjà été annoncé auparavant. Quant au fait qu'on n'avait supposé pas parlé de pétrole dans le discours du Trône, je dirai simplement que la traduction libérale de « diversifier les marchés d'exportation des ressources naturelles », c'est l'oléoduc Trans Mountain.

Toutefois, dans le discours du Trône, on n'a mentionné aucune augmentation de l'ambition du Canada concernant ses cibles de réduction des gaz à effet de serre d'ici 2030, il n'y avait rien pour le secteur de l'aérospatiale ni pour le chantier Davie, il n'y avait aucune réforme de l'assurance-emploi ni aucun détail sur la taxation des géants du Web, on ne parlait pas de la crise des médias locaux et régionaux, on ne s'attaquait pas aux paradis fiscaux et on ne répondait à aucune demande du gouvernement du Québec.

Ma question est donc fort simple: comment le chef du Bloc québécois peut-il voter en faveur d'un discours du Trône qui ne contient aucune fois le mot « Québec »?

M. Yves-François Blanchet: Monsieur le Président, à la limite, je dirais presque que c'est pour rendre service au NPD. Cependant, je remercie le député de Rosemont—La Petite-Patrie d'avoir répété l'essentiel de mon discours. À une époque pas si lointaine, le NPD est passé bien près d'un monopole des intérêts du Québec. Il en reste assez peu de choses.

Il serait intellectuellement malhonnête de prétendre que tout le monde qui n'est pas de l'autre côté a envie de retourner en élection demain matin. Cela ne servirait personne de ne pas remplir le mandat que les Canadiens et les Canadiennes et les Québécoises et les Québécois nous ont donné. Cela veut dire qu'il faut essayer de travailler ensemble.

Bien entendu, dans un certain nombre de cas, ce sera difficile. Je ne suis pas convaincu que nous serons d'accord avec les conservateurs demain matin, mais il reste que nous avons une obligation. Je dirais même que, sur certains éléments, nous ne sommes pas si loin du NPD, mis à part les tendances centralisatrices. Nous sommes capables de travailler avec tout le monde.

L'Adresse

Je vois aussi beaucoup de points de convergence avec le programme du Parti vert. Nous sommes capables de travailler ensemble, et c'est ce que les Québécois et les Québécoises nous ont demandé de faire, sans jamais renoncer aux demandes du Québec. Je ne sais pas où était le député, mais j'ai parlé de ces demandes dans toutes mes interventions. Nous allons continuer à porter les demandes et les consensus de l'Assemblée nationale du Québec pour qu'ils soient entendus au Parlement fédéral, car jusqu'à avis contraire, certains domaines qui touchent le Québec relèvent de la compétence fédérale.

• (1315)

M. Steven MacKinnon (Gatineau, Lib.): Monsieur le Président, au nom du parti gouvernemental, je souhaite la bienvenue la plus cordiale à nos collègues de l'ensemble du Bloc québécois et, bien sûr, à leur chef. Nous remercions d'ailleurs celui-ci de son appui au programme du gouvernement et de son vote en faveur du discours du Trône. Nous lui sommes reconnaissants de tendre la main au gouvernement et au Parti libéral dans un esprit de collaboration.

Aujourd'hui n'est pas la journée pour s'adonner à la partisanerie, il y en aura bien d'autres. Nous lui souhaitons simplement la bienvenue et nous tenons également à lui dire que, le soir des élections, il s'est avéré que le Québec, c'était nous.

M. Yves-François Blanchet: Monsieur le Président, l'esprit dans lequel nous comptons travailler est celui-ci: prêcher par l'exemple, même si j'ai eu des petits écarts, mais aussi démontrer que la collaboration peut se faire au Parlement tel qu'il existe présentement. Cependant, la collaboration pourra se faire avec le même ton le jour où nous aurons convenu de nous asseoir chacun d'un côté d'une table pour parler de nos besoins, de nos espoirs et de nos revendications et pour définir, en amis, ce qui se définit mal lorsque nous sommes obligés de dormir dans la même chambre et qu'il y en a un qui ronfle.

Nous allons un jour avoir une autre entente et nous serons encore d'extraordinaires partenaires et d'extraordinaires collaborateurs.

[Traduction]

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD): Monsieur le Président, le premier ministre et le gouvernement libéral ont parlé d'un certain nombre de dossiers importants dans le discours du Trône, mais ils n'ont fait que les effleurer. Ils ont parlé de la crise climatique, mais ils n'ont pas inclus de nouvelles cibles. Ils n'ont pas pris de nouveaux engagements afin de s'attaquer résolument à la crise qui nous frappe.

[Français]

Ils ont dit que c'était une crise, mais ils n'ont pas proposé de mesures audacieuses pour l'affronter.

[Traduction]

Dans le discours du Trône, les libéraux n'ont pas mentionné ce qu'ils avaient promis de faire par le passé, c'est-à-dire éliminer complètement les subventions aux combustibles fossiles. Il n'y a aucun plan pour remplir l'engagement qu'ils avaient pourtant pris. Les libéraux ont parlé de la crise climatique, mais ils n'ont proposé aucune vision pour que des mesures concrètes soient prises contre ce problème.

Pour lutter contre la crise climatique, il faut des mesures qui traduisent un désir de gagner ce combat. Le gouvernement n'a pas tenu ses engagements envers les jeunes que nous avons rencontrés et

qui ont mené le combat dans les rues, d'un bout à l'autre du pays, ni envers les milliers de personnes qui ont manifesté afin de réclamer les mesures nécessaires pour lutter contre les changements climatiques.

Les libéraux ont parlé de santé. Ils ont parlé de l'assurance-médicaments, un sujet très important, mais qu'ils ont seulement effleuré. D'ailleurs, selon la formulation du discours du Trône, le gouvernement a parlé d'un régime d'assurance-médicaments national, ce qui représente un recul par rapport à ce qu'il avait proposé pendant la campagne, soit un régime universel d'assurance-médicaments. À vrai dire, je ne m'attends pas à ce que le discours du Trône comprenne un plan en 15 points, mais je m'attends à ce que le gouvernement accepte au moins le rapport de l'étude qu'il a lui-même commandée. Selon le rapport, rédigé par le Dr Hoskins, la façon d'aider tous les Canadiens consisterait à mettre en place un régime d'assurance-médicaments universel à payeur unique. Autrement dit, peu importe la région du pays où on habite, il ne devrait pas y avoir d'obstacle pour ceux qui ont besoin de médicaments.

• (1320)

[Français]

Les gens ont besoin de médicaments dans notre pays. Il faut avoir un système où tout le monde peut avoir accès aux médicaments.

[Traduction]

Voici ce que nous proposons. Nous croyons que les gens ayant besoin de médicaments, peu importe où ils vivent au pays, devraient pouvoir utiliser leur carte d'assurance-maladie, et non une carte de crédit, pour les obtenir. Il s'agit d'un objectif réalisable. En effet, le Canada est le seul pays au monde doté d'un système de santé universel qui ne donne pas accès aux médicaments.

Nous savons que, en prenant cette mesure, nous pouvons répondre à certaines des préoccupations des premiers ministres. Si nous instaurons un régime universel d'assurance-médicaments, tous les citoyens pourraient obtenir les médicaments dont ils ont besoin, et cela permettrait d'économiser de l'argent aux gouvernements fédéral et provinciaux. Cela aiderait aussi les entreprises à économiser de l'argent. Une telle initiative rendrait le Canada plus concurrentiel et aiderait des millions de Canadiens, y compris ceux dont la couverture n'est pas vraiment efficace à cause du montant trop élevé de la franchise. En outre, un régime universel d'assurance-médicaments améliorerait considérablement la vie des millions de Canadiens qui ne sont pas du tout assurés.

Pendant la campagne électorale, j'ai rencontré beaucoup de gens qui m'ont parlé de ces questions. Certains m'ont dit qu'ils dépensent des milliers de dollars en médicaments par mois, ce qui représente des dizaines de milliers de dollars par année. D'autres m'ont confié qu'ils n'ont pas les moyens de payer leurs médicaments. Ils en sont réduits à risquer leur vie au quotidien parce qu'ils ne peuvent pas acheter les médicaments pour le cœur dont ils ont besoin. Nous savons ce qui se passe lorsqu'une maladie n'est pas traitée: les gens deviennent de plus en plus malades et doivent être hospitalisés, ce qui accentue la pression sur le système de santé. Nous pourrions éviter toutes ces complications avec un système de santé universel qui inclut une assurance-médicaments.

Le gouvernement libéral a parlé de l'endettement des étudiants. C'est un enjeu de taille, mais les libéraux se sont contentés de l'effleurer. Le gouvernement retire un profit des dettes d'études. C'est une question de choix. Le gouvernement libéral a choisi, l'an dernier, de rayer des milliards de dollars — la coquette somme de 7 milliards de dollars — de la dette des entreprises. Il y a renoncé entièrement. Toutefois, pour ce qui est des étudiants, les libéraux ont engrangé 3 milliards de dollars en intérêts en quatre ans. Au lieu de se contenter de parler du dossier, les libéraux auraient tout simplement pu annoncer qu'ils allaient faire ce qui est juste en renonçant à l'intérêt sur les prêts étudiants.

[Français]

Le temps des belles paroles est terminé. Maintenant, nous avons besoin d'actions concrètes.

Je suis d'accord pour dire que le gouvernement aborde des enjeux importants, mais ce n'est pas suffisant. Nous avons besoin d'actions concrètes maintenant afin d'aider les gens à faire face à la crise climatique et d'aider les étudiants à rembourser leurs dettes.

[Traduction]

Le gouvernement libéral a abordé le sujet des services d'accès Internet et de téléphonie cellulaire et a dit qu'il prendrait des mesures pour les rendre plus abordables, ce que j'appuie. Il a l'intention d'en discuter avec les entreprises de téléphonie cellulaire. Cependant, ce n'est pas en discutant qu'il va réduire le coût des services de téléphonie cellulaire.

Je tiens à préciser qu'au Canada, les factures de téléphonie cellulaire et d'accès Internet sont parmi les plus élevées du monde et que ce n'est pas une coïncidence. Ce sont les gouvernements qui ont permis aux entreprises de télécommunications de fixer des prix aussi élevés. Les néo-démocrates ont proposé une solution très évidente qui s'inscrirait tout à fait dans le mandat du gouvernement fédéral, mais elle ne faisait pas partie du discours du Trône. Nous avons le pouvoir de la mettre en œuvre. En fait, d'autres pays ont adopté cette solution, qui consiste à plafonner les prix, et ils ont obtenu d'excellents résultats. Nous devrions plafonner les prix comme les États-Unis et l'Australie l'ont fait, ce qui aura comme effet de réduire le coût des services de téléphonie cellulaire.

Pour illustrer l'importance d'une telle mesure, rappelons qu'en cette ère moderne, les services d'accès à Internet et de téléphonie cellulaire ne sont pas un luxe, mais une nécessité. Les gens ont besoin de ces technologies pour travailler, pour étudier et pour obtenir divers services pour leur famille. Or, le coût élevé de ces services a un effet prohibitif au quotidien. Il nuit aux familles qui en ont besoin pour travailler, étudier et obtenir des services. Le gouvernement a maintenant l'occasion et le pouvoir de prendre des mesures pour corriger la situation.

Dans le discours du Trône, je ne m'attendais pas à un plan en 20 points, mais je m'attendais néanmoins à ce que le gouvernement reconnaisse la nécessité d'intervenir à cet égard. Les Canadiens paient les tarifs les plus élevés au monde et aucune excuse ne peut justifier cette situation. Le Canada est un vaste pays, mais c'est aussi le cas de l'Australie. Nous avons des collectivités éloignées, mais c'est également le cas de la Finlande. Dans ces deux pays, les services d'accès à Internet et de téléphonie cellulaire sont nettement moins chers qu'ici parce que le gouvernement a fait ce qu'il devait faire. Lorsqu'une industrie profite indûment des consommateurs, le gouvernement doit intervenir.

L'Adresse

Or, les Canadiens constatent que les libéraux défendent les industries puissantes qui engrangent de gros profits plutôt que d'aider les gens, notamment les familles, qui ont besoin d'un coup de main. Voilà qui montre que les priorités des libéraux ne sont pas les bonnes.

Il y a certains sujets que le gouvernement ne s'est pas contenté d'effleurer. En effet, il a donné quelques détails sur la justice pour les peuples autochtones. Je reconnais que le gouvernement a parlé de la Commission de vérité et réconciliation, qui est extrêmement importante, et nous devons mettre en œuvre les recommandations qu'elle a formulées. Les néo-démocrates s'y engagent et nous allons veiller à ce que le gouvernement le fasse véritablement.

Le gouvernement libéral, depuis trop longtemps déjà, excelle dans les annonces et les promesses, mais il n'est pas très doué pour y donner suite. Nous savons qu'il faut des mesures concrètes.

Il a également été très encourageant d'entendre le gouvernement mentionner non seulement les appels à l'action, mais aussi les recommandations formulées dans le cadre de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues ou assassinées. Celles-ci sont incroyablement importantes et permettraient de sauver des vies. Il est essentiel non seulement de parler de ces importantes recommandations, mais aussi d'y donner suite.

Ce que je n'arrive pas à comprendre, c'est que le gouvernement parle de l'importance de donner suite à ces recommandations essentielles et à ces appels à l'action, mais il continue de traîner les enfants autochtones devant les tribunaux. Il continue de retarder le versement des fonds, un acte que le Tribunal canadien des droits de la personne a qualifié non seulement de discriminatoire, mais aussi de délibéré et d'inconsidéré.

• (1325)

[Français]

Le Tribunal canadien des droits de la personne a déclaré que le gouvernement actuel faisait preuve de discrimination délibérée et insouciance à l'égard des enfants autochtones. Donc, il faut tout de suite arrêter de poursuivre les enfants autochtones.

[Traduction]

Je n'arrive pas à comprendre comment un gouvernement peut, d'un côté, parler de l'importance de la réconciliation, de la justice et de l'équité, tandis que, de l'autre, il fait fi d'une décision du Tribunal des droits de la personne, il retarde le financement visant à mettre un terme à la discrimination et il continue de traîner les enfants autochtones devant les tribunaux. Ces deux façons de faire sont incompatibles. Cela n'a pas de sens. Voilà pourquoi je continuerai d'exhorter le gouvernement libéral à cesser de traîner ces enfants devant les tribunaux, à payer les frais nécessaires pour que justice soit rendue, à mettre fin au traitement injuste des enfants qui ont été victimes de discrimination et à s'assurer qu'une telle injustice ne se reproduise plus.

Les conséquences de la discrimination ne sont pas théoriques. Il ne s'agit pas simplement d'un financement discriminatoire. Des enfants autochtones sont morts à cause du manque de financement. D'autres mourront encore à moins que le gouvernement ne fasse quelque chose.

L'Adresse

Le gouvernement a inclus une seule mesure encourageante dans le discours du Trône: il a accepté ce que nous réclamons depuis longtemps et qui est d'une importance vitale, soit un programme national de soins dentaires.

Dans les collectivités du pays où nous sommes allés, nous nous sommes entretenus avec des gens qui avaient beaucoup d'inquiétudes relativement aux soins de santé et au coût des médicaments. Nombre d'entre eux ne pouvaient imaginer pouvoir un jour recevoir des soins dentaires. Il y a beaucoup de gens, en ce moment, pour qui prendre soin de leur dentition n'est pas envisageable. Les soins dentaires constituent une des principales lacunes de notre système de santé. Les gens peuvent aller à l'hôpital s'ils ont besoin d'être opérés d'urgence pour le cœur. Ils peuvent subir des opérations complexes pour toutes les parties de leur corps — les poumons, les articulations — mais, ils n'ont nulle part où aller s'ils ont un problème dentaire. Des millions de Canadiens ne reçoivent pas les soins dentaires dont ils ont besoin; or, nous savons que des dents en mauvais état peuvent avoir une incidence sur la santé globale.

Au cours de la campagne, nous avons demandé au gouvernement libéral et à tous les Canadiens d'imaginer un avenir où nous aurions un régime national de soins dentaires. C'est faisable. Nous pouvons le faire et cela ne nous coûterait pas très cher. Le plan conçu par le NPD que nous demandons au gouvernement de prendre en considération coûterait moins d'un milliard de dollars par année et permettrait d'assurer tout de suite 4,3 millions de Canadiens. Ce serait un régime fédéral qui assurerait les Canadiens de tout le pays et leur permettrait d'obtenir des soins dentaires. Il apporterait un changement radical dans la vie des gens.

Je repense à une femme que j'ai rencontrée dans les rues de Vancouver. Elle est venue vers moi en courant et m'a dit, la main devant la bouche, qu'elle avait entendu ma déclaration à propos des soins dentaires. Elle m'a dit qu'elle avait vraiment honte de ses dents et qu'elle n'avait pas les moyens d'aller chez le dentiste. Elle était coincée dans un emploi et n'osait pas en chercher un autre, parce qu'elle craignait que personne ne veuille l'embaucher à cause de son apparence. Elle craignait de sortir en public et avait même hésité à venir me parler à cause de ses dents. Cette femme ne devrait pas être aux prises avec de tels sentiments. Elle ne devrait pas avoir à s'inquiéter à cause de ses dents. C'est pourtant une réalité que connaissent trop de Canadiens qui n'ont pas les moyens d'aller chez le dentiste et qui n'ont pas des dents saines. Nous savons que ce problème se répercute sur le bien-être des gens et sur leur santé. Nous devons agir.

Il est, bien sûr, encourageant que le gouvernement ait mentionné le dossier des soins dentaires. Mais quand on lit entre les lignes, on voit qu'il dit seulement que le Parlement devrait se pencher sur cette question. Je demande au gouvernement de prendre des mesures afin que le Canada se dote d'un programme national de soins dentaires. C'est ce qu'il nous faut.

Il y a un moyen d'y parvenir. Même si nous, les néo-démocrates, ne sommes pas satisfaits de ce que nous avons entendu dans le discours, ce n'est pas pour cette raison que nous allons refuser d'accorder notre confiance au gouvernement. C'est en fait parce que nous sommes allés à la rencontre des Canadiens partout au pays et qu'ils nous ont dit que les mesures annoncées dans le discours ne suffisaient pas. Elles ne garantissent pas aux Canadiens qu'ils s'en porteront mieux.

• (1330)

Un des problèmes les plus pressants auxquels les gens font face, c'est le logement. Le gouvernement dit, dans le discours du Trône, qu'il va continuer à faire ce qu'il fait, en matière de logement. Qu'est-ce que cela signifie? Cela signifie que les libéraux continueront à consacrer au logement 19 % de moins que les conservateurs ne le faisaient, par rapport au PIB.

Comment peuvent-ils prétendre qu'ils agissent pour résoudre la crise alors que le financement qu'ils accordent est inférieur à celui qui existait à l'époque du gouvernement conservateur? Pendant la campagne, ils n'ont cessé de dire que les Canadiens devaient craindre les conservateurs parce qu'ils aggraveraient la situation. Pourtant, ils font pire que les conservateurs.

La crise à laquelle les gens doivent faire face au pays est telle que certaines personnes ne trouvent pas d'endroit où vivre. Que ce soit dans les régions rurales ou dans les grandes villes canadiennes, bien des gens, y compris de jeunes professionnels et des familles qui gagnent un bon salaire, sont incapables de trouver un logement à louer, et encore moins une propriété à acheter.

À certains endroits, ce n'est même pas une question de coûts, mais bien de disponibilité. Il n'y a rien de disponible. Des gens sont contraints de vivre dans la rue. Il y a des sans-abri, des gens qui ont besoin d'habiter dans des logements subventionnés, et le gouvernement juge bon de continuer de faire ce qu'il fait. C'est inacceptable. Il n'améliorera pas la vie des gens, et c'est pourquoi les néo-démocrates disent qu'il n'en fait pas assez.

La situation est la suivante. Je demande au premier ministre et au gouvernement de prendre le temps de discuter avec nous. Si les libéraux souhaitent améliorer le sort des Canadiens, nous sommes prêts à collaborer avec eux. Si les libéraux désirent rester au pouvoir, il est évident que différents choix s'offrent à eux.

Si les libéraux veulent améliorer les choses pour les Canadiens, s'ils veulent aider les gens qui n'arrivent pas à se loger — ou à payer leurs médicaments —, s'ils veulent aider réellement les Canadiens, s'ils veulent mettre sur pied un programme national de soins dentaires, alors oui, ils peuvent compter sur les néo-démocrates.

Néanmoins, s'ils s'imaginent que ce discours du Trône est satisfaisant, qu'ils se détrompent. Je sais que vous êtes capables de faire mieux, mais que vous allez avoir besoin d'aide. Voilà pourquoi les néo-démocrates sont là. Nous allons vous pousser à faire mieux. Nous allons nous assurer que vous faites les bons choix.

• (1335)

Le Président: Je suis désolé de l'interruption, mais je sais que le député siégeait auparavant à l'Assemblée législative de l'Ontario, où il est permis d'utiliser la deuxième personne du pluriel. Cependant, à la Chambre des communes, le « vous » n'est employé que pour s'adresser à la présidence. Je peux assurer au député que je ne prendrai pas part à tout ce que le gouvernement entend faire. Je suis neutre. Je tiens à m'assurer que le député s'adresse aux autres députés par l'entremise de la présidence, plutôt qu'à la présidence elle-même. Je ne voudrais pas que le député ait l'impression que je l'ai laissé tomber.

Le député de Burnaby-Sud a la parole.

M. Jagmeet Singh: Monsieur le Président, j'ai pleinement confiance en votre capacité à assurer le bon déroulement des travaux de la Chambre en toute équité. Je vous remercie des précisions.

Pour conclure, je veux souligner une fois de plus que nous avons une occasion en or.

[Français]

Nous avons maintenant une occasion de travailler ensemble pour faire avancer les dossiers en vue d'améliorer la vie des gens, et c'est notre but. C'est ce que nous voulons faire, et ce, pour tout le Canada. Nous savons que les Québécois et les Québécoises, les Canadiens et les Canadiennes — tout le Canada — veulent aller de l'avant ensemble, et nous pouvons le faire. Nous avons un plan pour le faire et, si le gouvernement veut mettre en place un plan pour véritablement améliorer la qualité de vie des gens, nous sommes ses partenaires. Toutefois, s'il veut seulement rester au pouvoir, qu'il ne compte pas sur nous.

Nous pouvons faire ce qu'il faut, mais il faut le faire en pensant chaque fois dans quelle mesure cela aidera M. et Mme Tout-le-Monde.

[Traduction]

Ce sera le principal objectif des néo-démocrates au cours de la présente législature. Ce sera le cas dans tout ce que nous ferons. Nous avons un seul objectif en tête: voir à ce que le gouvernement travaille pour la population, pas pour les puissants; à ce qu'il travaille pour les familles, pas pour les grandes sociétés. Nous sommes ici pour les gens qui ont le plus besoin d'aide et nous allons continuer de nous battre pour eux.

M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, j'ai eu l'occasion d'être député à l'Assemblée législative du Manitoba pendant presque 20 ans. Lorsque j'étais porte-parole en matière de santé, les médicaments constituaient l'un des grands dossiers.

Pour la première fois, nous avons, depuis trois ou quatre ans, un dirigeant national, le premier ministre, et un gouvernement qui prennent des mesures porteuses en vue d'instaurer un régime d'assurance-médicaments national pour les médicaments vendus sur ordonnance. Les citoyens que je représente et, j'en suis sûr, l'ensemble des Manitobains et des Canadiens adoreraient qu'un tel régime existe. Nos ministres de la Santé y travaillent avec diligence.

Le chef du Nouveau Parti démocratique, puisqu'il a déjà été député provincial, admettra-t-il qu'Ottawa ne peut y arriver seul? Nous avons l'obligation de collaborer avec les provinces et les autres parties intéressées pour mettre en œuvre un régime véritablement national.

Nous aurons beau claquer des talons et faire toutes sortes de choses merveilleuses, tant et aussi longtemps que nous n'admettons pas la nécessité de coopérer avec les provinces, il sera extrêmement difficile d'obtenir ce que nous, de côté-ci de la Chambre, souhaitons et ce que les Canadiens réclament.

Le chef du Nouveau Parti démocratique convient-il que la création d'un programme national d'assurance-médicaments nécessite une collaboration avec les provinces?

M. Jagmeet Singh: Monsieur le Président, il ne fait aucun doute que nous devons collaborer pour accomplir quoi que ce soit au Canada.

Afin d'améliorer les soins de santé, il ne fait aucun doute que nous devons travailler avec nos partenaires, les premiers ministres et les gouvernements des provinces. Cependant, il y a un hic: pour

L'Adresse

collaborer avec les provinces, nous devons établir une vision claire, ce que le gouvernement fédéral n'a pas fait.

Une des mesures que le gouvernement pourrait prendre sans difficulté, c'est d'accepter son propre rapport. Il a commandé un rapport. Selon le document, la meilleure façon de mettre en place un régime d'assurance-médicaments est de faire en sorte qu'il s'applique à tous les Canadiens. Cette conclusion me semble plutôt simple. Le gouvernement pourrait annoncer qu'il adoptera un programme national d'assurance-médicaments, en respectant cette définition. Il pourrait dire qu'il accepte le rapport qu'il a commandé.

Le rapport confirme ce qu'avancent tous les experts: pour améliorer le sort de tous et faire des économies — je parle des provinces, mais aussi du gouvernement fédéral, qui pourra alors réinvestir les sommes économisées en santé afin de répondre aux besoins des gens —, il faut mettre en place un régime public d'assurance-médicaments à payeur unique, qui s'applique à tous les Canadiens et qui permet véritablement de tenir tête aux puissantes sociétés pharmaceutiques.

Voilà ce que je demande au gouvernement de faire. Nous devons travailler ensemble, mais le gouvernement fédéral doit faire preuve de leadership. Ce leadership fait défaut actuellement. Je vais exhorter le gouvernement à faire preuve du leadership nécessaire pour qu'il adopte le genre de plan qu'il nous faut.

• (1340)

M. Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC): Monsieur le Président, puisque c'est ma première occasion de prendre la parole en cette 43^e législature, je tiens à remercier les gens de ma circonscription de m'avoir permis de venir ici et je remercie mon épouse et ma famille de me permettre de faire ce travail. Je remercie également tous ceux qui m'ont accordé leur confiance afin que je les représente à la Chambre des communes.

Le chef du Nouveau Parti démocratique a parlé des Canadiens, qui travaillent fort. Or, les 1 000 travailleurs de l'aciérie EVRAZ, à Regina, en font partie. Ces gens de ma circonscription se demandent s'ils peuvent compter sur l'appui du NPD pour que leurs emplois bien rémunérés restent à Regina. Ces Canadiens fabriquent un produit de calibre mondial. Ils font un travail fantastique. Ils fabriquent un acier parmi les plus écologiques du monde. Ils emploient une technologie extraordinaire qui leur permet de produire un acier répondant aux normes environnementales les plus rigoureuses.

Le chef du Nouveau Parti démocratique va-t-il se servir des fonctions qu'il exerce pour veiller à ce que ces Canadiens qui travaillent fort continuent de bénéficier d'un emploi bien rémunéré, aujourd'hui et dans l'avenir?

M. Jagmeet Singh: Monsieur le Président, je félicite le député de son élection.

Nous devons absolument soutenir les familles et les travailleurs du pays tout entier. L'entreprise dont parle le député produit certains des meilleurs aciers au monde. Toutefois, il n'est pas facile de garantir que les emplois qu'elle offre restent au Canada.

L'Adresse

Le problème, c'est que bon nombre des projets dont parle le parti du député n'ont pas besoin de produits fabriqués au Canada. Il est inutile de parler de projets d'infrastructure si l'on ne peut pas garantir ou exiger qu'ils fassent appel à de la main-d'œuvre ou à de l'acier canadiens. Nous devons faire en sorte que les projets d'infrastructure que nous entreprenons impliquent nécessairement un contenu canadien.

J'irais plus loin. Pendant la campagne, nous avons demandé — et nous continuerons de le faire — de garantir un secteur manufacturier fort au Canada. Lorsque nous faisons appel à des marchés publics et que nous utilisons des fonds publics pour acheter quelque chose pour les sociétés d'État, nous devrions aussi exiger un contenu canadien. Si la nécessité d'un contenu canadien n'est pas stipulée, les excellents travailleurs de l'aciérie EVRAZ seront sans emploi. S'il s'agit simplement de créer des infrastructures sans exiger que les emplois demeurent au Canada et qu'il y ait des avantages pour les Canadiens et les travailleurs canadiens, alors non, ils n'obtiendront pas ces emplois.

Toutefois, c'est la raison pour laquelle nous avons des néo-démocrates. C'est parce que nous n'allons pas parler d'infrastructure sans parler aussi d'avantages et d'emplois pour les collectivités. Nous avons besoin d'un contenu canadien parce que nous sommes fiers des travailleurs canadiens et que nous voulons garantir qu'ils aient du travail et que nous puissions profiter des produits de qualité qu'ils fabriquent.

[Français]

M. Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Monsieur le Président, je voudrais d'abord m'adresser aux citoyens de Berthier—Maskinongé pour les remercier de la confiance qu'ils m'ont accordée. Je tâcherai d'être à la hauteur de mon mandat.

Le sujet a été habilement soulevé hier par mon collègue d'Abitibi—Témiscamingue. Le discours du Trône contient des énoncés concernant des compensations pour le secteur agricole. Nous travaillerons ensemble pour nous assurer que ces compensations sont pleines et entières et qu'elles sont accordées aux producteurs de tous les secteurs agricoles qui ont été sacrifiés dans les ententes commerciales signées.

Cependant, il manque quelque chose d'important dans le discours du Trône: il n'y a aucune garantie qu'on ne touchera plus jamais à la gestion de l'offre. Le Bloc québécois a l'intention de proposer des choses là-dessus. Nous avons l'intention d'être très proactifs. La réponse du gouvernement, hier, m'a semblé évasive.

Au Québec, nous avons un système extraordinaire et d'une très grande efficacité qui nous permet d'assurer un niveau de vie décent à nos agriculteurs tout en ayant des produits de qualité et des prix stables. Au Bloc québécois, nous pensons qu'on devrait faire la promotion de ce système à l'étranger plutôt que d'en donner des morceaux.

Peut-on compter sur l'appui des néo-démocrates dans nos démarches pour tenter de faire agir ce gouvernement minoritaire pour le bien commun, pour le grand bien de nos agriculteurs et pour préserver l'avenir de notre modèle local d'agriculture, qui est sans égal dans le monde?

• (1345)

M. Jagmeet Singh: Monsieur le Président, les producteurs peuvent compter sur nous. C'est notre parti qui a dit que les accords avec les autres pays doivent protéger la gestion de l'offre. C'est un

élément manquant dans le nouvel ALENA. Nous avons mentionné trois problèmes concernant cet accord.

Premièrement, les mesures concernant la protection des travailleurs et de l'environnement ne sont pas contraignantes. Deuxièmement, il s'agit de l'augmentation du prix des médicaments. Troisièmement, ce sont les brèches dans la gestion de l'offre. Cela est complètement inacceptable, et c'est encore ce que ce gouvernement fait. D'un côté, il parle de l'importance des producteurs, mais de l'autre, il pose des gestes dans le sens contraire. Les brèches dans la gestion de l'offre ont fait mal aux producteurs laitiers, en particulier au Québec.

Cependant, le député a raison lorsqu'il dit qu'il faut aussi penser à tous les producteurs de tous les secteurs agricoles. C'est une question qui me touche personnellement, puisque mes parents étaient fermiers. Je pense qu'il faut toujours protéger les fermiers, car ce sont eux qui nourrissent tout le pays. Si on veut avoir un pays souverain, il faut toujours avoir un secteur agricole fort, et les néo-démocrates vont toujours protéger et promouvoir le secteur agricole.

[Traduction]

L'hon. Wayne Easter (Malpeque, Lib.): Monsieur le Président, je suis très heureux de pouvoir dire quelques mots sur le discours du Trône. Cependant, je veux d'abord parler de votre élection comme notre nouveau Président. Je vous félicite, et je vous souhaite bonne chance lors de cette législature qui, à mon avis, nous offre une véritable occasion d'accomplir de grandes choses pour les Canadiens. Nous avons une belle occasion de travailler ensemble comme députés.

Je crois fermement que tous les partis ont proposé de bonnes idées dans leur plateforme. Nous devons faire ressortir ces idées et travailler ensemble parce que les Canadiens nous ont fait comprendre qu'ils souhaitent que le Parlement fonctionne. Ils ne veulent plus voir les divisions que nous avons observées lors de la campagne électorale, ni les attaques personnelles ou les campagnes de désinformation inconcevables qui ont été lancées au cours de cette période. Ils désirent que nous collaborions dans l'intérêt de tous les Canadiens. C'est ce que doivent aspirer à faire les chefs de chaque parti et l'ensemble des parlementaires durant la 43^e législature. J'espère, monsieur le Président, que vous réussirez à nous garder dans la bonne voie.

Je tiens également à remercier les habitants de ma circonscription, Malpeque, à l'Île-du-Prince-Édouard, de leur appui. J'ai la chance d'entreprendre mon neuvième mandat à titre de député, et c'est toujours un honneur. Peu importe le nombre de fois où un député est appelé à prendre la parole, cette enceinte demeure quelque peu intimidante. Bien peu de citoyens obtiennent le droit de se retrouver ici pour faire une déclaration, inviter ses pairs à débattre, ou être tenu de répondre aux questions d'autrui. La démocratie doit reposer sur ce genre d'échanges. Au sein de ce Parlement, nous sommes confrontés aux points de vue les plus divergents, mais nous sommes capables d'unir nos efforts afin de formuler de meilleures politiques.

À mon avis, les débats à la Chambre étaient plus ouverts il y a de nombreuses années. Les débats étaient plus énergiques, et les discours n'émanaient pas toujours de rédacteurs ou d'autres spécialistes. C'est en plein le genre d'endroit que, selon moi, la Chambre devrait être. Dans cette enceinte, nous devrions prendre la parole et présenter nos idées, quitte à devoir parfois en laisser tomber certaines. Lorsque j'ai commencé à siéger ici pour la première fois il y a 26 ans, je pensais que j'avais toutes les idées et toutes les réponses. Je sais aujourd'hui que ce n'était pas le cas. En fait, j'ai moins de réponses aujourd'hui que je pensais en avoir à l'époque. Cependant, nous devons avoir des discussions et des débats de cette nature, parce que chacun d'entre nous a de bonnes idées et que les critiques constructives ont leur place tant à la Chambre qu'au sein des comités.

Je tiens à dire aux nouveaux députés que c'est véritablement dans les comités que l'on effectue le travail. Les membres des comités voyagent ensemble et apprennent à se connaître sur le plan personnel. C'est en mettant de côté la partisanerie et les lignes de parti que l'on fait vraiment avancer les choses et que l'on trouve de bonnes idées. Les députés se font des amis des deux côtés de la Chambre, qui sont séparés par deux longueurs d'épée. Nous tissons des liens d'amitié et progressons ensemble. C'est ainsi que les choses devraient se passer dans cette enceinte. J'espère que c'est ce que nous pourrions faire à la Chambre et au sein des comités durant la 43^e législature.

J'aimerais maintenant parler du discours du Trône et lire quelques phrases qui figurent sous la rubrique Allocution d'ouverture:

Cet automne, les Canadiens ont été appelés aux urnes. Et ils ont élu un gouvernement minoritaire à Ottawa. Cela reflète la volonté du peuple, et vous avez été choisis pour y donner suite.

Nous ouvrons donc cette 43^e législature en lançant un appel à l'unité dans la poursuite d'aspirations et d'objectifs communs.

• (1350)

Comme je l'ai dit il y a un instant, je sais que cela va représenter un défi. J'ai participé à neuf élections, mais c'est cette dernière élection générale qui a le plus semé la discorde sur le terrain dans la circonscription que je représente, comme dans bien d'autres d'ailleurs, à ce qu'on m'a dit. Les fausses informations ont fusé de partout. Lorsqu'on répète une fausse information assez souvent et qu'elle n'est jamais contestée, elle devient la vérité dans l'esprit de certaines personnes. Ce fut souvent le cas pendant la dernière campagne électorale, ce qui a créé beaucoup d'amertume.

Le pays est ressorti divisé par ce que je considère être de fausses informations. Prenons le projet de loi C-69, qu'on a qualifié de « projet de loi anti-pipelines ». Il n'est rien de tel. On peut avoir des réserves à son sujet, mais du point de vue du gouvernement, c'était un moyen de régler des enjeux environnementaux. Il nous a aussi permis d'instaurer certaines mesures en matière de pipelines et de ressources naturelles sans la constante possibilité de se retrouver éventuellement devant les tribunaux. Telle était l'intention, mais ce surnom dont on a affublé le projet de loi a rendu bien des gens méfiants et a suscité la division. Pendant cette législature, nous devons tenter d'éviter ce genre d'expressions, de nous en tenir aux faits et de rendre la Chambre plus efficace.

Regardons la première partie du discours du Trône, où il est question de lutte contre les changements climatiques:

Les enfants et les petits-enfants du Canada jugeront cette génération selon ses actions, ou son inaction, à l'égard du plus grand défi de notre époque: les changements climatiques.

L'Adresse

Des feux de forêt aux inondations, de la pollution des océans à l'érosion côtière, les Canadiens vivent les effets des changements climatiques tous les jours. Les données scientifiques sont claires; elles le sont depuis des décennies.

Je sais bien que le sujet est loin de faire l'unanimité, mais nous avons l'avis de la communauté scientifique et des soi-disant experts. Avec les experts, il faut faire attention, car leur expertise est parfois en deçà de celle qu'ils s'attribuent, mais les données scientifiques, elles, disent que, de façon générale, une taxe sur le carbone est une bonne mesure. Le premier ministre en a déjà parlé à fond aujourd'hui. Une fois en place, la taxe sur le carbone, qui est considérée comme un des meilleurs moyens de lutter contre les changements climatiques, permettra aux gens d'améliorer leur sort et nous aidera à protéger l'environnement pour les générations à venir. Cette mesure est nécessaire. Le projet de loi sur la taxe sur le carbone a déjà été débattu et l'objectif du chef de l'opposition ne devrait pas être de dire qu'il veut faire tomber le gouvernement.

Nous avons été élus à la Chambre pour remplir des fonctions et travailler en collaboration. Faisons-le. Penchons-nous sur la question de l'environnement et tirons parti des ressources naturelles de diverses façons.

Notre plateforme renferme un certain nombre de mesures visant à protéger l'environnement et le climat à stimuler l'économie. Je veux les énumérer afin que les députés de l'opposition sachent ce que nous avons dit. J'imagine qu'ils ont tous lu notre plateforme de toute façon, mais ils doivent demander des comptes au gouvernement et faire en sorte que nous nous penchions sur les questions que nous avons promis d'aborder à titre de gouvernement. Je m'attends à cela de mon propre parti.

Nous voulons faire du Canada un pays carboneutre d'ici 2050, réduire de moitié les impôts des entreprises qui produisent des technologies propres à émission zéro, offrir aux propriétaires et aux locataires qui veulent rendre leurs propriétés plus éconergétiques des prêts sans intérêt pouvant atteindre 40 000 \$, augmenter le pourcentage de terres et d'océans protégés à 25 % et planter deux milliards d'arbres, ce qui entraînera la création de 3 500 emplois par an. Ce sont là quelques-unes des mesures que nous avons proposées.

• (1355)

Lors de la campagne électorale, j'ai visité quelqu'un de ma circonscription qui venait de construire ce qu'on appelle une maison passive. C'est l'une des mesures que nous pourrions prendre. Cette maison a des murs de 18 pouces d'épaisseur, je crois, voire un peu plus, une grande quantité d'isolants ainsi qu'un mur intérieur et un mur extérieur. À l'Île-du-Prince-Édouard, où les hivers ne sont pas vraiment aussi cléments qu'à Vancouver et à Victoria, la personne en question et sa femme pourront chauffer cette maison pour 300 \$ par an en raison de la façon dont elle est construite. Voilà un exemple de ce qu'on peut faire quand on prend les bonnes mesures.

J'ai visité une autre maison passive construite il y a environ six ans, et il en coûte 340 \$ par an aux propriétaires pour chauffer cette maison de 2 000 pieds carrés. Le reste de la population qui a une maison de la même taille paie probablement 6 000 \$ par an pour chauffer au mazout et produit beaucoup plus de gaz à effet de serre. Voilà qui montre ce qu'on peut faire quand le gouvernement est prêt à apporter son aide en matière d'infrastructures et de logement, ce que les libéraux ont proposé de faire dans leur plateforme.

L'Adresse

Le discours du Trône indique également que le gouvernement contribuera à rendre les habitations écoénergétiques plus abordables, instaurera des mesures afin de bâtir des collectivités propres, efficaces et abordables et de faciliter l'accès aux véhicules zéro émission. Voilà comment on s'y prend pour faire des progrès en matière de lutte contre les changements climatiques.

Passons à un autre passage du discours du Trône. Je cite le discours du Trône parce que, souvent, nous omettons de revenir à ces documents après leur lecture et de nous attarder à leur contenu. Nous avons nos propres programmes à défendre et nos propres déclarations à faire à la caméra, dans l'espoir que les habitants de notre circonscription les entendent. Penchons-nous sur ce que le gouvernement propose au juste. En ce qui concerne le renforcement de la classe moyenne, le discours du Trône indique: « La première mesure que le gouvernement prendra consistera à réduire les impôts de tous les Canadiens, à l'exception des plus riches, pour remettre plus d'argent aux familles de la classe moyenne et aux personnes qui en ont le plus besoin. »

Dans leur plateforme, les libéraux ont proposé d'augmenter à 15 000 \$ le montant de l'exemption personnelle de base, ce qui permet à tous de garder plus d'argent dans leurs poches. Une telle mesure vient en aide à une très grande partie de la population. Je crois que le montant était 12 200 \$ et il passera à 15 000 \$. L'impôt ne sera donc pas perçu sur 2 800 \$ de plus, ce qui profite à tous les Canadiens.

Les libéraux proposent de réduire les frais de téléphonie cellulaire de 25 %, comme il est indiqué dans le discours du Trône. Nous viserons à permettre aux petites entreprises d'économiser jusqu'à 7 500 \$ en faisant passer leur taux d'imposition de 11 à 9 %, ce que nous avons commencé à faire à la dernière législature. Nous ferons en sorte qu'il soit plus facile pour les Canadiens d'acheter leur première maison en lançant l'Incitatif à l'achat d'une première propriété, qui offre jusqu'à 10 % de remise sur le prix d'achat. Ce sont là quelques-unes des mesures que nous proposons afin de renforcer la classe moyenne.

Je pourrais aussi parler des accords commerciaux que nous avons conclus, de ce qui a été accompli. Pendant la campagne électorale, j'ai découvert avec surprise que beaucoup de gens n'avaient aucune idée de ce qu'était l'Allocation canadienne pour enfants, même s'ils recevaient les prestations. Dans ma circonscription seulement, cette mesure représente plus de 2 millions de dollars libres d'impôt qui sont versés directement aux familles tous les mois. Voilà le genre d'initiatives que le gouvernement a pu mettre en place à la dernière législature. Nous devons maintenir le cap pendant la 43^e législature.

• (1400)

Je n'en discuterai pas en détail, mais le discours du Trône parle longuement du chemin de la réconciliation. Le dossier de la réconciliation avec les communautés autochtones suscite toujours la controverse. Cependant, comme l'a mentionné le premier ministre, nous avons fait des progrès à cet égard. Les Autochtones représentent le segment de la population qui croît le plus rapidement. Sur le plan des ressources humaines, ils sont le plus grand atout du pays. Ils peuvent assurer leur propre prospérité et celle des autres Canadiens, faire fructifier l'économie et créer des communautés et des foyers sûrs. Par le passé, il y a eu de sérieux problèmes causés par des gouvernements et d'autres intervenants. Nous devons collaborer avec les communautés touchées pour en faire des collectivités sûres et prospères où la culture autochtone sera protégée, de façon à ce que les Autochtones puissent être fiers de leur histoire et de leur

pays, et de façon à les encourager à collaborer à l'essor du Canada, pour le bien des Canadiens et des gens du monde entier.

L'autre aspect dont traite le discours du Trône concerne l'assurance-médicaments et certaines questions liées aux soins de santé. J'aimerais le citer, car je pense qu'il illustre bien ce point. Voici ce qu'il en dit:

Il arrive trop souvent que les Canadiens qui tombent malades soient lésés deux fois, tout d'abord lorsqu'ils tombent malades, puis lorsqu'ils ont des difficultés financières en raison du coût des médicaments.

Le chef du Nouveau Parti démocratique en a parlé plus tôt aujourd'hui.

Le discours du Trône poursuit ainsi:

Compte tenu de cette réalité, l'assurance-médicaments est l'élément crucial qui manque dans le modèle de soins de santé universels au Canada. Le gouvernement prendra des mesures pour créer et mettre en œuvre un régime d'assurance-médicaments afin que les Canadiens puissent avoir accès aux médicaments dont ils ont besoin.

Nous devons absolument prendre cette mesure. Je suis certain que tous ceux d'entre nous qui ont fait du porte-à-porte pendant la campagne électorale ont rencontré des gens qui n'ont pas les moyens d'acheter les médicaments dont ils ont besoin pour guérir ou qui leur ont parlé des membres de la famille qui souffrent parce qu'ils ne peuvent pas bénéficier des médicaments, des soins dentaires ou des autres choses dont ils auraient besoin pour vivre le reste de leur vie en santé. C'est pour cela que nous devons prendre cette mesure. Je sais que cela va entraîner des discussions difficiles parce que le gouvernement doit évaluer le coût d'un tel régime. Le gouvernement doit aussi examiner le partage des responsabilités fédérales et provinciales. Il lui faut déterminer l'ampleur du régime d'assurance-médicaments. Servira-t-il uniquement à combler les lacunes ou s'agira-t-il d'un régime universel? Ce sera là un débat crucial.

Je pense qu'il ne me reste plus beaucoup de temps. Je vais donc conclure en ces termes: dans une vie antérieure, j'étais président du Syndicat national des cultivateurs. J'ai eu l'occasion, à ce titre, de me rendre dans toutes les régions du pays et de vivre dans des fermes pendant un bon nombre d'années, que ce soit à Peace River, en Colombie-Britannique, ou en Ontario. J'ai passé beaucoup de temps en Saskatchewan et en Alberta, un peu de temps au Québec et beaucoup de temps dans les Maritimes. Au syndicat, nous ne cessions de répéter que, vu les ressources et les caractéristiques différentes de chaque région, il fallait faire attention de ne pas laisser les intérêts régionaux nous diviser. Le pays peut être plus fort que la somme de ses parties, et nous devons nous y employer.

• (1405)

Compte tenu de la composition du présent Parlement, où personne n'a la majorité, si nous travaillons tous ensemble, le pays sera plus fort que la somme de ses parties. Nous en profiterons tous et surtout, l'ensemble des Canadiens en profitera.

M. Dan Albas (Central Okanagan—Similkameen—Nicola, PCC): Monsieur le Président, je souhaite féliciter le député d'en face pour son premier discours de la présente législature, même si c'est loin d'être le premier discours inaugural de sa carrière. Je tiens à le remercier du travail qu'il a accompli en tant que président du comité des finances lors de la législature précédente. Le comité a produit un rapport unanime sur le blanchiment d'argent, et je félicite le député pour cet accomplissement.

Cependant, le député nous a dit qu'il fallait prendre au sérieux les promesses électorales faites par le gouvernement. L'actuel ministre de la Sécurité publique et le ministre des Finances sont allés en Colombie-Britannique en juin et ils ont promis 68,9 millions de dollars pour des mesures de lutte contre le blanchiment d'argent. Le procureur général de la Colombie-Britannique, David Eby, a affirmé en septembre qu'il y a des choses que seul Ottawa et les policiers fédéraux sont en mesure de faire.

Les sommes dont la GRC a besoin pour collaborer avec la province afin de lutter contre le blanchiment d'argent tardent à arriver. Le député ne croit-il pas que le gouvernement devrait commencer à agir pour remplir les promesses qu'il avait faites lors de la dernière législature avant de parler des promesses qu'il vient de faire à l'occasion des dernières élections?

L'hon. Wayne Easter: Monsieur le Président, ce fut pour moi aussi un véritable plaisir de travailler avec le député au comité des finances. Nous avons fait de l'excellent travail en ce qui concerne le rapport sur le blanchiment d'argent. Je crois que la personne dont il vient de parler, soit le procureur général de la Colombie-Britannique, M. Eby, a comparu devant le comité.

En réponse à la question du député, tout ce que je peux dire aux personnes concernées au sein du conseil exécutif ou du Cabinet, c'est que nous devrions mener les négociations nécessaires et fournir les ressources financières en conséquence.

Nombre des membres du Cabinet avec qui j'ai parlé ont dit que le rapport sur le blanchiment d'argent était un bon rapport. Ils étaient heureux de voir que le rapport avait reçu l'appui de tous les partis au comité et ils voulaient qu'on y donne suite. On m'a dit qu'on procéderait par étapes. Je dirais donc à mon entourage, si je peux m'exprimer ainsi, que nous devrions faire le travail nécessaire et nous attaquer de front au problème du blanchiment d'argent.

● (1410)

[Français]

M. Alain Therrien (La Prairie, BQ): Monsieur le Président, comme il s'agit de ma première intervention à la Chambre, je voudrais saluer les gens de ma circonscription, La Prairie, et les remercier de la confiance qu'ils m'ont portée lors des dernières élections.

Mon collègue de l'Île-du-Prince-Édouard parle de division. De toute évidence, il a constaté que, au Canada, il y a actuellement une division, un affrontement de visions très différentes. Le gouvernement, depuis des années, est en contradiction profonde et traîne cela comme un boulet, et le discours du Trône n'y fait pas exception. Je vais en lire un paragraphe qui m'a vraiment frappé:

Et alors que le gouvernement prend des mesures robustes pour lutter contre les changements climatiques, il travaillera avec la même ardeur afin d'acheminer les ressources canadiennes vers de nouveaux marchés et offrira un soutien inébranlable aux femmes et aux hommes qui travaillent fort dans le secteur des ressources naturelles du Canada, dont plusieurs ont été confrontés à des situations difficiles [...]

On a un choix à faire: soit on lutte contre les changements climatiques, soit on exporte le pétrole. On parle ici de pétrole. On ne peut pas faire comme un joueur de hockey qui passe entre la bande et la peinture. Il faut prendre une décision. Il faut comprendre que l'exploitation du pétrole des sables bitumineux dégage plus de gaz à effet de serre que le Québec au complet. Sous la gouverne des libéraux, il y a eu une augmentation de plus de 20 % de la production pétrolière. Il faut faire un choix, il faut être clair.

La question est simple: comment peut-on penser atteindre des cibles aussi ambitieuses que ce que propose le gouvernement sans

L'Adresse

faire en sorte de baisser les gaz à effet de serre émis par la production pétrolière?

[Traduction]

L'hon. Wayne Easter: Monsieur le Président, je félicite le député d'en face pour sa victoire électorale. Je sais qu'il vient du Québec et que de nombreux députés d'en face représentent des régions où l'agriculture occupe une place importante.

La grève du CN nous aura au moins fait prendre conscience d'une chose, et c'est l'importance des ressources naturelles. Nous ne pouvons pas en cesser l'exploitation du jour au lendemain, parce que c'est l'économie au grand complet qui serait paralysée. Nous devons trouver des moyens de concilier environnement et économie. Pour cela, nous devons continuer à collaborer avec les entreprises qui exploitent le pétrole et les ressources naturelles du pays et miser sur la recherche-développement pour faire baisser la quantité de gaz à effet de serre produits par ces entreprises, idéalement au moyen de nouvelles technologies. Je rappelle d'ailleurs que les émissions de gaz à effet de serre ont déjà beaucoup diminué.

Qu'on le veuille ou non, les ressources naturelles constituent le principal moteur économique du pays, et nous en aurons besoin pour encore au moins 30 ans. Ce secteur permet au Canada de créer énormément d'emplois, et nous jouissons tous de ses retombées.

Le gouvernement entend notamment tirer parti des recettes générées par ce secteur pour créer et financer des moyens de bien protéger l'environnement et de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Nous devons éviter les extrêmes et trouver le juste équilibre. C'est la réalité du monde dans lequel nous vivons.

L'opposition peut rêver d'autre chose, mais ce ne sera toujours qu'un rêve. Or, c'est bien beau, les rêves, mais ce ne sont pas eux qui doivent régir notre vie. Il faut concilier économie et environnement, et c'est ce que le gouvernement entend faire grâce à son plan d'action sur les changements climatiques et aux efforts qu'il fait pour stimuler l'économie.

Mme Mumilaaq Qaqqaq (Nunavut, NPD): Monsieur le Président, en 2017, je suis venue à l'édifice du Centre pour parler du suicide dans mon territoire. J'en ai profité pour lancer un appel aux dirigeants qui ont le pouvoir et la capacité d'améliorer les choses. Je me suis lassée d'attendre, alors me voilà ici.

Mon territoire affiche depuis des années le plus haut taux de suicide au pays, un record peu enviable. C'est une question de droits fondamentaux de la personne. Lorsque je m'entretiens avec les citoyens de ma circonscription, c'est le premier sujet abordé.

Comment peut-on parler de « belle occasion » et de la possibilité de prospérer et d'accomplir des choses, comme tout Canadien devrait pouvoir le faire, alors que nous ne jouissons même pas de certains droits fondamentaux de la personne? Quand le gouvernement fera-t-il ce qui s'impose en fournissant aux citoyens de ma circonscription un logement où habiter et se sentir en sécurité? Quand le gouvernement prendra-t-il les mesures voulues pour éliminer les avis d'ébullition de l'eau? Quand fera-t-il le nécessaire pour réduire le coût de la vie afin que les gens aient les moyens de se nourrir et de nourrir leur famille?

Ce dialogue dure depuis des décennies. J'espère que, d'ici la fin du mandat actuel, nous pourrions parler d'études postsecondaires et de places en garderie.

L'Adresse

Le gouvernement doit faire ce qui s'impose. Ces gens sont des Canadiens. Ce sont nos concitoyens. Ce sont les résidents de ma circonscription. C'est mon monde. C'est notre monde. Nous devons faire ce qui s'impose et les traiter comme des Canadiens, car nous savons tous qu'ils le sont. Nous sommes si fiers d'être Canadiens, mais qu'en est-il du respect de nos droits fondamentaux de la personne?

• (1415)

L'hon. Wayne Easter: Monsieur le Président, je félicite la députée de son élection et de son arrivée ici. Comme elle vient de l'évoquer, il est grandement nécessaire que sa voix se fasse entendre à la Chambre des communes et partout au pays.

La députée a parlé des avis d'ébullition d'eau. Le gouvernement a fait des progrès considérables à cet égard, mais il reste encore beaucoup à faire. Le premier ministre semble lui-même avoir clairement indiqué, tant par les mesures prises au cours de la dernière législature que dans le programme libéral et le discours du Trône, qu'il en a fait sa grande priorité.

Dans ce dossier, il veut régler les problèmes et faire en sorte que les peuples autochtones d'un océan à l'autre trouvent la place qui leur revient au pays, qu'ils jouissent d'une économie en santé et du rayonnement de leur culture, et qu'ils soient en mesure de prospérer et de partager leurs connaissances et leurs compétences avec les autres Canadiens.

L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, je tiens à remercier les habitants de Calgary Nose Hill, qui m'ont confié un mandat clair: défendre leurs intérêts, lutter pour eux et faire entendre leur voix à la Chambre.

Ce mandat m'a été confié par plus de 70 % des électeurs. J'ai fait du porte-à-porte. Des personnes qui avaient voté pour le Parti libéral ou le NPD m'ont parlé sérieusement, en me regardant dans le blanc des yeux. Elles m'ont dit qu'elles n'avaient jamais voté pour les conservateurs auparavant, mais qu'elles allaient voter pour moi parce que les choses vont très mal. Ces gens ont besoin que je défende leurs intérêts. Je ne me contenterai pas de les remercier en paroles; je me battrais pour eux tous les jours.

Je veux expliquer aux 98 nouveaux députés ce qui se passe chez nous. Je veux leur dire ce qui arrive lorsque, en très peu de temps, 175 000 travailleurs de l'industrie primaire de la province se retrouvent soudainement au chômage. Ce ne sont pas les prix des matières premières qui sont en cause, comme le premier ministre l'a affirmé avec désinvolture ce matin — j'y reviendrai —, mais bien les politiques qui sont instaurées ici.

Nos actions à la Chambre ont une incidence sur la façon dont les gens vivent dans toutes les régions du Canada. Les décisions prises pendant la dernière législature ont été synonymes de traumatismes, de suicides et de pertes de maisons, d'emplois et de familles pour les habitants de ma circonscription. Ce que nous faisons ici est important. Je me battrais pour les habitants de ma circonscription.

À l'heure actuelle, le taux de chômage dans ma province est l'un des taux soutenus les plus élevés au pays. Voilà la situation, mais elle n'est pas due aux prix des produits de base. Si c'était le prix des produits de base qui posait problème, pourquoi le secteur des ressources naturelles des États-Unis se porterait-il si bien? La situation est attribuable à une instabilité et à des décisions politiques qui empêchent le secteur de l'énergie de maintenir des emplois. Voilà la raison. La situation est due aux décisions prises ici.

En 2017, le taux de suicide en Alberta était de 14,9 par 100 000 personnes, soit un peu plus de 3 points de pourcentage de plus que dans le reste du Canada. C'est très élevé. En 2016, le service de police de Calgary a mis en œuvre l'opération Northern Spotlight, qui visait à aider les travailleurs du sexe de la ville. Je vais lire un témoignage.

Une femme qui a commencé à offrir des services sexuels en 2016 — et les choses ont empiré depuis — a dit: « Je n'aurais jamais pensé être ici un jour. Je n'aurais jamais pensé devoir me cacher de ma famille, lui dire que mon travail comme femme de ménage m'amenait à travailler tard tous les soirs. Je suis ici parce que ces 350 \$ sont faciles à gagner. J'avais un excellent emploi, puis la crise de l'emploi a frappé et j'ai été mise à pied. Deux semaines plus tard, mon mari a aussi perdu son emploi. Les factures continuaient d'arriver. » Les problèmes n'ont pas disparu dans ma circonscription.

Je vais partager mon temps de parole avec le député de Battle River—Crowfoot.

Nous siégeons ici et, hier, nous avons reçu le discours du Trône comme une gifle. Je me suis retrouvée dans une mêlée de presse hier. J'ai entendu quelqu'un dire que ce document servait surtout à donner le ton. S'il donne le ton, et bien, personne dans ma circonscription n'a entendu quoi que ce soit. Il ne dit rien sur ce que le gouvernement va faire pour annuler les politiques qui ont engendré l'instabilité à l'origine du chômage dans ma circonscription. Il faut que cela change.

Si nous ne sommes pas prêts à faire des changements, la situation qui existe actuellement dans ma province continuera de s'accroître. L'Alberta dit qu'elle ne se reconnaît pas dans ce pays, qu'il ne défend pas ses intérêts, et elle se demande pourquoi elle devrait en faire partie. Ce sentiment continuera de croître. C'est le résultat des décisions qui font disparaître les emplois des gens de ma circonscription.

À la Chambre des communes, les gens disent que l'industrie pétrolière est une industrie sale et que la province devrait diversifier ses activités. Ils vont ensuite faire le plein de leur voiture et y mettent du pétrole saoudien, et ils n'hésitent pas à boire une boisson au chou frisé faite d'aliments de la Californie, à faire la promotion d'industries comme l'aérospatiale et le secteur automobile, alors que les avions et les voitures produisent des émissions de gaz à effet de serre, et à aller chez Walmart acheter des t-shirts bon marché fabriqués en Chine, l'un des pays où les émissions de gaz à effet de serre sont les plus élevées.

• (1420)

Ce sont des hypocrites. Quiconque dit que les gens de ma circonscription travaillent dans une industrie sale et qu'ils n'ont pas le droit de travailler est un hypocrite; dans ce pays, personne n'est prêt à prendre des mesures de lutte contre les changements climatiques. Les députés mettent tout sur le dos des gens de ma circonscription et ils disent que ce qui leur arrive est une bonne chose, que c'est ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs, mais ce n'est pas le cas.

Les gens de ma province ont le droit de travailler. Ils ont le droit de prospérer. J'en ai assez de ce débat. Aucune mesure véritable de lutte contre les changements climatiques n'est prise. Ce sont les habitants et le gouvernement de ma province qui doivent supporter tous les coûts et prendre l'entière responsabilité, tandis que nous restons les bras croisés. Cela doit cesser.

Je vais vous dire une chose, monsieur le Président. D'une manière ou d'une autre, cela va finir par cesser. Qu'on le veuille ou non, le point critique approche.

Contrairement à ce que pourraient croire certaines personnes dans cette enceinte, ce qui se passe dans ma province n'est pas simplement le fait d'un mouvement séparatiste et de quelques marginaux. Les Albertains estiment qu'ils n'ont pas leur place au Canada. Ils ont le sentiment de ne pas être traités équitablement. Mes collègues savent-ils ce que mes concitoyens de l'Alberta voient? Ils voient l'hypocrisie dont je viens de faire mention. Ils voient un premier ministre qui lutte pour sauver des emplois chez SNC-Lavalin en dépit du fait que cette entreprise a prétendument soudoyé le fils de Mouammar Kadhafi en mettant des prostituées à sa disposition. Les Albertains ont vu l'ancien ministre des Pêches signer des ententes spéciales, notamment concernant la pêche à la palourde, ententes qui, selon le commissaire à l'éthique, violaient les règles établies. Au fur et à mesure des ententes spéciales, ils voient les scandales se succéder.

Les Albertains parlent aussi des gens de leur circonscription qui ont perdu leur emploi. L'Alberta compte actuellement 175 000 chômeurs.

Je ne sais pas combien il y a de pêcheurs au homard au Canada, mais lorsque le secteur des pêches éprouve des difficultés, nous nous insurgons tous, sans exception, ici. Nous affirmons qu'il faut régler le problème et que les pêcheurs ne peuvent rester sans emploi. Lorsque le secteur de l'automobile est confronté à un problème, nous ne disons pas que les voitures dégagent des émissions de gaz à effet de serre et qu'il faut simplement laisser cette industrie mourir. Nous prenons des mesures pour remédier à la situation.

Depuis quand est-il acceptable de laisser l'industrie d'une province tout entière mourir dans l'hypocrisie générale? Il faut que ça cesse, faute de quoi nous mettrons en péril l'unité nationale — qui l'est déjà, d'ailleurs.

Je veux que les députés sachent de quoi il retourne. Le premier ministre de ma province parle à juste titre d'une entente équitable pour l'Alberta et d'autonomie, et je l'appuie à cet égard.

Voici ce qu'implique la décision prise par l'Alberta de se retirer du RPC. Nous sommes le cotisant net au RPC au pays. Le fait d'avoir des cotisations plus élevées partout au pays signifie que les gens ne pourront prendre leur retraite qu'à un âge plus avancé, et c'est parce que le premier ministre les aura placés dans cette situation.

Nous devons nous débarrasser des projets de loi C-69 et C-48, et nous devons reconnaître la richesse que crée le secteur de l'énergie. Il crée une capacité réceptrice pour les technologies propres. Il nous soustrait à la dépendance à l'égard de l'énergie provenant de l'Arabie saoudite et du Venezuela. Lorsqu'on parle de transition et de changements climatiques, l'énergie canadienne et l'action de ma province sont au cœur de l'équation. Il ne faut pas l'étouffer. Pourquoi nous priverions-nous de cette contribution essentielle à la prospérité du Canada?

Assez, c'est assez. Je prendrai la parole à la Chambre aussi longtemps que durera la législature. Je défendrai les droits des habitants de ma province parce que c'est pour cette raison que je suis ici. Certains députés prennent la parole pour remercier leurs électeurs de leur avoir confié leur mandat, mais je n'ai pas été élue uniquement

L'Adresse

pour recevoir un salaire, pour débattre, pour applaudir et pour voter. Les Canadiens nous ont élus pour que nous nous battions pour eux.

Je vais me battre pour ma province et les habitants de ma circonscription. Si je dois dire que l'Alberta a besoin de plus d'autonomie et que nous devons examiner la formule de péréquation, soit. Si tous les députés s'y opposent, s'ils refusent de traiter ma province équitablement, alors je peux leur affirmer tout de suite que les habitants de ma province vont dire qu'assez, c'est assez. La décision revient à chacun des députés. C'est ici que cela commence, et c'est ici que cela se termine.

J'exhorte les députés à se rendre compte que les mesures prévues dans le discours du Trône sont insuffisantes. Elles ne suffiront pas. Elles ne régleront pas la situation. Il faut entamer des discussions intelligentes et corsées, sinon, c'est terminé.

Mon collègue de Malpeque vient de lancer un appel à l'unité, et j'aimerais lui signaler que moi et tous ceux qui sont de ce côté-ci de la Chambre ne sommes pas ici pour rendre la vie facile aux libéraux dans leur situation minoritaire. Nous sommes ici pour défendre les habitants de nos provinces, qui sont l'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba, la Colombie-Britannique et l'Ontario, ainsi que toute partie du pays qui estime que l'Alberta est une partie importante de la Confédération. Nous ne laisserons pas cette injustice se poursuivre.

• (1425)

Je demande aux gens à l'écoute aujourd'hui de m'appuyer en signant la pétition e-2303 au e2303.ca. Cela permettrait de passer un message à tous les députés. Donnons le ton. Il est temps que l'Alberta soit traitée de façon équitable.

M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais que la députée m'explique pourquoi le gouvernement dirigé par Stephen Harper n'a pas fait preuve d'une telle fougue et d'une telle combativité pendant les 10 années où il a été au pouvoir. Ce gouvernement n'a pas construit un seul pouce de pipeline pour acheminer le pétrole vers les côtes. En fait, lorsque Stephen Harper est devenu premier ministre, plus de 99 % du pétrole canadien passait par les États-Unis. Quand il a quitté le pouvoir, ce pourcentage n'avait pas changé.

Où se trouvait le gouvernement conservateur lorsqu'est venu le temps d'investir dans les fonds de diversification de l'économie de l'Ouest? Les députés conservateurs sont restés les bras croisés. On parle des infrastructures et de la nécessité de collaborer avec les gouvernements pour veiller à ce que l'Alberta et les autres provinces de l'Ouest obtiennent des projets d'infrastructure solides et les fonds nécessaires à leur réalisation. Or, c'est le gouvernement libéral qui a concrétisé cette idée.

Nous pouvons travailler ensemble pour améliorer les choses dans l'Ouest. Je suis très fier d'être Manitobain. En tant que militaire, j'ai servi en Alberta. Ma femme est originaire de la Saskatchewan, et de nombreux membres de ma famille vivent dans cette province. D'une manière ou d'une autre, nous avons tous des liens avec l'Ouest. J'adore mon pays et je me soucie de son sort. Je me soucie aussi énormément du sort de l'Ouest.

Ma collègue de l'Ouest ne conviendra-t-elle pas avec moi qu'il est temps de mettre de côté la partisanerie excessive et de commencer à travailler pour les gens des Prairies et tous les autres Canadiens?

L'Adresse

• (1430)

L'hon. Michelle Rempel Garner: Monsieur le Président, toute personne qui habite ma province et qui a vu cela sait exactement de quoi il s'agit. Si je ne m'abuse, Joe Biden a intitulé une de ses tournées « No Malarkey », une façon de dire « pas de foutaises ».

Il est le secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre et il sait très bien que ce sont des foutaises. C'est d'une parfaite insensibilité. Le dernier gouvernement était libéral. Petite nouvelle: le ralentissement n'est pas survenu sous le gouvernement Harper, qui a construit quatre pipelines. Il y avait des investissements dans le secteur de l'énergie. Personne n'y croit. Je ne sais pas, c'est peut-être ce que veulent ces députés. Ils essaient peut-être d'achever ce qu'avait commencé le père du premier ministre dans les années 1980. C'est certainement l'impression qu'on a.

Quand, au lieu de faire ce qui doit être fait pour le bien du pays et est juste pour tout le pays, on nous sert des propos comme ceux qu'on vient d'entendre de la part du député, on peut penser que certains, ici, seront tenus responsables de leurs actes dans cette législature, dans une situation de gouvernement minoritaire.

Le Président: Nous allons devoir nous arrêter là pour aujourd'hui et nous reviendrons lundi. La députée disposera de deux minutes et 15 secondes pour répondre à des questions lorsque nous reprendrons le débat à ce sujet.

En conséquence, la Chambre s'ajourne à lundi prochain, à 11 heures, conformément à l'article 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 14 h 31.)

TABLE DES MATIÈRES

Le vendredi 6 décembre 2019

L'École polytechnique de Montréal		La violence faite aux femmes	
M. Trudeau	25	Mme Vecchio	39
M. Scheer	25	La violence faite aux femmes	
Mme Larouche	26	Mme Dabrusin	39
M. Singh	27		
Mme Atwin	27		
Le Président	28		
		QUESTIONS ORALES	
DISCOURS DU TRÔNE		L'économie	
Reprise du débat sur l'Adresse en réponse		M. Scheer	40
M. Scheer	28	M. Trudeau	40
Amendement	31	M. Scheer	40
M. Lamoureux	32	M. Trudeau	40
M. Angus	32	M. Scheer	40
M. Manly	33	M. Trudeau	40
M. Trudeau	33	Les ressources naturelles	
		M. Scheer	40
DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS		M. Trudeau	40
La violence faite aux femmes		Les affaires étrangères	
Mme Bendayan	36	M. Scheer	40
La coopération politique		M. Trudeau	41
M. Aitchison	36	Les relations intergouvernementales	
La violence faite aux femmes		M. Blanchet	41
M. MacKinnon	36	M. Trudeau	41
La violence faite aux femmes		M. Blanchet	41
Mme Chabot	37	M. Trudeau	41
George Springate		L'assurance-médicaments	
M. Scarpaleggia	37	M. Singh	41
Harry McWatters		M. Trudeau	41
M. Albas	37	Les affaires autochtones	
London-Centre-Nord		M. Singh	41
M. Fragiskatos	37	M. Trudeau	42
Jean Leahy		Les affaires étrangères	
M. Easter	38	M. O'Toole	42
Edmonton Manning		M. Champagne	42
M. Aboultaif	38	M. Paul-Hus	42
La sécurité publique		M. Champagne	42
Mme Sahota (Brampton-Nord)	38	M. Morantz	42
La violence faite aux femmes		M. Champagne	42
Mme Alleslev	38	M. Kent	42
La violence faite aux femmes		M. Champagne	42
Mme Gladu	38	Mme Alleslev	43
Les changements climatiques		Mme Freeland	43
Mme Collins	39	Mme Alleslev	43
Claude Béland		Mme Freeland	43
M. Blanchet	39	La santé	
		M. Bergeron	43
		Mme Hajdu	43
		M. Thériault	43
		Mme Hajdu	44
		L'Agence du revenu du Canada	
		M. Rayes	44

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>